SOUS LA DIRECTION DE
Nicole Laurin-Frenette
et Jean-François Léonard

respectivement professeure au département de sociologie, Université de Montréal
et professeur au département de science politique, UQÀM.

(1980)

L'IMPASSE.

Enjeux et perspectives de l'après-référendum

Un document produit en version numérique par Pierre Patenaude, bénévole,
Professeur de français à la retraite et écrivain, Chambord, Lac—St-Jean.

Courriel: pierre.patenaude@gmail.com

[Page web dans Les Classiques des sciences sociales.](#)

Dans le cadre de la bibliothèque numérique: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Pierre Patenaude, bénévole, professeur de français à la retraite et écrivain,
Courriel : pierre.patenaude@gmail.com

Sous la direction de
Nicole Laurin-Frenette et Jean-François Léonard

L'IMPASSE. Enjeux et perspectives de l'après-référendum.

avec la collaboration de Andrée Bertrand-Ferretti, Claire Brassard, Yvon Charbonneau, René Lachapelle, Gérald Larose, André Leclerc, Patricia Provencher, Dimitri Roussopoulos, Jean-Robert Sansfaçon, Pierre Vallières.

Montréal : Les Éditions Nouvelle Optique, 1980, 162 pp. Collection : Matériaux.

Madame Laurin-Frenette, sociologue, professeure au département de sociologie de l'Université de Montréal, nous a accordé le 14 janvier 2003 son autorisation de diffuser électroniquement toutes ses œuvres dans Les Classiques des sciences sociales.

Courriels : Nicole Laurin-Frenette : laurinn@SOCIO.UMontreal.CA
Jean-François Léonard : leonard.jean-francois@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 27 avril 2013 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

SOUS LA DIRECTION DE
Nicole Laurin-Frenette
et **Jean-François Léonard**

respectivement professeure au département de sociologie, Université de Montréal
et professeur au département de science politique, UQÀM.

**L'IMPASSE. Enjeux et perspectives
de l'après-référendum.**

Montréal : Les Éditions Nouvelle Optique, 1980, 162 pp. Collection : Matériaux.

[7]

L'IMPASSE.
Enjeux et perspectives de l'après-référendum.

Présentation des auteurs

[Retour à la table des matières](#)

Andrée BERTRAND-FERETTI

Militante indépendantiste depuis le début des années '60. Vice-présidente nationale du R.I.N. en 1967-68. A publié plusieurs articles politiques dans les grands quotidiens montréalais. Prépare actuellement une maîtrise en philosophie.

Claire BRASSARD

Chargée de cours à l'Université du Québec à Montréal, elle a été militante au Comité de Lutte pour l'avortement et la contraception libres et gratuits, au Théâtre des cuisines, et aux Éditions du Remue-ménage.

Yvon CHARBONNEAU

Conseiller spécial à la Centrale de l'Enseignement du Québec (C.E.Q.), dont il fut le président de 1970 à 1978.

Louis FAVREAU

Permanent à la formation, au Centre de Formation Populaire. Militant syndical à la C.S.N., particulièrement au Conseil central de Montréal, et au Comité de Solidarité Québec-Amérique latine. A publié *Les Travailleurs face au pouvoir*, en 1972, *Les syndicats et la question du parti des travailleurs*, en 1978, et *Le projet socialiste*, en 1979.

René LACHAPELLE

Directeur de l'Action Catholique pour le diocèse de Saint-Hyacinthe. A été aumônier de la Jeunesse Étudiante Catholique (J.E.C.) pendant trois ans, au niveau national.

Gérald LAROSE

Organisateur communautaire au C.L.S.C. Hochelaga-Maisonneuve, et président du Conseil central de Montréal de la C.S.N.

Nicole LAURIN-FRENETTE

Professeur au département de sociologie de l'Université de Montréal.

André LECLERC

Travaille depuis 12 ans à la Fédération des Travailleurs du Québec (F.T.Q.), où il est actuellement responsable du « Soutien aux luttes ». Il publiait *Poussières Taillibert* en 1976.

Jean-François LÉONARD

Professeur au département de science politique de l'Université du Québec à Montréal.

Patricia PROVENCHER

Militante dans divers groupes d'action catholique et d'action populaire depuis 5 ans.

[8]

Dimitri ROUSSOPOULOS

Militant de longue date dans des groupes populaires des quartiers de Montréal. A publié *The New Left in Canada*, en 1970, *Canada and Radical Social Change*, en 1972, *Quebec and Radical Social Change*, en 1975, *The Political Economy of the State*, en 1977, et *The City and Radical Social Change*, en 1980.

Jean-Robert SANSEFACON

Économiste, professeur au CÉGEP de Saint-Jérôme, journaliste et membre du comité de rédaction de la revue **Le Temps Fou**. Il travaille depuis plusieurs années dans le mouvement syndical et dans des organisations populaires des régions de Montréal et des Laurentides, En 1972, il publiait une étude sur les programmes PIL et Perspectives Jeunesse, aux éditions de l'A.P.L.Q.

Pierre VALLIÈRES

Écrivain, journaliste et militant politique. Il est l'auteur des livres suivants : *Nègres blancs d'Amérique*, 1967, *L'urgence de choisir*, 1972, *Un Québec impossible*, 1977 *L'exécution de Pierre Laporte*, 1977, *Les scorpions associés*, 1978, *La liberté en friche*, 1979, *La démocratie ingouvernable*, 1979.

[9]

Table des matières

[Quatrième de couverture](#)

[INTRODUCTION](#) [11]

Nicole Laurin-Frenette et Jean-François Léonard, "[Par delà l'écran référendaire.](#)" [13]

CHAPITRE I. [LES SYNDICATS ET LE RÉFÉRENDUM](#)

1. André Leclerc, "[Les lendemains du lendemain qui n'a pas chanté....](#)" [27]
2. Yvon Charbonneau, "[D'octobre 1970 à octobre 1980.](#)" [45]
3. Gérald Larose, "[Les syndicats et le référendum.](#)" [60]

CHAPITRE II. [LES ORGANISATIONS POPULAIRES ET LE RÉFÉRENDUM](#) [65]

1. Claire Brassard, "[Le référendum de mai et les groupes féministes.](#)" [67]
2. Jean-Robert Sansfaçon, "[Du nationalisme au régionalisme en passant par les péquistes.](#)" [81]
3. René Lachapelle et Patricia Provencher, "[On a perdu une bataille, mais non la guerre.](#)" [96]

CHAPITRE III. [PERSPECTIVIVES POLITIQUES](#) [103]

1. Dimitri Roussopoulos [L'après-référendum... une perspective anarchiste.](#)" [105]
2. Louis Favreau, "[Quelques pistes pour la gauche dans la conjoncture post-référendaire.](#)" [131]
3. Pierre Vallières, "[Exit les canards boiteux de l'étapisme.](#)" [139]
4. Andrée Bertrand-Ferretti, "[Aliénation et dépolitisation.](#)" [145]

L'IMPASSE.
Enjeux et perspectives de l'après-référendum.

Quatrième de couverture

[Retour à la table des matières](#)

Flasback : la sinistre rumeur,

lueur de l'écran référendaire. Qui oubliera ce mois de mai 1980 où jour après jour, la voix et l'image de l'appareil scandaient à temps et à contretemps, la vie ordinaire par ailleurs. L'événement y aura laissé une marque, repère dans la banalité du temps.

On se souviendra par, exemple, d'avoir trouvé ce nouvel emploi la veille du référendum, d'avoir croisé cette personne le jour du référendum, vu ce film le lendemain du référendum. Chacun pour soi se remémorera l'attente, l'angoisse, l'impatience, la curiosité, l'indifférence, le tourment, l'étonnement, le dépit, la rage, l'abattement. Oubliera. Il a fait beau ce jour-là, quelque chose d'étrange flottait dans l'air.

On savait. Le lendemain aussi, il a fait beau.
On aura subi cette année, qui un déboire sentimental,
qui une défaite des Expos, qui une grippe...
On aura tous survécu au référendum.

– Sous la direction de –

Nicole Laurin-Frenette, professeure au département de sociologie de l'Université de Montréal.

Jean-François Léonard, professeur au département de science politique à l'Université du Québec à Montréal.

– Avec la collaboration de –

Andrée Bertrand-Ferretti, Claire Brassard, Yvon Charbonneau, René Lachapelle, Gérald Larose, André Leclerc, Patricia Provencher, Dimitri Roussopoulos, Jean-Robert Sansfaçon, Pierre Vallière.

[11]

L'IMPASSE.
Enjeux et perspectives de l'après-référendum.

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

[13]

INTRODUCTION

“PAR DELÀ L'ÉCRAN RÉFÉRENDATAIRE.”

par

**Nicole LAURIN-FRENETTE
et Jean-François LÉONARD**

[Retour à la table des matières](#)

Flashback : la sinistre rumeur, lueur de l'écran référendaire. Qui oubliera ce mois de mai 1980 où jour après jour, la voix et l'image de l'appareil scandaient à temps et à contretemps, la vie ordinaire par ailleurs. L'événement y aura laissé une marque, repère dans la banalité du temps. On se souviendra, par exemple, d'avoir trouvé ce nouvel emploi la veille du référendum, d'avoir croisé cette personne le jour du référendum, vu ce film le lendemain du référendum. Chacun pour soi se remémorera l'attente, l'angoisse, l'impatience, la curiosité, l'indifférence, le tourment, l'étonnement, le dépit, la rage, l'abattement. Oubliera. Il a fait beau ce jour-là, quelque chose d'étrange flot-tait dans l'air. On savait. Le lendemain aussi, il a fait beau. On aura subi cette année, qui un déboire sentimental, qui une défaite des Ex-pos, qui une grippe... On aura tous survécu au référendum.

Plus tard, en juin, lors d'une réunion des comités de lecture de Nouvelle Optique, l'idée nous est venue de provoquer ce minuscule événement en notre pouvoir : un livre. Était-ce une idée ou plutôt un geste, un réflexe, une réponse ? Il faut voir. D'un côté, il y a les enjeux implicites et explicites du référendum dont on peut laisser les analyses du vote et les interprètes de la question nationale faire le bilan. En-

jeux dont la valeur et l'importance sont estimées différemment selon le point de vue politique de chaque personne, de chaque groupe, de chaque milieu. À cet égard, on a pu, à la limite, être disposé à jouer sa vie sur l'issue du référendum ou, au contraire, s'en désintéresser complètement. D'un autre côté, il y a l'effet et l'impact du référendum qui entraînent de nouveaux enjeux.

Par exemple, l'usage que feront des résultats du référendum les forces les plus conservatrices de la société québécoise, canadienne. De même, les interminables chicanes fédérales-provinciales relancées sur la voie d'on ne sait combien de décennies de maquignonage. Mais surtout, la porte grande ouverte aux vents glacés de la désillusion, de [14] l'amertume, du mépris, de la rancœur. Si on s'en remettait aux « self-fulfilling prophecies » des discours référendaires, rien ne devrait subsister du passé et de l'avenir, perdus au jeu politique comme de vulgaires jetons. En effet, n'étions-nous pas appelés à « résoudre le destin collectif », « assumer l'héritage ancestral », « être à la hauteur du défi historique », « manifester courage, lucidité, solidarité » ? Dans cette logique, il n'y aurait qu'à s'incliner devant le sort navrant que nous avons mérité. Quitte à maugréer contre ces aliénés, ces colonisés que nous sommes ou plutôt, que nous finirons par devenir à force de nous définir ainsi.

Ces abîmes de l'après-référendum menacent de nous engloutir tous, quelles que soient la couleur et l'intensité de notre nationalisme, de notre fédéralisme, de notre socialisme. Tous, à l'exception de ceux qui, ici comme ailleurs, mijotent les crises collectives dans le secret des bureaux climatisés et font profession d'en tirer profit, influence et notoriété pour eux-mêmes. Ils passent à l'histoire tandis que l'histoire passe sur nous.

Déjà, le silence nous submergeait, la résignation s'installait, le désespoir gagnait. Nous cherchions comme d'autres, le moyen de réparer l'irréparable et d'arrêter l'inévitable. Sans doute est-ce ce qu'on a fait de tout temps, en de semblables circonstances. Et sans doute y a-t-on toujours échoué mais la vie résiste ainsi. Notre projet était modeste : donner la parole à des gens qui pourraient peut-être conjurer certains excès de cette peur, de cette impuissance collectives. Des gens qu'on peut dire de gauche bien que l'expression fasse sourire, dévaluée comme d'autres termes du langage politique. Des femmes et des

hommes dont le métier, la situation, l'expérience et l'engagement les placent à la charnière de la théorie et de la pratique du projet révolutionnaire. Dans ces lieux où s'organise la lutte permanente contre les multiples formes de l'ordre établi : des quartiers, des usines, des bureaux, des écoles, des média... Des gens dont le milieu social et politique représente l'envers et la contradiction de l'univers officiel et télévisé qui passe pour la réalité. Des gens, par conséquent, dont l'écran référendaire aura rarement ou jamais reflété l'image, répercuté l'opinion.

De la campagne qui a précédé le référendum, la gauche était exclue. D'une part, par les mécanismes de l'appareil mis en place pour ordonner [15] la propagande. D'autre part, par sa timidité, sa prudence, son ambiguïté politiques qui l'incitaient à rester à l'écart. Elle se divisa mollement entre les « oui mais », les « oui tout court », les annulations et les abstentions. Sans fonder aucune de ces positions sur une critique véritable des discours souverainiste et fédéraliste qui aurait réellement menacé l'équilibre de leur système symbolique et miné leurs stratégies. Prise au piège d'une question vide de sens mais lourde de conséquences, immobilisée par le chantage du supposé recours démocratique à la volonté populaire, la gauche s'est trouvée démunie contre l'éruption de la droite qui l'attaquait impitoyablement par référendum interposé. En demandant à des gens de gauche de parler du référendum, nous les incitions à refaire ce chemin à rebours : à interpréter rétrospectivement leur participation aux événements récents, à exprimer leur réaction à la conjoncture actuelle. Nous leur propositions en outre, en mettant l'accent sur cette seconde tâche, de dégager de la conjoncture, des perspectives sur le changement social, politique et culturel.

Nous souhaitons que les auteurs des textes réunis dans ce recueil représentent des points de vue aussi variés que possible. Leurs témoignages reflètent donc des options idéologiques diverses ; ils traduisent des expériences militantes et des engagements politiques différents. Cet ouvrage ne peut prétendre pour autant exprimer l'ensemble des tendances qui coexistent présentement au sein de la gauche québécoise ; par exemple, les perspectives des groupes trotskystes et maoïstes en sont absentes et, pour une part, celles des groupes anglophones. Il illustre cependant la possibilité d'une réunion des voix de la gauche

autour d'un thème commun dont les interprétations divergentes, loin de s'exclure, se répondent et se complètent.

Reste à souligner enfin l'absence de ceux et de celles qu'on appelle d'habitude les militants de la base. Tous ces combattants et ces résistants anonymes : des ouvriers, des enseignants, des secrétaires, des ménagères, des jeunes, des chômeurs, des assistés sociaux... Nous croyons qu'ils ont davantage à dire que « oui » ou « non » ; qu'on leur ordonne de répondre à des questions qu'ils ne se posent pas, qu'on les empêche de poser des questions auxquelles les pouvoirs en place ne veulent ni ne peuvent répondre. L'organisation du temps et de l'espace, dans la vie publique et dans la vie privée, y compris parfois l'organisation [16] même des luttes militantes, les force au silence et les isole les uns des autres. Sans parvenir pourtant à déraciner leurs rêves : ce désir d'autres vies, d'autres chances qui ne seraient pas hypothéquées, perdues d'avance. Cet imaginable condamné à demeurer imaginaire qu'André Leclerc évoque dans son texte. Voilà ce que nous appelons peut-être trop pudiquement des perspectives sur le changement. Nous croyons que ces rêves survivent au référendum. On parviendra à en relever la trace, à en capter l'écho dans les textes qui composent ce recueil mais il faudra y regarder de près, tendre l'oreille.

Au premier coup d'œil, c'est le théâtre référendaire qu'on retrouvera, avec la mise en scène du dernier acte, mais après la tombée du rideau. La gauche est seule et monologue. Elle accuse. La droite mais surtout le Parti Québécois, auteur du référendum, responsable de l'échec du projet souverainiste. Échec qui coupe la gauche de son passé et qui la prive de son avenir. Pour prendre la mesure de ce drame, il faut se rappeler que l'histoire de la gauche québécoise, au cours des vingt dernières années, se confond pour une part avec le développement et l'organisation politique du nouveau nationalisme.

Le projet indépendantiste est né, pour l'essentiel, dans les cercles, revues et groupuscules de gauche du début des années soixante. Qu'on pense aux revues « Parti-Pris » et « Libération Québécoise » en particulier, au Mouvement de Libération Populaire (M.L.P.), aux premiers groupes se réclamant du Front de Libération du Québec (F.L.Q.), etc. Nourri de sociologie tiers-mondiste puis de théorie marxiste, l'indépendantisme s'est formulé dans les termes d'un projet de libération nationale. L'émancipation du peuple québécois – travailleurs, ouvriers,

paysans – devait s'accomplir par le socialisme et, dans ce contexte, l'indépendance du Québec apparaissait tout à la fois comme le moyen, la condition et le résultat de la révolution sociale.

Plus tard, les partisans de la libération nationale se fondront dans le Rassemblement pour l'Indépendance Nationale (R.I.N.), formation politique plus large que les groupuscules précédents. Le R.I.N. ralliait également les courants de droite et de centre du nationalisme et se fixait des objectifs électoraux. La gauche forma l'aile radicale de ce parti. Elle mit de l'avant une conception de l'indépendance et des stratégies de lutte nationale d'inspiration socialiste et populiste. Cette perspective engendra [17] toutefois une division irréparable au sein du parti qui provoqua le départ de la faction de gauche, vers la fin des années soixante. Le R.I.N. sera démantelé peu après ; ses militants formeront, avec les éléments nationalistes du Parti Libéral et d'autres formations politiques, le Mouvement Souveraineté-Association (M.S.A.) qui deviendra plus tard le Parti Québécois.

Ainsi s'est creusé le fossé qu'il ne sera plus jamais possible de combler, entre le projet de libération nationale et ce qu'on nommera l'option souverainiste. Cette dernière sera axée sur la mise en œuvre, dans et par l'État québécois, d'un programme économique et social modérément réformiste dont l'indépendance du Québec représente l'articulation juridique et constitutionnelle. L'option souverainiste trouvera sa formulation électorale à l'occasion des campagnes menées par le Parti Québécois et le principe de sa réalisation progressive sera défini par la stratégie étapiste.

Pendant quelques années encore, la gauche parviendra à intégrer les thèmes du nationalisme révolutionnaire dans la lutte anti-impérialiste et socialiste. Cette orientation s'exprime dans divers groupes politiques comme le Parti Socialiste du Québec (P.S.Q.), le Comité Indépendance-Socialisme (C.I.S.), le Front de Libération Populaire (F.L.P.) et les dernières générations du F.L.Q. Dans le courant des années soixante-dix, cette problématique sera graduellement abandonnée. La gauche se partagera selon l'une ou l'autre voie d'une alternative politique qui dissocie l'indépendance et le socialisme, sinon dans le discours, du moins dans la pratique. Une partie de la gauche se consacrera soit aux luttes pratiques et immédiates des organisations syndicales et populaires, y compris celles du féminisme et de la

contreculture, soit aux tâches plus théoriques de l'élaboration et de la diffusion du marxisme, léniniste, trotskyste et autre. L'autre partie des forces de gauche se ralliera explicitement ou implicitement au Parti Québécois, se justifiant par les principes de l'étapisme ou de la ligne de masse.

Cette modification des positions de la gauche concernant la question nationale est une conséquence de la monopolisation graduelle par le Parti Québécois, du discours et de la politique nationalistes. En retour, le repli de la gauche en ce qui concerne la question nationale, [18] renforce ce monopole péquiste. Il faut remarquer en outre que ces réalignements politiques s'inscrivent dans un contexte social et politique qui place les groupes de gauche sur la défensive et les incite à redéfinir leurs objectifs et leurs stratégies. La crise d'octobre et le démantèlement du F.R.A.P., en 1970, suivis par la déroute du Front Commun des travailleurs syndiqués de la fonction publique, en 1972, marquent cette période. S'y ajoutent la remontée des idéologies et des mouvements sociaux conservateurs, dans le reflux de la vague libertaire et contestataire des années soixante, au Québec et ailleurs. Quoi qu'il en soit, la gauche se trouvera désormais à la remorque du Parti Québécois sur le front de la lutte nationale. Piégée par la stratégie étapiste du parti au pouvoir et compromise avec l'appareil étatique, d'une part. D'autre part, isolée dans des visions sans prise sur la conjoncture ou enfermée dans des combats ponctuels.

La réaction de la gauche à la déroute référendaire met ce drame à jour. La gauche est à l'origine du projet indépendantiste et elle ne l'a jamais abandonné. Pourtant, c'est le Parti Québécois qui a joué toutes les cartes du nationalisme et il semble qu'il les ait perdues, pour le moment du moins. Cette défaite du Parti Québécois est aussi bien celle de la gauche, dont les objectifs et les stratégies étaient déterminés ou conditionnés par la perspective à court et à long terme de l'indépendance du Québec, réalisée par le Parti Québécois. Dans la conjoncture actuelle, la gauche peut difficilement reprendre ce projet indépendantiste qu'elle avait délibérément confié au Parti Québécois ou qu'elle lui avait abandonné de guerre lasse. En revanche, elle ne semble pas disposée pour autant à renoncer à ce projet.

À long terme, l'impasse peut se résoudre de diverses manières. Il n'est pas impossible que le projet indépendantiste retombe éventuel-

lement entre les mains des groupes de gauche qui veilleront à ce que la mèche ne s'éteigne pas... jusqu'au moment où quelque parti politique, poussé par un vent favorable, viendra reprendre le flambeau de l'indépendantisme et rentabiliser à son profit les efforts de quelques générations de militants obscurs. Il se pourrait aussi que la gauche décide de reprendre à son compte l'objectif de la libération nationale, mais en l'inscrivant dans un projet révolutionnaire plus large dont il serait une dimension nécessaire mais non prioritaire. Il se pourrait enfin que la [19] gauche choisisse de reformuler la problématique d'une transformation globale de la société dans des termes qui rendraient inutile sinon désuète l'ancienne terminologie nationaliste. Aussi bien, la crise mondiale qui couve sous le volcan de la faim et de l'exploitation, du pillage des ressources et de la dégradation de l'environnement, pourrait-elle prendre tout le monde de court, gauche et droite, nationalistes et fédéralistes. L'ensemble de ces possibilités relève de la spéculation. La lecture des textes regroupés dans ce recueil montre que si les gens de gauche reconnaissent lucidement l'impasse actuelle, ils n'ont pas encore désigné la voie qui permettra d'en sortir.

En attendant que ce choix se fasse, dicté par la conjoncture ou par les forces sociales en mouvement, sommes-nous arrivés à un cul-de-sac, sommes-nous condamnés au sentiment d'impuissance, de désespérance et au « refuge dans une résistance rageuse » ? Devons-nous nous contenter de rêver une libération multiforme, un délire collectif qui revendiquerait son droit à la parole, à l'action, aux formes nouvelles de pouvoir et de décision, sans que nous puissions inventer les moyens de résister à la montée inquiétante des forces conservatrices et réactionnaires ? Devons-nous nous contenter d'être nostalgiques de ces temps si proches où des centaines de personnes se mobilisaient par un beau soir d'automne pour appuyer le Mouvement de Libération du Taxi et aller voir d'un peu plus près les garages de la Murray Hill alors qu'aujourd'hui, sur un dossier comparativement aussi « hot » – tel que celui de l'école Notre-Dame-des-Neiges –, on ne réussit même pas à empêcher la vieille croûte cléricale de faire sa loi et de nous ramener vingt ans en arrière dans le combat pour un système scolaire unique et laïcisé ? Comment reconstituer cette volonté de combattre, sans illusion sur la rapidité du processus révolutionnaire et sans impatience quant aux résultats espérés, mais avec assez de perspective pour que s'enracine une large coalition anti-impérialiste, anti-capitaliste et anti-

autoritaire, capable d'utiliser et de transformer le paramètre indépendance et socialisme pour unifier les forces éclatées du changement, les dissidents de cette société qui semblent muselés par le bureaucratisme, la raison d'État, l'étapisme, l'irresponsabilité de la classe politique politicienne et les sophismes des temps de crise ?

[20]

Personne ne peut donner de réponses tactiques et stratégiques claires là-dessus. Mais l'alternative que cherchent les gens de gauche passe obligatoirement par un renouvellement du contenu concret de leur projet socialiste et indépendantiste s'inspirant tant des acquis du mouvement ouvrier et populaire au cours des dix dernières années que d'un examen attentif des difficultés qui ont marqué son orientation. Examen qui doit permettre de voir les événements centraux, les éléments importants qui l'ont traversé et qui ont provoqué le dispersement actuel des forces du changement, leur incapacité à se démarquer du pouvoir d'État et du discours péquiste, qui ont contribué à l'effritement de la dynamique unitaire présente au tournant des années 70, et qui remettait en cause le consensus de l'ordre libéral en revendiquant une autre forme de démocratie sociale et économique.

Nous n'avons pas l'intention de faire cet examen dans le cadre de cette introduction, mais peut-être seulement de soulever, de mémoire, quelques points qui ont plus touché que d'autres la dynamique interne du mouvement ouvrier et populaire. Du côté des forces populaires et des organisations de lutte sur les conditions de vie, le temps a été marqué par une vaste remise en question des fondements idéologiques et politiques de leur action. Remise en question qui a été développée dans la foulée de la radicalisation idéologique caractéristique d'une appropriation du marxisme par une bonne partie de la petite-bourgeoisie intellectuelle suite aux événements d'octobre 1970. Cela a donné lieu à des alignements idéologiques et à des batailles rangées où de nombreux groupes populaires ont été interpellés à partir d'une interrogation portant moins sur leur pratique que sur leur rapport à l'idéologie. Plusieurs organisations ont été liquidées ou se sont ralliées à une ligne juste quelconque. Tous les secteurs d'intervention ont été touchés. Des maisons de quartiers aux carrefours populaires, des comptoirs alimentaires aux locaux de l'A.D.D.S., de S.O.S. – garderie à Mobilisation, des carrefours d'éducation populaire au Regroupement

des médias populaires, du Centre de Formation Populaire à l'Agence de Presse Libre du Québec. Et c'est par ce biais qu'on a dû clarifier le rapport des organisations politiques aux organisations populaires et que la question des mécanismes de gestion interne, de l'entrisme, des rapports entre élus et permanents, de l'alliance entre intellectuels et classes populaires, bref de la démocratie s'est posée de façon impérieuse en un vaste débat qui [21] s'est exprimé à travers diverses formes d'expérimentations autour d'une alternative à la démocratie représentative traditionnelle. Et les groupes politiques au lieu d'être des outils au service de ce mouvement social seront perçus en fait, et de plus en plus, comme un corps distinct, conspiratif, prétendant à la direction des organisations populaires et non comme composante de celles-ci. Les nombreux échanges et combats de ligne qui en découleront, pour fructueux et nécessaires qu'ils aient été à une prise de conscience accrue des divergences idéologiques qui cohabitaient à l'intérieur des organisations, ont tout de même ralenti considérablement, surtout à Montréal, la mobilisation des différents secteurs d'intervention. Ils ont en tout cas rendu les groupes très prudents, sinon méfiants à l'égard du politique et contribué à la mise en veilleuse de pratiques spontanées qui, auparavant, étaient le lot quotidien de celles-ci.

Par ailleurs, les groupes populaires ont été marqués non seulement par leur rapport aux organisations politiques, mais plus largement par leur rapport au pouvoir politique et à l'État. Celui-ci a su tracer des programmes d'encadrement des groupes qui les ont toujours rendus dépendants financièrement du bon vouloir des politiques gouvernementales ou institutionnelles. De la création de la Compagnie des Jeunes Canadiens à l'arrivée des PIL-PJ (Projet d'initiatives locales - Perspectives Jeunesse), de la réalisation des Travailleurs Étudiants Québécois aux programmes de subvention aux Organismes volontaires d'Éducation populaire (O.V.E.P.), des subventions de Centraide à celles du ministère de la Consommation, les organismes de lutte sur les conditions de vie ont, dans l'ensemble, toujours baigné dans une « relative autonomie ». Et les diverses expériences de luttes menées contre l'État, si elles ont révélé son caractère de classe, ont aussi montré que les effets politiques réels ont souvent un rapport nul en compa-

raison des énergies investies. On peut mentionner ici l'amère expérience de Cabano. Elles ont de même prouvé que la force d'une mobilisation réside non seulement dans l'enracinement des revendications, mais aussi dans les alliances qui ont pu être développées soit à d'autres niveaux que le niveau local, soit dans d'autres secteurs que le secteur concerné, soit avec le mouvement syndical.

[22]

Or celui-ci n'a pu de son côté établir de liens organiques permanents avec le mouvement populaire, ayant à faire face à d'autres priorités et événements qui l'ont durement secoué. L'apothéose du Front commun de 1972 s'est rapidement cassée le nez lors de l'emprisonnement des trois dirigeants syndicaux, soulignant les limites du mouvement syndical à assumer politiquement une remise en cause profonde de la légalité libérale, et à porter plus avant les prémisses du syndicalisme de combat. L'enquête sur la FTQ-construction a alors été instituée à la demande de la C.S.N., cogérée par Guy Chevrette, alors vice-président de la C.E.Q., et patronnée par l'État qui en a tiré les résultats qu'on sait. Les effets immédiats ont été un affaiblissement de l'autonomie du mouvement ouvrier, un éclatement de l'espèce d'unité syndicale qui était dominante depuis un certain temps, et un empiètement plus grand du contrôle des syndicats par l'État. Cette enquête, et le rapport qui lui fit suite, n'ont pas été les seuls à affaiblir le mouvement syndical. Il y a eu la création de la C.S.D. – signe d'un refus des avances politiques de la C.S.N. – et l'avènement des syndicats indépendants qui, liés à un plafonnement et même à une baisse du taux de syndicalisation, ont forcé les centrales à redéployer le maraudage sur une grande échelle. Il y a eu aussi l'échec de *Québec-Presse*, où des énergies folles et des mobilisations sans précédent de la part des permanents et des élus de la C. S.N., de la F.T.Q. et de la C.E.Q. ont abouti à sa disparition après cinq ans d'existence. Cet échec, dont on connaîtra sous peu les causes grâce à une recherche de l'Institut canadien d'Éducation des adultes, a non seulement marqué la fin des seules presses libres au Québec, mais contribué à raréfier l'information nationale sur l'état du mouvement ouvrier québécois. Par ailleurs, on ne peut passer sous silence l'élection du Parti Québécois comme facteur de désunion du mouvement ouvrier ; d'un côté, sans être lié organiquement aux centrales syndicales, le Parti Québécois a largement drainé la majorité du vote ouvrier et s'est assuré l'appui d'une partie

non négligeable des appareils syndicaux, surtout du côté de la F.T.Q. ; de l'autre il a réussi à mettre au point des stratégies intelligentes qui ont accentué les facteurs de division entre les centrales, que ce soit la convocation des sommets économiques – notamment celui de Montebello – la loi sur la sécurité-santé, la loi anti-scab, la loi sur le référendum, la loi spéciale de novembre dernier sur le front commun, etc. Les effets de ces divisions ont abouti, symboliquement [23] peut-être mais aussi de façon symptomatique, à la tenue de manifestations du 1er mai distinctes il y a moins de deux ans.

Dans ce contexte, l'incapacité du mouvement ouvrier et populaire devrait, à meure post-référendaire, permettre de tirer les leçons autonome dans la période pré-référendaire apparaît peut-être moins surprenante. Mais le référendum est terminé. Derrière ce questionnement à peine amorcé, trop d'événements restent inexplicables, non situés historiquement, non compréhensibles par ceux qui n'y ont pas été partie prenante, ou anecdotiques pour ceux qui étaient trop jeunes pour les vivre. Et ces questions, qui touchent tout autant le sens des luttes économiques, des luttes sur les conditions de travail que des nouvelles formes de lutte expérimentées surtout chez les groupes féministes, dans le mouvement écologique et dans certains secteurs du mouvement étudiant, interpellent de façon pressante cette gauche ouvrière et populaire. Le bilan de la dynamique interne du mouvement ouvrier et populaire devrait, à l'heure post-référendaire, permettre de tirer des leçons qui s'imposent et de mesurer le chemin qu'il nous reste à parcourir pour créer les conditions de notre libération sans attendre forcément le retour du printemps ou de tout autre moment historique qu'on voudrait bien nous imposer.

[24]

[25]

L'IMPASSE.
Enjeux et perspectives de l'après-référendum.

Chapitre I

LES SYNDICATS ET LE RÉFÉRENDUM

[Retour à la table des matières](#)

[27]

Chapitre I
LES SYNDICATS ET LE RÉFÉRENDUM

TEXTE 1

**“LES LENDEMAINS DU LENDEMAIN
QUI N’A PAS CHANTÉ.”**

par
André Leclerc

[Retour à la table des matières](#)

Que celui ou celle qui n'a pas cru à un moment donné, entre octobre 1970 et juin 1972, que « c'était arrivé... », que « nous entrions dans une phase pré-quelque chose... » que « plus rien ne pourrait être pareil... », me lance la première pierre.

Je me sens en confiance, tenez, je vous confesse l'une de mes illuminations : ça m'est arrivé le dimanche soir, 30 novembre 1971. C'était le soir de l'ouverture du congrès de la F.T.Q. Exceptionnellement, on avait invité tous les militants, délégués ou non, à assister à cette ouverture. Plus de deux mille personnes s'étaient entassées dans la salle. Le président venait de brosser le sombre tableau de l'accélération de la répression des travailleurs et du peuple québécois dans son entier. Il ne manquait pas de matériel, puisque cela suivait l'imposition de la Loi des mesures de guerre et qu'on était en plein conflit à *La Presse*. Il touchait du doigt la collusion des pouvoirs politique et judiciaire, leur subordination au pouvoir économique étranger. Peu impor-

te s'il refusait de définir le socialisme démocratique qu'il prônait ; par ailleurs, j'avais rédigé la version écrite de son discours et j'avais excusé cette lacune par la formule aussi exquise que subtile : « Quand on est victime d'une agression, on ne s'attarde pas à dresser le menu du banquet de la victoire... »

Oui, je l'avoue, quand, à la fin du discours, j'ai entendu Louis La-berge proclamer qu'il fallait « casser le régime » et que j'ai vu bondir simultanément les quatre cents plombiers massés à l'avant de la salle qui l'acclamaient en délire, mes yeux se sont embués et j'ai cru à l'avènement prochain du socialisme dans un seul pays...

Ce n'est pas précisément ce qui s'est passé. Qu'est-il arrivé ensuite ? Il y eut le premier grand front commun du secteur public, la grève générale dans ce secteur, l'injonction, son non-respect encouragé par les leaders des trois centrales, la loi spéciale, l'emprisonnement des trois [28] présidents et de plusieurs militants pour outrage au tribunal, le débrayage général spontané de plus de 300,000 travailleurs dans la rue, des villes occupées par les travailleurs. Mais les présidents décidèrent d'aller en appel et tout est rentré dans l'ordre. Puis d'autres radicalisations : United Aircraft, de grandes mobilisations, la lutte pour l'indexation des salaires, d'autres grands débrayages... Mais lentement, d'une mobilisation à l'autre, un peu plus de fatigue, un peu moins de souffle.

L'imaginaire et l'imaginable

Le Parti Québécois fut élu comme à contre-courant, puisque le creux de vague des grandes luttes élargies était déjà amorcé. Pour bien des militants syndicaux, tout l'espoir y fut transféré. Ils savaient bien sûr que cela n'avait rien à voir avec le « grand soir », mais ça débloquent ; ils ne faisaient plus face à un mur. Le P.Q. n'était pas, ne serait sans doute jamais un parti ouvrier, mais on s'accrochait à des mots comme « le préjugé favorable envers les travailleurs ». On allait pouvoir souffler, quelques grains, reprendre espoir.

J'ai moi-même écrit à ce moment :

15 NOV. TILT 15 NOV. TILT 15 NOV. TILT

*Il y a ceux qui ouvrent les yeux bien grands et disent un long
sacrament d'étonnement*

*y a ceux qui prennent une brosse y a ceux qui pendent leur
boss*

*y a ceux qui relèvent pas de brosse y a les boss péquistes la
police péquiste les péquistes optométristes médecins spécialis-
tes les péquistes qui se tapent les cuisses les cuistes qui se ta-
pent des péquistes les pépé kis and love*

*y a ceux qui croient que le peuple parlera désormais en
alexandrins je l'ai lu dans le Montréal-Matin*

y a les malgré les peut-être les tu vas voir

[29]

*les attends un peu les ça peut pas être pire qu'avant mais
TILT TILT TILT*

y a chu capable TILT

y a j'ai pu peur TILT

y a chu content en sacrement TILT

y a m'a vous dire franchement TILT

y a enfin TILT y a on scrache dans'mains TILT

y a ça fait tu assez plaisir TILT

y a y s'sont fait planter les hosties TILT

y a dewors la pourriture TILT

y a tout est à faire TILT

y a qu'on dirait que

la vie passe de l'imaginaire à l'imaginable

L'imaginable, c'était une vie démocratique intense, le début de grandes réformes, le renforcement du mouvement syndical et des groupes populaires, la suite et la fin de la marche irréversible vers l'indépendance, la libération nationale, la construction d'une société plus juste, plus égalitaire (etc., etc. rappelez-vous vos propres rêves).

Au lieu de cela, il semble que le grand mouvement de l'histoire ait été retourné comme un gant par la main de Dieu. Est-ce une fatalité ? Sommes-nous, destinés à sombrer dans la noirceur du passé ? Peut-on éviter un autre siècle de somnambulisme, Ryan, l'ennui, les valeurs sûres, la sortie du sexe dans les écoles, son remplacement par la statue du Sacré-Cœur, le rachat des maisons de NDG par les Anglais, la réouverture massive des sièges sociaux, la fermeture massive des usines, le retrait des lois 101, 45, 17, des neuvaines pour les accidentés du travail, la « job » en anglais, le français en famille ?

Vaincre l'amnésie

Nous comprenons mal ce qui nous arrive parce que nous avons peu de mémoire. L'hiver, le clergé, les boss nous ont habitués à nous réfugier dans une résistance parfois rageuse, exceptionnellement ponctuée de fanfaronnades (les patriotes, la Conscription, le FLQ, le débrayage [30] généralisé de 1972, l'élection du P.Q...), mais cette résistance est le plus souvent sourde et amnésique. La déconfiture du référendum commande que nous fassions un effort pour combler quelques trous de mémoire collectifs.

Les post-mortem sont plus déprimants que la mort elle-même. J'ai donc eu très vite une indigestion aiguë après avoir absorbé quelques analyses sur les résultats du référendum. Je m'en remets à peine.

Vous savez les grandes questions du style : « le P.Q. est-il allé trop loin, trop vite » ou « pas assez loin, trop lentement » ou « juste là où il fallait sans l'avoir suffisamment expliqué » ou « en l'ayant mal expliqué » ou « en négligeant de l'expliquer aux jeunes » ou « aux vieux » ou « aux femmes » ou « aux trois » ou n'importe quelle autre question vous permettant de tourner en rond mentalement pendant des heures, en répandant beaucoup d'encre sur beaucoup de papier, beaucoup de paroles sur beaucoup d'ondes, de manière à donner aux media com-

merciaux ou étatiques la crédibilité de ceux qui ont le souci de donner la parole à tous. Spécialement à ceux qui tournent en rond...

Les stratégies référendaires du P.Q. ont en effet bien peu d'importance dans un désastre comme celui du 20 mai. « Un rendez-vous avec l'histoire » ne peut tout de même pas être manqué uniquement à cause de la guimauve étapiste ou du réveil inattendu d'Yvette par Lise. Je suis de ceux qui croient que pas une seule Yvette n'a changé d'idée après avoir appris son nom. Elles étaient déjà prêtes à aller écrire « Y a rien là ! » sur leur bulletin de vote, bien avant que Mme Casgrain ne vienne les flatter dans le sens du poil.

Le Parti Québécois a évidemment une très lourde responsabilité dans tout cela. Il faut identifier cette responsabilité. Mais cette analyse sera stérile, si nous ne découvrons pas aussi le rôle joué par les groupes de pression, qu'on appelle pompeusement « forces vives », mais qui sont en tout cas les seules forces de changement depuis quinze ou vingt ans au Québec, en l'absence d'une organisation politique des travailleurs.

C'est l'action diversifiée de tous ces groupes qui a créé en bonne partie les conditions permettant l'élection du Parti Québécois. Il est important de voir ce qui leur est arrivé. Ont-ils joué le rôle qu'ils [31] auraient dû en période référendaire ? Et même avant, depuis l'élection du Parti Québécois ?

Certains soutiennent que c'est l'arrivée du Parti Québécois au pouvoir qui a démobilisé tout le monde. Il ne suffit pas de le dire, il faudrait comprendre pourquoi cela s'est produit. Et la réponse ne se trouve pas du côté du Parti Québécois, mais du côté des groupes de pression eux-mêmes.

Donc, un effort de mémoire. La mienne est surtout syndicale. Je crois que l'évolution du syndicalisme au Québec au cours des vingt dernières années a eu une influence suffisante sur le mouvement social en général pour qu'on s'y attarde. D'autant plus que la similitude entre l'évolution du mouvement syndical et celle d'autres groupes de pression en fait un excellent témoin de notre aventure sociale récente.

Politisation du mouvement syndical

Le mouvement syndical a pris toute sa place politique au Québec seulement au milieu des années soixante. Le cap des 30 % de travailleurs syndiqués n'a été franchi qu'en 1965 et, dès 1969, ce pourcentage atteignait 39 %. Depuis, il plafonne. Cette progression ultra rapide est due à deux événements majeurs : la syndicalisation massive des secteurs publics et para-publics, la syndicalisation obligatoire dans la construction.

Par des chemins fort différents, les années de révolution tranquille allaient permettre aux centrales syndicales de converger vers une politisation assez semblable au début des années '70. La CSN, plus nationaliste par tradition, allait se préoccuper davantage du social et du politique. La CEQ corporatiste et confessionnelle, a fait ses dents syndicales lors des premières grandes négociations provinciales. Elle fut aidée en cela par l'attitude répressive du gouvernement qui lui imposa une loi spéciale en 1968. La FTQ, dont les affiliés étaient surtout Mobilisés par des luttes professionnelles, allait découvrir que la condition spécifique des travailleurs québécois ne pourrait changer fondamentalement sans une intervention politique plus poussée. Elle est devenue beaucoup plus nationaliste dès ce moment.

[32]

Pour comprendre cette convergence inattendue, il faut parler de deux grands facteurs particuliers au Québec : la domination économique étrangère et le développement rapide d'un état moderne assumant une gamme plus large de responsabilités.

Domination étrangère

Les travailleurs québécois font face à un capitalisme sauvage parce qu'étranger. L'Ontario n'est pas moins dominée par l'extérieur, mais elle jouit d'une structure industrielle plus favorable aux travailleurs : industries de pointe en pétrochimie, sidérurgie, automobile, fabrication. Au Québec, à part l'industrie des pâtes et papier et quelques cas

isolés d'industries de pointe, nous sommes en présence d'industries périlantes, fragiles, soumises à des concurrences étrangères très agressives. Le taux de chômage est toujours plus élevé ici, les mises à pied plus massives, les fermetures d'usines plus nombreuses, l'insécurité physique plus généralisée. Les luttes dans l'entreprise aboutissent souvent à des culs-de-sac, parce que tout se décide ailleurs, en fonction d'intérêts qui n'ont rien à voir avec ceux des autochtones, d'intérêts souvent même contraires à ceux de la bourgeoisie locale. Il est apparu plus clairement à beaucoup de syndicalistes pendant les années soixante que leur action, aussi ferme soit-elle dans le cadre de l'entreprise, était inefficace contre des phénomènes économiques qui débordaient ce cadre. D'où la nécessité d'une intervention politique globale.

Un état moderne

L'État qui avait entrepris la réforme de l'éducation, avait adopté le Code du travail, s'était attaqué au patronage dans la fonction publique, avait nationalisé l'électricité et le secteur des affaires sociales ; cet état était devenu en même temps un très gros employeur, qui commença à se comporter comme tel. Les espoirs qu'avait suscités le Parti Libéral en entreprenant toutes ces réformes furent vite déçus. On découvrit très vite qu'il ne pouvait pas aller au bout de sa logique. La démocratisation de l'enseignement ne pouvait pas être poussée à fond sans menacer les privilèges des élites traditionnelles, dont faisaient partie d'ailleurs l'immense majorité des politiciens ; le contrôle total des richesses naturelles, la réforme des législations du travail, ne pouvaient [33] s'effectuer sans heurter de front le grand capital ; on ne pouvait donner accès généralisé des biens et services sociaux à la population sans une réforme en profondeur de la fiscalité, etc.

Le spectacle du freinage réformiste, les confrontations patronales-syndicales avec l'État-employeur, l'appui actif ou passif donné aux employeurs, tout cela révéla avec une netteté claire au mouvement syndical que l'État n'était pas neutre. Par son action, comme par son inaction, il servait des intérêts qui, fondamentalement, n'étaient pas les nôtres. Les réformes que nous réclamions et que nous acclamions aux plus beaux jours de la révolution tranquille, au lieu de marquer le début d'une transformation sociale profonde, nous apparaissaient comme

des soupapes ouvertes au bon moment par le pouvoir politique pour protéger le pouvoir économique contre une trop grande insatisfaction populaire et l'agitation sociale qu'elle risque d'entraîner.

Une vision globale

Les revendications politiques traditionnelles que le mouvement syndical formula au gré des mémoires et des congrès furent défendues avec plus de vigueur. On les intégra peu à peu dans une vision globale qui servit d'ébauche à un projet de société. Partout, dans le mouvement syndical et dans les grandes assemblées populaires, les interventions se terminaient de plus en plus souvent par des appels à l'action politique.

À la CSN, on inventa le deuxième front : celui de l'action politique régionale, de l'intervention sur le plan de la consommation, de l'éducation politique. À la FTQ, même si l'on n'avait pas les moyens de coordonner dans les conseils du travail une telle action, on n'en partagea pas moins les mêmes objectifs. Le congrès de 1969 portait sur les thèmes du deuxième front sans les nommer et on y décida de mettre sur pied un service d'action politique. C'est dans la même foulée que furent organisés au printemps 1970 les colloques régionaux intersyndicaux, auxquels allaient participer quelques 5 000 militants. On projetait de tenir de grandes assises décisionnelles intersyndicales par la suite, de former un secrétariat d'action politique conjoint... C'était un peu trop rapide, estimèrent certains dirigeants. Ce fut aussi l'époque de batailles unitaires comme celle de l'assurance-maladie, on assista de même, entre autres, à la mise sur pied du FRAP, à la publication de *Québec-Presse*, [34] financièrement supporté par les centrales. D'année en année, des événements comme ceux du 1er mai, du 8 mars étaient soulignés par un nombre grandissant de travailleurs. Le réflexe du front commun se développait.

L'apogée du discours

Puis vinrent les événements d'octobre '70 et la Loi des mesures de guerre. Les centrales syndicales lancèrent alors, avec d'autres groupes et personnalités politiques, une lutte acharnée contre ces mesures répressives. Elles ne manquèrent pas à cette occasion de noter l'évidence de la dépendance des pouvoirs politiques par rapport au pouvoir économique.

La confirmation la plus spectaculaire de cette conviction allait évidemment être fournie par le conflit du secteur public de 1972. Mais auparavant, des luttes très dures qui occasionnèrent, de grandes mobilisations, comme le conflit des travailleurs de *La Presse*, accélérèrent chez une certaine couche de militants des trois centrales la prise de conscience politique. Cette époque donna naissance aux premières analyses globales officielles des centrales qui furent coulées dans le bronze de *Ne comptons que sur nos propres moyens* (CSN), *L'école au service de la classe dominante* (CEQ) et *L'État rouage de notre exploitation* (FTQ). C'était l'apogée du discours officiel radical.

On réalisait peu à peu qu'il était artificiel de distinguer deux combats distincts : le front de la lutte professionnelle à l'usine et le front de la consommation et de la politique régionale. Il fallait lier les deux combats et contester le système économique en entier. On allait peut-être ainsi éviter la marginalisation d'une catégorie de militants actifs. On avait en effet constaté que ceux-ci négligeaient quelque peu la lutte dans l'entreprise à mesure qu'ils poussaient plus loin leur engagement politique ou social. Il en résultait dans plusieurs cas une perte dramatique de crédibilité auprès de leur base, qui voyait mal le lien entre cet engagement et la défense de ses intérêts.

Sourds et aveugles

Nous parlions fort, nous n'étions donc pas muets. Mais, nous étions un peu sourds, un peu aveugles. Le discours radical des centrales [35] reflétait bien sûr une certaine conscience de classe grandissante au

sein d'une couche de militants. Mais nous évaluions mal le degré d'enracinement de cette conscience. La bousculade d'événements que nous avons connus au début de cette décennie ne nous aida pas à voir clair non plus.

Des manifestations comme celle du 29 octobre 1971 (*La Presse*), le débrayage général après l'emprisonnement des chefs en 1972, l'occupation du ministère du Travail par 400 grévistes de la CSN et de la FTQ en août 1973, le conflit de United Aircraft avec le mouvement de solidarité et les débrayages d'appui qu'il a suscités et surtout la rapidité avec laquelle s'organisait chaque fois la riposte syndicale, nous ont fait croire à la réalité d'un mouvement de lutte large, unitaire, politisé et irréductible.

Nous ne tenions pas compte du fait que le projet de société formulé au gré des luttes restait sommaire et abstrait pour l'immense majorité des travailleurs.

Arrêtons-nous sur ce dernier point. On prend un peu trop souvent pour acquis que l'accord conjoncturel des travailleurs sur de grands objectifs va entraîner automatiquement une lutte à finir de leur part. Un regard sur certains conflits de travail et leur suite serait bien utile à cet égard. On a malheureusement tendance, dans le mouvement syndical, à développer une mémoire sélective. On oublie systématiquement les échecs et les demi-victoires pour ne retenir que les hauts faits d'arme. On justifie cette attitude par la volonté de ne pas être démobilisateur, de ne pas sombrer soi-même dans le désabusement et le cynisme. Cela a cependant la fâcheuse conséquence de nous empêcher de tirer des leçons qui seraient fort profitables pour la poursuite de la lutte.

Faut pas mourir pour ça

J'ai vécu d'assez près certaines expériences que beaucoup de camarades intellectuels aiment oublier ou simplement étiqueter (ce qui revient habituellement au même). Puisque les militants qui semblaient si avancés pendant telle ou telle grève semblent assis maintenant, on met de l'ordre dans son fichier. On s'était simplement trompé : ils ne pratiquaient pas du « syndicalisme de combat ou de classe » mais simple-

ment [36] de « l'anarcho-syndicalisme » et maintenant ils glissent dans le « syndicalisme d'affaires ». Prochaine étape : « syndicalisme de boutique ». On dort bien quand tout peut se classifier ainsi.

Un exemple : Firestone, Joliette 1973. Tout au long de cette grève, où les actions dures se sont multipliées, les militants ont développé des modèles de démocratie syndicale avancés et ils ont fait ensemble une démarche d'éducation politique peu commune. Ils ont situé leur compagnie dans le système économique, ont analysé leur rapport de force, ont analysé le rôle de l'État, ont découvert sa vraie nature de « rouage de leur exploitation » et en ont tiré la conclusion que la grève n'était qu'une étape dans la lutte contre cette compagnie. Ils comprenaient que le conflit d'intérêts ainsi que cette lutte s'inscrivaient dans la lutte des classes et qu'enfin, celle-ci était indissociable de la lutte politique. Tous les grévistes participaient à tour de rôle à ces cours, les discussions y étaient vives et personne ne semblait avoir une autre vision.

Au lendemain du conflit, les militants les plus radicaux, qui avaient été les leaders incontestés de la grève se crurent autorisés à maintenir une attitude intransigeante avec la compagnie. Cette dernière prétendit qu'il y avait du sabotage. Elle décida de soumettre certains des leaders au détecteur de mensonge. L'un d'entre eux refusa et fut congédié. Le plus incroyable et le plus pathétique pour ce militant fut d'apprendre que les membres de son syndicat local refusaient de le défendre. Comment comprendre un tel lâchage ? Comment expliquer aussi qu'un nouvel exécutif très mou soit élu dans un groupe si dur ?

Je ne peux me satisfaire personnellement d'étiquettes ou de condamnations globales. Il s'agit bien sûr d'une trahison collective identifiable au plus bas syndicalisme de boutique. Mais comment en vient-on là ? Incidemment, on ne peut imputer la faute à un quelconque sale agent d'affaires d'une union américaine. Le syndicat était alors passé à la CSN.

Une explication plausible est que beaucoup de travailleurs peuvent avoir le réflexe de lutter farouchement en période de crise, ils partagent alors sincèrement des objectifs plus globaux que ceux qui motivent leur lutte immédiate, mais ils distinguent mentalement les deux types d'objectifs. Les uns sont du domaine de l'imaginable, du concret [37] accessible, les autres sont du domaine de l'imaginaire, du souhai-

table... Ils ne mourraient pas nécessairement pour ça. Ils souhaitent des trêves et n'acceptent pas qu'on les maintienne en confrontation constante.

Un autre exemple : Regent Knitting, Saint-Jérôme 1973. Il y a dans cette vieille usine une longue tradition de lutte. Il s'agit d'une entreprise devenue vivotante faute d'avoir été modernisée. On connaît les difficultés de l'industrie du textile et du vêtement. Comme à chaque négociation, l'employeur brandissait la menace de fermeture si les travailleurs ne laissaient pas tomber des revendications importantes. Ils avaient pourtant le sentiment que ces dernières constituaient un minimum : ils voulaient s'assurer que la production ne soit pas réduite à Saint-Jérôme au profit d'une augmentation équivalente clans l'usine montréalaise, où le syndicat était beaucoup plus complaisant. Excédés, ils occupèrent leur usine. Comme la grève à Firestone, cette occupation donna lieu à une réflexion collective. C'était l'assemblée permanente. Ils discutaient de l'industrie, de leurs conditions de travail, du type particulier d'exploitation qu'ils subissaient, des menaces constantes de fermeture et ils en vinrent à conclure qu'il leur fallait un contrôle net sur la quantité de production effectuée dans l'usine de Saint-Jérôme vs celle effectuée à Montréal. Ils voulurent avoir accès à des données jusque-là conservées jalousement par la gestion. Le conflit durait et semblait sans issue. Plusieurs se décourageaient, mais ils ne le disaient pas. Jusqu'au jour où une lueur d'espoir de règlement parut. On faisait comprendre en même temps que l'employeur n'était plus capable de parler à certains leaders, et que leur remplacement à la table de négociation pourrait permettre d'élaborer une base de règlement. Après des discussions douloureuses, on donna le mandat à un nouveau porte-parole d'explorer une possibilité d'entente. Lorsque cette dernière fut présentée, ce fut le déchirement. L'objectif majeur du contrôle des quantités de production sur lequel la majorité avait pourtant voté était abandonné. Du coup, un permanent démissionna en claquant la porte et les plus irréductibles traitèrent de traîtres ceux qui étaient d'accord avec le règlement.

Là aussi il y avait eu malentendu. Le contrôle de la quantité de production était bel et bien un objectif. Mais l'objectif premier, c'était la conservation des emplois. Plusieurs travailleurs épuisés par cette [38] longue occupation, financièrement très incertains en raison de

leur âge et de leur situation familiale, avaient évalué ne pas être en mesure de tout gagner cette fois-là.

Faut-il croire que tout est perdu parce qu'on n'a pas tout gagné en une seule fois ? Dans les deux cas, la suite a démontré que, contrairement aux apparences, des acquis demeurent. À Firestone, le militantisme s'est à nouveau exprimé dans un conflit l'année dernière, et Regent Knitting est passé sous contrôle ouvrier avec la création de Tricofil en 1974.

Nos lacunes stratégiques

Cette longue digression peut paraître bien éloignée de mon propos. Pas pour moi. C'est à partir de situations semblables que j'en suis venu à remettre certaines de mes croyances en question. Et c'est sur cette réflexion que je voudrais ébaucher quelques critiques de l'action politique du mouvement syndical ces dernières années.

Malgré la multiplication des manifestes, la radicalisation du discours officiel, les grandes actions unitaires, beaucoup de réalités caractéristiques du mouvement syndical québécois sont restées inchangées. Cela explique en bonne partie le faible rapport de force politique que nous avons déployé par la suite.

- 1) Rien n'a été changé dans les structures et les modes décisionnels de nos organisations qui restent construites principalement pour mener des luttes au niveau de l'entreprise.
- 2) Le gros des énergies syndicales continue d'être investi dans la défense professionnelle, la négociation collective.
- 3) Les législations actuelles ne permettent pas l'accès de la majorité des travailleurs au syndicalisme. Dans le secteur privé, moins de vingt pour cent d'entre eux sont organisés. La prolifération de petites entreprises, la vogue grandissante du travail à domicile, le travail à temps partiel, risquent d'abaisser encore ce pourcentage et d'isoler davantage de travailleurs.

- 4) Au Québec, comme partout en Amérique du Nord, le régime de monopole syndical et les mesures négociées ou législatives de [39] sécurité syndicale (close shop, formule Rand, etc.) font que les travailleurs n'adhèrent pas à un syndicat en fonction de son idéologie ou de son engagement politique. L'essentiel de l'action syndicale demeurant centré sur la convention collective, c'est sur les services reliés à la négociation et à l'application de cette convention que les travailleurs sont amenés à juger leurs syndicats.
- 5) L'éducation politique des militants compte pour bien peu dans l'activité des centrales.
- 6) Les travailleurs n'ont toujours pas d'organisation politique qui leur soit propre, ni même de mouvement qui pourrait donner naissance éventuellement à une telle organisation.
- 7) La concurrence intersyndicale fut parfois mise en veilleuse, mais elle n'a jamais cessé d'exister. Au moment des grandes mobilisations contre le pouvoir répressif, le maraudage passait au second plan. Il s'est développé avec une vigueur nouvelle au cours des cinq dernières années. À la FTQ, des syndicats qui favorisaient spontanément l'action unitaire au début des années 1979, en sont devenus de farouches adversaires après avoir subi des maraudages systématiques.

Il n'est donc pas étonnant que le mouvement syndical n'ait pas pesé plus lourd au cours des derniers cinq ans dans la vie politique du Québec. Les grandes confrontations avec le pouvoir politique et l'appareil judiciaire nous plongeaient dans une action politique dure mais défensive. Cette action restait reliée à la défense de droits syndicaux fondamentaux. Nos organismes n'avaient pas été pour autant transformés en instruments de lutte politique. Aussi, dès que les conditions ont changé, il y eut comme un temps d'arrêt, un vide stratégique. Toute la place politique a été occupée par le P.Q. Ce dernier, qui était porté au pouvoir au moment même où la fatigue et l'essoufflement gagnaient le mouvement syndical, fournissait l'occasion d'une trêve. Pour beaucoup de travailleurs, il fallait adopter une attitude positive face à ce gouvernement ami, troquer la stratégie d'affrontement pour celle du dialogue, encourager des réformes, améliorer le rapport de force du

mouvement syndical. Après la répression des dernières années, [40] qu'avions-nous à perdre ? Quand l'imaginable est à la portée de la main, l'imaginaire devient un luxe.

Deux types d'erreurs ont alors été commises par le mouvement syndical. Elles sont d'ailleurs presque caricaturées par la CSN et la FTQ. Les deux centrales chez qui de nombreux maraudages ont ravivé de vieilles rivalités, ont d'ailleurs probablement exagéré chacune leur attitude pour se démarquer l'une de l'autre.

La FTQ, forte du sentiment que sa base était sympathique au P.Q., a à peu près abandonné tout moyen de pression contre le gouvernement. Elle multiplia les occasions de dialogues, temporisa ses critiques et fit ressortir le caractère positif des réformes ; ce qui n'était pas mauvais en soi. Mais, en même temps, elle se vidait de sa nature de groupe de pression politique.

De grandes revendications comme celles de la création d'un fonds minier, de mesures préventives et palliatives lors de fermetures d'usines et de licenciements collectifs, la syndicalisation sectorielle, ont bien sûr été répétées à l'occasion de sommets économiques, en conférence de presse ou dans des bureaux de ministres. Mais à aucun moment le P.Q. n'a senti de pressions fortes sur lui à ce sujet. Il est cocasse de constater qu'à l'époque où il était ministre des Richesses naturelles du gouvernement libéral, René Lévesque avait semoncé sévèrement les compagnies minières menaçant de leur imposer la création d'une telle caisse de sécurité du revenu... Décidément, l'amnésie gagne tout le monde.

La CSN, soucieuse de rappeler constamment le caractère non ouvrier du P.Q. à des militants qui auraient pu l'oublier, a été intransigente à propos de presque tous les projets de réformes, n'hésitant pas à demander le retrait des projets de loi jugés insatisfaisants. Son absence de dialogue officiel avec le pouvoir « bourgeois » n'a cependant pas été compensé par le développement d'un rapport de force politique susceptible d'influencer les décisions du parti au pouvoir.

Les lacunes stratégiques des deux centrales sont apparues avec plus d'évidence lors du débat et de l'adoption de la Loi sur la santé et la sécurité des travailleurs (Loi 17). Les deux formulaient à peu de chose près les mêmes critiques sur le projet de loi. Pourtant, la CSN en arrivait à la conclusion qu'il fallait retirer ce projet de loi et la FTQ

soutint que [41] même insuffisant, il fallait l'adopter. La CSN dut revenir sur sa position et cesser d'exiger le retrait de la loi, après avoir tenté en vain d'organiser un mouvement de débrayage significatif. La FTQ se contenta de déplorer l'absence du droit de refuser collectivement de travailler lorsqu'il y a danger. Le gouvernement se sentit donc tout à fait à l'aise pour adopter son projet sans satisfaire à cette demande, estimant avoir suffisamment bousculé le patronat.

Bureaucratisation du changement

Les lacunes stratégiques du mouvement syndical sont dues à une politisation rapide, mal assimilée. On ne peut pas expliquer autrement que des organisations qui faisaient des analyses politiques officielles identiques au début de la décennie aient adopté des attitudes aussi contradictoires cinq ou six ans plus tard, l'une sombrant dans un gauchisme sommaire, l'autre dans la complaisance.

Cela nous a dispensés de faire une critique éclairée du P.Q. et de développer face à lui une stratégie propre à l'engager dans des réformes irréversibles. Cela l'aurait peut-être fait éclater, ne pouvant plus supporter ses propres contradictions, mais cela aurait probablement ouvert la voie à la construction d'une organisation politique des travailleurs.

Aux côtés des analyses stéréotypées des groupes d'extrême-gauche qui ne pénètrent toujours pas la classe ouvrière de façon large, il aurait fallu développer une critique crédible montrant le caractère traditionnel de l'orientation du P.Q., la diversité des intérêts qu'il défend, mais aussi l'étape qu'il constitue ou aurait dû constituer dans l'expression d'un consensus populaire en faveur du changement.

Parce qu'enfin, il faut bien reconnaître que la base électorale du P.Q. est populaire. Si sa direction en a fait fi et que son comportement au gouvernement a été semblable à celui du gouvernement de la révolution tranquille, reconnaissons que son élection générait plus d'espoir dans la population. Il aurait fallu composer avec cet espoir et ces aspirations.

On a plutôt laissé le P.Q. bureaucratiser le changement. Il a d'ailleurs fait de même avec la question nationale. Il l'a fait parce que c'était sa nature de le faire, c'était conforme à l'idéologie de ses [42] dirigeants qui sont, au mieux, des réformistes et, au moins, des gestionnaires honnêtes. Mais il l'a fait confortablement ! Il ne sentait pas la pression combative de groupes représentatifs. Les résultats du référendum sont donc le reflet d'une vaste démobilisation, plutôt que le résultat d'une simple erreur de stratégie. Le P. Q. est responsable de cette stratégie non stimulante. Il a posé une question à froid, croyant que tout était joué d'avance. Les défenseurs du statu quo, eux, ont remué toute une série d'émotions, mettant en scène des fantômes qu'on avait cru morts depuis longtemps. Mais les fantômes meurent-ils jamais ?

Alors qu'un oui aurait pu être assimilé à une volonté profonde de changement et de progrès, le P.Q. s'évertuait à en minimiser les effets, à nous faire croire que ça ne changerait rien. On avait tellement peur de faire peur qu'on a ennuyé et endormi tout le monde. Tout le monde s'est assis impuissant et, comme au hockey, a attendu qu'on annonce le « score ».

S'en relever

Comment s'en relever, éviter Ryan, l'ennui... ? Après une aussi longue démobilisation, des égarements ou un vide stratégique aussi désolants, il est difficile de savoir par quel bout prendre ça. D'abord, il faut se défaire de tout fatalisme : les travailleurs, généralement plus concrets et plus sains mentalement que les intellectuels de gauche auxquels je m'identifie sans prétention (quasi honteusement par les temps qui courent), ne sont pas rentrés à l'usine à quatre pattes le lendemain du lendemain qui n'a pas chanté. Ils continuent à lutter contre l'écrasement de la machine économique, ils continuent à tenter de lui arracher un peu plus de bien-être et, chose que beaucoup de syndicalistes et de marxistes ne réalisent pas en continuant de réclamer comme une fin le respect du droit au travail (les M-L et les « syndicalistes d'affaires » partagent en effet une vision très productiviste et économiste de la libération ouvrière) un peu moins de travail aliénant, un peu plus de liberté.

Une autre mise en garde que je nous fais : ne pas penser que l'on peut reprendre les choses où elles étaient au début des années '70. Il faut profiter des erreurs, mieux évaluer le degré d'enracinement de la conscience politique des travailleurs. Et l'ayant fait, prendre les moyens [43] de la faire avancer. Pas uniquement par des coups d'éclat, mais par un patient travail de sensibilisation qui parte de leurs conditions concrètes telles qu'ils les vivent chaque jour. Certains groupes d'extrême-gauche l'ont compris et canalisent leurs efforts sur des revendications très palpables. Ces groupes se débarrassent souvent mal de leur tendance à tenter de prouver à l'occasion de chaque lutte que ça ne peut pas marcher, qu'on ne peut pas vraiment gagner par la lutte syndicale.

Les syndicats, qui disposent de moyens bien supérieurs et dont l'expérience concrète des relations de travail incite à privilégier l'accessible, doivent cependant s'interroger sur le terrain de leurs luttes. Ne prend-on pas trop souvent pour acquis que, puisque le rapport de force dans l'entreprise est limité, certaines revendications ne peuvent qu'être réclamées aux gouvernements, dans des mémoires ou par la voie de déclarations publiques. Certaines luttes gagneraient à être menées à la grandeur d'une industrie ou d'un secteur industriel en entier. On ne devrait pas attendre une réforme du Code permettant la syndicalisation sectorielle pour le faire. Toute la dimension politique du conflit d'intérêts ressortirait alors et les gouvernements seraient placés devant des situations beaucoup plus préoccupantes que lorsqu'on leur remet civiquement des mémoires.

Quelques jalons pouvant guider notre action dans le mouvement syndical :

- 1) Il faudra favoriser le développement d'un processus d'éducation politique qui parte des confrontations quotidiennement vécues par les travailleurs dans leur milieu de travail et qui fasse les liens avec la structure économique et politique donnant naissance à ces confrontations. Un processus original d'éducation syndicale de base a été développé à la FTQ. Il n'a cependant pas encore trouvé son application en formation politique.
- 2) Il faut pousser la réflexion sur les moyens structurels d'action politique qu'ont les centrales. Il faut bien sûr éviter de bâtir des

structures parallèles, mais la disproportion actuelle de ce qui est consacré à la lutte dans l'entreprise, par rapport à la lutte politique, est dramatique. Il y aurait lieu de relancer le débat là-dessus dans nos instances.

[44]

- 3) Il faudra aviver le débat sur de grands objectifs syndicaux susceptibles de changer le rapport de force des travailleurs : accès au syndicalisme, sécurité du revenu, protection contre les licenciements collectifs, organisation du travail, droits des femmes, situation des travailleurs immigrants. Il faudrait que ces revendications donnent lieu à des stratégies de pression, à des actions de masse, plutôt que de servir des discussions de sommet économique.
- 4) Le problème de l'unité syndicale doit être attaqué de front. Les discussions autrefois entreprises sur un pacte de non-maraudage doivent être relancées. Ici, il ne s'agit pas de faire l'autruche et d'ignorer les causes des changements d'allégeance syndicale, mais il faudra civiliser le processus. On devrait explorer des formules permettant de justifier préalablement un changement d'allégeance. Si on ne parvient pas à atténuer les effets du maraudage, tout rapprochement va devenir impossible et l'unité d'action sera confinée à certains fronts communs de négociation ou à des ententes entre groupes de base. Ce qui n'a pas un très grand impact politique. Le débat ultérieur sur l'unité d'action devrait se faire ensuite autour d'un programme de revendications minimales à court et à moyen terme, plutôt que sur un grand programme politique à propos duquel des déchirements sont prévisibles. Il y aura du chemin à parcourir à l'intérieur de chaque centrale à propos du projet de société, avant qu'elle n'affronte le sujet. Ce genre de réflexion a été jusqu'ici le lot d'une couche beaucoup trop mince de militants.
- 5) Enfin, on ne pourra pas remettre indéfiniment à plus tard la mise sur pied d'une organisation politique des travailleurs. Je ne me sens pas la capacité de déterminer le moment approprié, ni les étapes à franchir. Je crois cependant que : a) on doit éviter qu'il s'agisse d'une organisation inféodée au mouvement syndical ; b) sa formation devrait être précédée d'une période relative-

vement longue de « forums » ouverts à diverses tendances ; c) le mouvement syndical doit y peser de tout son poids par une présence active de ses militants ; d) la lutte électorale ne peut être un objectif à très court terme.

[45]

Chapitre I
LES SYNDICATS ET LE RÉFÉRENDUM

TEXTE 2

“D'OCTOBRE 1970 À OCTOBRE 1980.”

par
Yvon CHARBONNEAU

[Retour à la table des matières](#)

Octobre 1970 a servi avec raison de référence et aussi de point de repère, tout au long de la décennie, aux éléments qui dans la société québécoise luttent pour des changements sociaux, politiques et démocratiques. En dépit de l'assaut porté alors par les classes dominantes contre les forces vives et progressistes du Québec, et probablement aussi sous le choc de cet assaut, l'élan s'est décuplé : le mouvement syndical, le mouvement nationaliste et de nombreux foyers idéologiques (groupes politiques, revues, comités populaires, etc.) se sont redéfinis dans une action intense et vigoureuse. Mais depuis l'élection du Parti Québécois, on a assisté, beaucoup d'observateurs l'ont noté, à une espèce de chute de la tension sociale, qui correspond aussi aux perspectives et propositions de « dialogue civilisé » entre partenaires sociaux, voire de concertation, mises de l'avant par ce gouvernement. Maintenant que l'épisode référendaire est chose du passé, et que vient de prendre fin le postlude constitutionnel, il faut se demander où en est la lutte du mouvement social québécois. Dix ans après Octobre 1970, quatre ans après novembre 1976, six mois après l'échec référen-

daire, où en sommes-nous ? Quelles sont nos perspectives ? Au moment où se profile la plus grave « dépression » économique de l'Après-guerre, couplée d'une remontée indéniable des idéologies conservatrices dans l'ensemble des pays capitalistes avancés, où en sont les forces progressistes et populaires du Québec ? Quel est leur projet de société ? De quels moyens disposent-elles pour le définir et le promouvoir ? Seraient-elles en mesure, par exemple, d'empêcher la réédition, cette fois sous le mode constitutionnel, d'un second octobre noir, dix ans après l'autre ? Ce sont là quelques questions qu'il nous apparaît important de formuler et de débattre, en ces semaines et ces mois qui suivent la double mise en échec référendaire puis constitutionnelle dont nous venons d'être témoin. Au-delà des jeux et manœuvres de la classe politicienne, quels sont les enjeux véritables de ces épisodes et de ces rondes, du point de vue des [46] travailleurs et des classes populaires ? Voilà ce qu'il faut trouver moyen de se dire maintenant entre nous.

Sans avoir l'ambition de répondre à toutes ces questions, ni même de les aborder toutes – tout en les considérant comme toile de fond générale –, nous tenterons de contribuer au débat a) en rappelant quelques questions que nous avons tôt fait d'adresser au gouvernement du Parti Québécois ; b) en expliquant sur quoi était fondé notre « oui critique » lors du référendum ; c) en exposant comment, au lendemain du double échec référendaire puis constitutionnel, nous faisons face cette fois à la *menace d'un double coup de force combiné* de la part des deux niveaux de gouvernement à la fois ; d) il nous restera enfin à dégager quelques propositions qui pourraient relancer l'action du mouvement social tout en nous évitant un « octobre 1980 »...

A. Le parti Québécois s'est enlisé dans sa valse-hésitation

Déjà en mai 1977, au Sommet économique de La Malbaie, où nous participions sous mandat syndical, nous mettions le gouvernement péquiste en demeure de se donner un projet politique et économique « au service du peuple québécois », et nous faisions appel au gros bon sens politique de ce gouvernement dans les termes suivants :

Pour se sortir de cette économie de porteurs d'eau... il faut se sortir de la valse-hésitation actuelle. Ce n'est pas en faisant des courbettes devant les financiers de New-York, ni en essayant de se concerter avec le président de la Banque Royale où le président du Montréal Board of Trade, B.J. Firestone-organisateur en chef de l'opération Survie – que le gouvernement du Québec va donner un sens à ce pays. La majorité n'est pas là, ni celle du 15 novembre, ni celle de l'avenir. ¹

Rappelant en somme au gouvernement que « notre travail n'a de sens que si le Québec a un sens », nous l'invitions avec insistance à prendre les moyens d'assurer le développement économique du Québec « selon des politiques établies publiquement et démocratiquement », c'est-à-dire à proposer un plan de développement économique et social au service de la majorité populaire. Dès lors, nous mettions en cause cette prétention [47] typiquement péquiste à vouloir servir toutes les classes sociales à la fois. On se souviendra certes avec quelle célérité – mais aussi avec quelle naïveté et légèreté politiques – le premier ministre Lévesque rejetait, sans même les examiner, nos propositions qu'il qualifiait ni plus ni moins d'exercice « académique ou philosophico-économétrique ». On voit mieux aujourd'hui les résultats concrets de son soi-disant réalisme politique et économique ! Tous les puissants qu'il a courtisés lui sont tombés dessus à coups redoublés, la première occasion venue, alors que les classes qui l'avaient porté au pouvoir en ont été quittes pour se faire serrer la ceinture...

Tenant un an plus tard de définir l'intervention du mouvement syndical québécois face à la question nationale, nous commençons à douter de la capacité du Parti Québécois à jamais pouvoir « convertir sa victoire électorale en projet politique » ². Faisant l'analyse de l'enracinement social du Parti Québécois, c'est « le poids virtuel de la nouvelle petite-bourgeoisie » que nous jugions déterminant compte tenu du caractère « démocratique » de ce parti. Estimant que l'élection de 1976 avait ouvert « un nouveau champ de forces, lui-même ouvert

¹ On relira avec intérêt le point de vue apporté par la CEQ à ce premier Sommet économique, dans *Le développement économique au service du peuple québécois*, CEQ, mai 1977.

² « Le mouvement syndical québécois doit se situer face à la question nationale », dans *Politique d'aujourd'hui*, mai 1978, par le soussigné.

à la construction de nouveaux rapports de forces entre certaines classes ou fractions de classes sociales », nous émettions l'hypothèse que « le rapport de forces interne du Parti Québécois pourrait évoluer dans un sens défavorable à la tendance présentement dominante » (c'est-à-dire celle de Lévesque et Morin), dont nous saisissons déjà nettement les reculs face au programme et la propension à marginaliser le parti.

Ce champ de forces, nous demandions-nous, sera-t-il canalisé par le haut, secoué par la base, neutralisé par les combinards, détruit par les adversaires ? Plusieurs scénarios sont possibles ; aucun ne peut être indifférent aux travailleurs et au mouvement syndical, encore qu'une position politique claire de ce dernier ne soit pas chose facile à définir...

Nous concluons ces questions, qui connaissent maintenant des débuts de réponse, par un appel aux centrales syndicales québécoises « à contribuer à l'émergence d'un rassemblement de forces progressistes, appel que le 27e Congrès de la CEQ vient de reformuler, à la suggestion [48] du président Gaulin ³, en préconisant « la convocation d'un regroupement des organisations syndicales et populaires aux fins d'actualiser les revendications communes et de créer un vaste front de lutte et de soutien aux propositions qui feront l'objet d'un consensus entre les participants ».

En juin 1978, nous mettions le Congrès de la CEQ devant la mise en garde suivante :

La conjoncture économique difficile et la conjoncture politique pré-référendaire vont être utilisées à toutes les sauces, y compris pour contenir nos revendications. Les appels à la concertation, voire à la solidarité entre le capital, le travail et l'État, vont se multiplier ⁴.

Par la même occasion, nous estimions que la question de l'indépendance, un moment des luttes sociales, ne devait s'aborder, du point

³ Dans son Rapport moral, *Pour élargir la lutte syndicale*, 1980.

⁴ Dans notre Rapport moral intitulé : *Donner un sens à notre action de masse*, 1978.

de vue syndical, qu'en y associant « la question du projet de société qui l'accompagne ».

À travers ces analyses fragmentaires et ces appels, demeurés largement sans écho, se détachait tout de même le sentiment général que le projet social du Parti Québécois n'était pas celui des travailleurs, et s'exprimait l'inquiétude de voir, une fois de plus dans notre histoire, la question nationale venir recouvrir et obscurcir certains enjeux sociaux fondamentaux. Mais entre l'analyse et l'action, il est souvent un fossé qu'on n'arrive pas à combler. D'ailleurs l'épisode référendaire et la campagne qui l'a précédé allaient retrouver le mouvement syndical et populaire on ne peut plus divisé et absent de la scène politique.

B. Le « oui critique »... et après ?

Survenant après une négociation du secteur public où le gouvernement avait plutôt bousculé les travailleurs que répondu à leurs attentes (loi spéciale, atteintes à l'indexation, etc.), la campagne référendaire s'insérait, à son départ, dans un climat social assez morose. Cependant, l'aisance avec laquelle les parlementaires péquistes confondirent leurs adversaires libéraux lors du débat télévisé sur la Question [49] relançant les troupes, toutes les forces sociales ont été traversées par ce débat et invitées à s'aligner dans un camp ou dans l'autre.

Dans le milieu syndical, le moins que l'on puisse dire, c'est que le débat s'est fait plus en sourdine qu'officiellement ; les trois grandes centrales prirent des positions différentes allant de l'abstention de la CEQ au « oui inconditionnel » de la FTQ, en passant par le « oui critique » de certains éléments de la CSN et certaines négociations tentées entre l'exécutif de cette centrale et le premier ministre Lévesque. Résultat net : aucun bilan syndical des politiques péquistes, aucune démarche autonome et unifiée sur la question nationale, aucun échange de vues sur l'après-référendum.

Ce que voyant et regrettant, il nous a semblé que dans les circonstances la thèse dite du « oui critique » – que nous préférons appeler la thèse du « oui qualifié » – était à la fois la plus cohérente et la plus politiquement féconde. Cette orientation repose en effet sur le raison-

nement suivant, que nous avons soutenu à rencontre de ceux qui préconisaient l'annulation ou encore l'abstention ⁵.

Tout en étant bien conscient que la stratégie et la Question du Parti Québécois tendaient davantage à un réaménagement de l'Entente qu'à la libération du Québec, il nous a semblé plus important de considérer le phénomène référendaire comme un événement politique possiblement fécond en soi. Nous avons choisi d'accorder plus de sens au processus référendaire et à la secousse qu'il a engendrée dans le système politique canadien qu'au contenu « technique » de la Question.

Cette appréciation nous semble corroborée dans les faits par l'alignement sans discussion qui s'est fait chez les forces du Non : en dépit d'un contenu aux trois-quarts édenté, la Question référendaire a provoqué contre elle la coalition que l'on sait, non pas tant parce que ces gens ou classes sociales la trouvaient trop démesurée, mais surtout par crainte de voir le [51] processus échapper par la suite au Parti Québécois et passer aux mains de forces plus radicales, nationalistes ou socialistes.

Si le processus référendaire était davantage chargé de sens que la Question péquiste n'en laissait paraître, il devenait impérieux pour les travailleurs organisés d'entrer en scène comme force politique. Mais sur quelle base et selon quelle démarche le faire, en l'absence d'une organisation politique vouée exclusivement à leurs intérêts ?

La question concrète à laquelle nous faisons face se résumait ainsi : allions-nous nous évader ou non du champ des forces en présence, bien réelles, se disputant la Question, mais en même temps la gestion de nos intérêts collectifs les plus fondamentaux ? Faute de parti politique à nous, fallait-il s'abstenir, se satisfaire de positions idéologiques, en marge de la scène politique concrète ? ou chercher à entrer dans la mêlée tout en préparant l'après-référendum ?

Le « oui critique » nous est apparu une réponse valable à cette question, en ce qu'il rendait possible dans l'immédiat une intervention concrète contre l'ensemble des forces du Non, dont l'intérêt est de nous maintenir dans la dépendance actuelle, nationale et sociale ; et en ce qu'il nous permettait en même temps d'amorcer une démarche d'autonomisation politique à l'égard du Parti Québécois lui-même. Autrement dit, il s'agissait de

---

⁵ Il s'agit ici du résumé de la position que nous avons soutenue lors du Colloque « Les travailleurs face au référendum », organisé le 10 mai 1980 par le Comité pour l'annulation.

saisir l'événement référendaire pour commencer à déblayer notre propre terrain, tout en ne perdant pas de vue que chaque voix ajoutée aux « oui » annulait au moins un « non », alors que chaque annulation d'un vote qui aurait pu être positif ne pouvait que renforcer le camp du Non.

À cette argumentation, d'aucuns ont répliqué que les stratégies péquistes n'allaient pas s'amuser à départager les « oui critiques des autres, et en conséquence que cette thèse du « oui critique » ne pouvait que servir le projet péquiste. Nous ne sommes pas de cet avis. *Ce qui a servi et peut le plus continuer de servir la stratégie péquiste, c'est l'exclusion des forces populaires du débat, non leur inclusion surtout si celle-ci se fait sur des bases politiques autonomes.*

[51]

Bref, nous avons cru, avant le référendum, et persistons à croire depuis lors, que toute démarche, consistant à se mettre comme travailleurs sur la voie de l'appropriation de l'enjeu social qu'est la question nationale telle qu'elle se pose ici, est un pas dans la bonne direction, celle de notre organisation politique autonome. Seule une telle mise en situation concrète était en mesure de ne pas nous laisser complètement démunis, pour l'après-référendum quel qu'en fût le résultat ; nous avons en somme tout intérêt à nous organiser pour « peser dans la balance » des négociations qui allaient s'ensuivre, que leur base fût la souveraineté-association ou le fédéralisme renouvelé...

Même si cette thèse du « oui critique » n'a été endossée officiellement par aucune centrale, il n'est pas besoin d'être grand clerc pour savoir qu'elle correspondait globalement aux sentiments de très larges couches de travailleurs, à la fois déçus du Parti Québécois mais bien conscients des options anti-sociales des forces du Non. Si cette hypothèse que nous faisons est raisonnable, nous croyons par conséquent que cette voie du minimum était aussi, dans les circonstances, celle du maximum, et qu'elle peut dorénavant nous servir de référence à travers la conjoncture actuelle.

C. La menace d'un double coup de force combiné

Maintenant que le référendum a eu lieu, et a été perdu par le gouvernement péquiste, lequel a reçu, nous l'avons vu, l'appui direct, informel, tacite ou critique, de larges secteurs du mouvement social (syndical et populaire), s'impose à tous ceux qui croient en la construction d'un Québec socialiste et indépendant l'obligation d'approfondir et d'interpréter le sens et la portée de cet événement ; il nous faut évaluer de façon serrée le contexte politique spécifique qui se développe actuellement sous nos yeux, de même que nous devons être conscients de l'état actuel du mouvement social, et de la conjoncture de crise économique générale.

Alors qu'un projet politique somme toute modéré, la « social-démocratie » souverainiste du Parti Québécois, a connu un revers important, comment éviter et enrayer le double danger de la démobilisation politique d'une part, ou de la pression au sauve-qui-peut, « pour éviter le pire », sous entendu, une victoire des libéraux de Ryan, de l'autre ?

[52]

Le mirage péquiste s'est évanoui

Tout au long du mandat péquiste, on s'est beaucoup arrêté dans les cercles de gauche à analyser la nature de classe du Parti Québécois. Si la plupart de ces exercices ont contribué à mieux saisir la complexité et la spécificité de notre situation politique, il faut tout de même retenir la grande variété des points de vue. Pour d'aucuns, le Parti Québécois est un parti bourgeois, ou le parti de la bourgeoisie autochtone et régionale ; pour d'autres, il s'agit d'une coalition, d'un compromis entre fractions de classes, sous l'hégémonie de la nouvelle petite-bourgeoisie ; certains y ont vu un parti pluriclassiste, d'autres en ont fait un parti de masse. Ici et là on s'est interrogé sur les rapports internes au mouvement péquiste base/ parti/ gouvernement, supputant les

possibilités d'influence d'un niveau sur l'autre, à l'intérieur du nouveau champ de forces résultant de l'élection de novembre 1976.

Quant aux travailleurs et aux couches populaires, on peut sans l'ombre d'un doute dire qu'ils ont donné « sa chance au coureur ». Or, voyons à quelle stratégie le Parti Québécois s'est livré face à sa classe-appui. Au-delà de quelques mesures sociales soi-disant progressistes, et souvent plus orientées de manière à contenir les luttes sociales qu'à les satisfaire, quelle a été l'action économique de ce gouvernement du point de vue des travailleurs ? Qu'a caché, ou plutôt révélé la démarche de concertation sociale tentée et partiellement réalisée du Parti Québécois ? sinon un parti pris pour le réaménagement et non la transformation des structures économiques dans le contexte du continentalisme nord-américain et de l'impérialisme américain ? sinon un effort de gérer la crise au détriment de la classe ouvrière ? sinon des opérations d'envergure tendant à constituer une assise, valable au capital régional, québécois francophone, privé, public ou collectif ?

Que reste-t-il de toutes ces analyses maintenant, au lendemain d'un référendum perdu, à la veille d'élections, en pleine querelle constitutionnelle, en ce moment où les forces de droite se réorganisent de façon spectaculaire, alors qu'à gauche n'émerge encore aucune proposition précise d'organisation ?

En quels termes pourrions-nous reformuler ou synthétiser notre point de vue sur le Parti Québécois, gouvernement et parti ?

[53]

Ne pouvons-nous pas ouvrir le débat à partir des énoncés suivants ⁶ :

- Le Parti Québécois s'est construit dans les années 1967-70 d'une part en fournissant un cadre institutionnel au courant indépendantiste, mais en même temps en l'extrayant du mouvement social dont il était une partie.

---

⁶ Nous avons eu l'occasion de mettre ces éléments en débat le 28 mai 1980, dans une confrontation organisée à Toronto par le Toronto Marxist Institute entre Daniel Latouche, conseiller gouvernemental et politologue, Charles Gagnon d'*En Lutte* et le soussigné.

Fidèle aux visées initiales du M.S.-A., le Parti Québécois n'a jamais été vraiment indépendantiste ni véritablement social-démocrate ; et on voit mieux, maintenant encore, qu'il est plutôt une tentative de reconduction d'une quelconque Révolution tranquille poussée à sa limite logique.

- Depuis 1970, le Parti Québécois a pris appui sur les luttes sociales pour élargir sa base populaire tout en hégémonisant le camp des forces progressistes et anti-libérales.

Tout en incorporant avec précaution un volet social à son programme, le Parti Québécois s'est mis à l'étapisme quant à son volet nationaliste.

- Depuis 1976, le gouvernement péquiste a géré la crise et affronté les revendications des travailleurs avec plus de rigueur que n'aurait pu le faire une administration libérale ; cependant qu'il a savamment découpé en morceaux puis relégué dans l'ombre toute velléité de « séparatisme », si bien qu'en campagne référendaire, il en est arrivé à proposer « une nouvelle entente », donc un nouveau Canada ; ce qui était cependant trop peu pour les uns et trop tard pour les autres.
- Depuis le référendum, ces lignes de force n'ont fait que se confirmer, du moins au niveau de la direction du parti qui, sans déchirement ni même hésitation, a jeté aux orties le dernier lambeau de son option souverainiste : le débat portera sur le thème du « bon gouvernement », et Ryan est bien d'accord avec [54] Lévesque et Parizeau pour engager le duel sur ce terrain. Quant à la souveraineté-association, c'est devenu « une police d'assurance », rien de plus : on espère ne jamais y recourir.
- Le Parti Québécois a plongé tête baissée dans le débat constitutionnel, non pour y défendre son programme, mais pour y soutenir les quelconques consensus d'une Commission parlementaire spéciale, dans l'espoir mal dissimulé de se faire du capital en cas d'échec des pourparlers, aussi bien qu'en cas de succès relatif, il n'aurait pas manqué de se présenter comme le meilleur négociateur. Derrière toute cette mise en scène, il est devenu légitime de se demander quelle sera la différence, en

fin de négociation, entre la position péquiste « négociée » et la position des libéraux de Ryan révisée à la hausse !

- Après l'écran de fumée constitutionnel, la scène est prête pour des élections, générales ou partielles, le Parti Québécois visant à prendre les libéraux de Ryan en déséquilibre et tentant de renflouer, artificiellement, son radeau en perdition.
- On peut dire en somme que si le Parti Québécois s'est constitué sur une alliance de classes ou fractions de classes, *cette coalition est littéralement en décomposition actuellement*. D'autre part, étant donné le contenu insignifiant de la Question référendaire, sur laquelle il a tout de même échoué, on peut se demander si le Parti Québécois n'a pas plutôt retardé que fait progresser le projet d'un Québec vraiment indépendant.

Bref, si nous savions depuis toujours que le M.S.-A./Parti Québécois ne prônait ni le socialisme ni l'indépendance, nous devons maintenant noter que le *Parti Québécois est en train de muter*, et de se transformer en machine électorale traditionnelle, qui relègue aux oubliettes sa propre raison-d'être, la souveraineté-association, *pour demeurer au pouvoir* au cas où... à force de ne pas en parier et même de la combattre il serait possible un jour de faire l'indépendance selon « des procédures démocratiques » !

C'est le bout du rouleau. Si le Parti Québécois gagne les prochaines élections, ce sera par une mince majorité, et après s'être vidé de sa substance ; s'il les perd, ce sera après avoir liquidé d'abord sa propre [55] spécificité politique. Qu'il gagne ou qu'il perde, le Parti Québécois des années quatre-vingt ne saurait plus être le Parti Québécois des années soixante-dix, lequel n'a jamais été le parti pouvant transformer la société québécoise en fonction des intérêts fondamentaux des travailleurs et classes populaires.

Les fédéraux reprennent l'initiative

Nul doute que ce que l'on a appelé la crise canadienne a trop longtemps été réduit à sa dimension québécoise, surtout depuis l'élection du Parti Québécois. Bien que de courte durée, la venue au pouvoir des conservateurs de Joe Clark a cependant fait ressortir d'autres volets de la crise canadienne.

Ainsi, il est sans cesse question d'un prochain budget fédéral lourdement déficitaire, au moment même où l'OCDE décrit l'économie américaine comme en état de « dépression ». On sait par ailleurs les pressions qui s'exercent, et s'accroîtront, en vue d'augmenter les dépenses militaires, cependant qu'on a vu ces jours-ci la géante transnationale Massey-Ferguson, après les grands de l'auto, aller quémander de l'assistance à Ottawa. En réalité la crise canadienne comporte de multiples facettes, ce qu'a masqué pendant plusieurs années la crise plus spécifiquement québécoise.

Rien d'étonnant dans ce contexte à ce qu'Ottawa tente par tous les moyens de reprendre l'initiative du débat politique par le biais de la question constitutionnelle, elle-même dramatisée par le coup du rapatriement unilatéral au besoin.

Cet engagement « qui n'est pas négociable », selon les propos de Jean Chrétien, Ottawa se doit de le tenir, non seulement (ni même principalement) pour « river le clou aux péquistes » – car Ryan n'y gagnera guère à l'opération non plus – mais pour d'impérieux besoins de renflouer l'État fédéral lui-même. En effet, sous la poussée de ce que d'aucuns ont appelé sa tendance structurelle à l'éclatement, ou sa tension Est-Ouest, le Canada est aux prises avec une crise sérieuse d'identité et d'homogénéité nationale. Nul n'ignore plus l'opposition ou la résistance que rencontre le gouvernement central, autant à l'ouest qu'à l'Est.

[56]

Faut-il en effet rappeler que toutes les provinces, sauf l'Ontario, s'opposent actuellement aux visées fédérales, tendant à une plus large intégration de l'union économique canadienne ; que plusieurs provinces exigent la compétence exclusive sur leurs principales richesses

naturelles ? Face à cet ensemble de facteurs ne peut-on pas émettre les hypothèses suivantes :

- La conjoncture de crise économique, fiscale et budgétaire que traverse le gouvernement fédéral exige qu'il prenne les grands moyens, s'il le faut, pour consolider son pouvoir au niveau central. De même en est-il du besoin pour le Canada de se doter d'une politique énergétique, cohérente, qui puisse assurer les milliards d'investissements en puissance de perspectives intéressantes et durables.
- Ne peut-on pas considérer que la querelle constitutionnelle rehaussée de la démagogique question du rapatriement, sert contradictoirement à exprimer toutes les tensions du « peuple canadien », mais aussi à permettre au gouvernement fédéral et à l'État central de se reconstruire une nouvelle légitimité (v.g. la Charte des droits, la péréquation, la Cour suprême) ?
- Considérant que la menace québécoise est dépassée, le gouvernement fédéral ne cherche-t-il pas maintenant à mettre les bouchés doubles pour répondre aux nouvelles exigences du grand capital, lequel a besoin d'un État central fort assurant, de façon efficace, les conditions de son expansion ?

Nul doute que nos analyses et stratégies devront dorénavant prendre en considération la situation politique canadienne dans son ensemble et éviter de s'enfermer dans une problématique trop exclusivement « québécoise ». Nos adversaires d'Ottawa et de Washington sont bien plus puissants que ceux qui logent à Québec.

Le spectre du « ticket » Reagan-Ryan a déjà commencé à hanter les milieux progressistes ou nationalistes québécois. Mais tous ne réagissent pas de la même façon.

Si certains, devenus plus rares, rêvent encore de convertir le Parti Québécois de l'intérieur, d'autres regroupements se donnent la vocation de talonner le gouvernement pour qu'il ne cède rien des « droits essentiels [57] et inaliénables du Québec ». Quelques-uns enfin seraient prêts à envisager un stage dans l'opposition, si c'était le prix à payer pour que le Parti Québécois en revienne à son programme de

départ. Quant au Parti Québécois, il parle abondamment du « coup de force » que prépare le fédéral contre les provinces à la faveur des discussions constitutionnelles, et il a sans doute raison.

Mais du même coup, les classes populaires du Québec n'auront-elles pas à redouter, elles, un double coup de force combiné :

- a) celui du fédéral, qui est bien plus anti-démocratique et anti-social qu'anti-Québec :
- b) et celui du Parti Québécois qui va en profiter pour se présenter comme la seule solution valable face au tandem Trudeau-Ryan, tenter de refaire son unité et replâtrer ainsi son hégémonie sur l'ensemble des couches nationalistes et progressistes du Québec.

En d'autres termes, ne semble-t-il pas assez évident que ce scénario de conférence constitutionnelle échappe de toute manière aux travailleurs et aux classes populaires dont personne n'y défend le point de vue, à Québec comme à Ottawa ?

Qu'est-ce donc qui presse à ce point Trudeau d'agir maintenant et les péquistes de s'inscrire si élégamment dans toute cette mise en scène ? Serait-ce que les uns et les autres espèrent y trouver leur compte ? Que devenons-nous face à ces politiciens en double situation d'échec, sinon d'échec et mat ? Comment la conjoncture qui se développe peut-elle être mise à profit pour le progrès de nos propres perspectives politiques ?

D. Quelques pistes possibles pour éviter un « octobre 1980 »

Suite à l'échec de la classe politique des deux niveaux et des dix provinces à renégocier harmonieusement « l'Entente » de 1867, ce qu'a enregistré la Conférence constitutionnelle d'Ottawa tenue du 8 au 14 septembre 1980, il devient plus que jamais urgent pour les travailleurs et leurs organisations, ainsi que pour l'ensemble des forces populaires et progressistes du Québec, de dresser le plus large rempart qu'ils pourraient contre un possible « octobre 1980 », qui viendrait rééditer, mais cette fois sous le mode constitutionnel, le coup de force tristement célèbre d'un certain Octobre 1970.

[58]

En cette mi-septembre 1980, nous sommes en effet devant une situation particulièrement bloquée. Ou bien le fédéral se met à tergiverser et reconduit ni plus ni moins le statu quo, sous le couvert d'un rapatriement dit « neutre » ; ou bien il fait un choix plus brutal et opte pour le rapatriement d'une Constitution enchâssant une Charte des droits (lesquels ?) et une formule d'amendement (laquelle ?). On peut spéculer longuement sur le plan d'action qu'endossera le gouvernement central, pour qui la tenue d'un référendum canadien demeure une tentation permanente. Chose certaine, c'est qu'il nous faut sans tarder nous donner notre propre analyse des enjeux profonds qui sous-tendent ces débats politico-juridiques.

Au bout de la course, rapatriement de la Constitution et référendum fédéral ou pas, des enjeux essentiels pour nous sont en cause de façon permanente. Que vise l'État central, à travers ses propositions d'amendement, si ce n'est à se réorganiser pour mieux nous intégrer à l'impérialisme militaro-industriel américain ? À travers toutes ces discussions, aurons-nous obtenu la moindre indication que nos conditions de vie et de travail vont cesser de se détériorer, que les impôts, le chômage et l'inflation vont diminuer ? Aurons-nous gagné du terrain au chapitre de nos droits et libertés démocratiques ? Autant de questions, parmi beaucoup d'autres, dont personne ne parle dans ces forums constitutionnels, questions qui font pourtant notre vie de chaque

jour, et dont la classe politicienne s'apprête à disposer dans le sens d'intérêts qui ne sont pas les nôtres.

Du côté québécois, quel plan d'action prépare-t-on ? Même si la vice-présidente du Parti Québécois propose « de redescendre dans la rue » s'il le faut ⁷ – mais où étiez-vous donc juchée, madame la vice-présidente ? –, la direction du Parti Québécois n'attend-elle pas d'abord et avant tout que l'occasion la plus propice pour déclencher des élections ? Ce qui est très inquiétant pour nous tous.

D'abord parce qu'une hypothétique réélection du Parti Québécois n'empêcherait nullement Trudeau de continuer sa croisade contre ceux qui, à son avis, « veulent obliger toute la tribu à rentrer sous les [59] wigwams, en déclarant l'indépendance » ⁸ ; et ne nous assurerait en rien non plus, de la prise en compte des intérêts des classes populaires par un Parti Québécois contraint, semble-t-il, de conjecturer le coup de pouce circonstanciel que pourrait lui fournir la venue de Drapeau à la tête de l'Union Nationale ⁹.

D'autre part, comme une victoire libérale est tout aussi (sinon plus) probable, de quels moyens disposent les forces populaires et progressistes québécoises pour préserver leurs acquis et riposter aux attaques dont on les menace déjà, du côté libéral, avant même que d'être élu ?

Nous sommes d'avis qu'en 1980, tout comme il y a dix ans, *seul un rebondissement de la part du mouvement syndical* peut éviter que les louvoiements actuels des politiciens ne dégénèrent en naufrage général pour les travailleurs québécois.

Au moment même où prenait fin la Conférence d'Ottawa, la CEQ invitait la CSN et la FTQ à engager une lutte commune autant contre toute tentative de coup d'État constitutionnel de la part d'Ottawa que contre toute compromission ou transaction auxquelles les mandarins étapistes du gouvernement péquiste auraient l'envie de succomber. La restauration du front commun syndical constituerait un geste politique de premier ordre, dans les circonstances, car en plus de prévenir le

⁷ Déclaration de Louise Harel, dans *Le Soleil*, 11 septembre 1980.

⁸ « Les séparatistes, des contre-révolutionnaires », dans *Cité Libre*, mai 1964.

⁹ Le choix de Samson par Ryan est de la petite bière, à côté de ce que serait la constitution d'un axe, même informel, Parti Québécois-Drapeau, ce dont rêvent pourtant nombre de péquistes.

pire à court terme, il donnerait le signal d'une remobilisation des travailleurs à partir de leur propre base, en conjonction avec les autres composantes progressistes et forces populaires du Québec.

Cependant, si une large intervention syndicale demeure dans l'immédiat le seul recours d'importance dont disposent les travailleurs dans la période fort sombre où nous entrons, une autre conclusion s'impose plus que jamais au terme de cette décennie lourde d'expériences et d'enseignements. Nous connaissons maintenant mieux les possibilités réelles, mais aussi les limites objectives de l'action syndicale [60] au niveau politique, même dans l'hypothèse d'un mouvement syndical réuni. Aussi il importe plus que jamais que mûrissent et surgissent certaines propositions actuellement en gestation d'action politique autonome des travailleurs et des classes populaires.

[60]

Chapitre I
LES SYNDICATS ET LE RÉFÉRENDUM

TEXTE 3

**“LES SYNDICATS
ET LE RÉFÉRENDUM.”**

par
Gérald LAROSE

[Retour à la table des matières](#)

Dans la longue lutte contre l'oppression nationale, le référendum du 20 mai 1980 était pour le mouvement syndical non pas une étape mais un moment important et privilégié pour consolider quelques-uns de ses acquis.

Des acquis à consolider

Le premier et le plus fondamental de ces acquis consistait à affirmer, dans l'exercice même du référendum, le droit du peuple québécois à l'autodétermination.

Le deuxième acquis important consistait à renforcer la volonté du peuple québécois de poursuivre la résistance à l'oppression nationale et de lutter pour des transformations sociales et nationales.

Un troisième acquis que le mouvement syndical voulait voir consolidé par le référendum était celui des gains partiels obtenus par ses luttes sur le terrain qui, entre autres, ont fait reculer la discrimination à l'emploi et dans les salaires à cause de la langue, qui ont promu le français langue de travail, qui ont favorisé une meilleure équité dans l'affectation des ressources scolaires, etc... etc...

[61]

LE 20 MAI 1980 ÉTAIT UN MOMENT PRIVILÉGIÉ ET NON UNE ÉTAPE

Pour le mouvement syndical, le référendum n'était ni la fin, ni le commencement, ni une étape dans la lutte contre l'oppression nationale. Il était strictement un moment privilégié pour asseoir un certain nombre d'acquis sur lesquels il devait compter pour accélérer sa lutte plus fondamentale pour l'indépendance du Québec dans le cadre d'un combat pour une société socialiste.

VICTOIRE DES FORCES RÉACTIONNAIRES

Le 20 mai 1980, le mouvement syndical n'a pu concrétiser cette effective consolidation de ses acquis. Il a subi un échec. L'espoir de se placer dans une meilleure posture immédiate pour poursuivre sa lutte pour l'indépendance du Québec dans le cadre de son combat pour une société socialiste a été anéanti. Le 20 mai 1980 aura été la victoire de la formidable coalition des forces de la réaction capitaliste, patronale et fédéraliste du pays.

UN ÉCHEC NI TOTAL NI FINAL

Cet échec n'est cependant ni total ni final. Le référendum a démontré une volonté de modifier des choses chez 40 % de la population du Québec et chez au-delà de 50 % des francophones qui composent cette population. De plus, la teneur du référendum a forcé des tenants du NON à retraiter sur le statu quo et à prendre des engagements « fermes » laissant croire que sur l'aspect précis de la question nationale, ils auraient autre chose à proposer et donc d'autres rendez-vous à tenir. En ce sens, l'échec du 20 mai n'est pas final. C'est un résultat qui aura à être infirmé ou confirmé plus tard suivant un calendrier et un échéancier fixés pour l'instant par ceux qui ont gagné.

Ces réflexions prennent en compte le cadre et les règles établies par des forces principalement autres que celles du mouvement ouvrier.

[62]

DANGER D'UNE CONTRE-OFFENSIVE DES FORCES RÉACTIONNAIRES

Dans le mouvement syndical, le résultat du 20 mai 1980 est actuellement ressenti comme un frein à la lutte contre l'oppression nationale. Les conditions permettant une contre-offensive de la part des forces réactionnaires capitalistes et fédéralistes sont davantage réunies. Il faut craindre la diminution sinon la perte des quelques gains récemment acquis particulièrement en ce qui touche l'affirmation du droit du Québec à l'autodétermination ; le français, langue de travail ; le choix de la langue d'enseignement, etc...

CHANGER DE STRATÉGIE

Plus encore, le résultat du référendum modifie sensiblement la stratégie de réappropriation de la question nationale par le mouvement ouvrier en général et par le mouvement syndical et populaire en particulier qui voulaient, à partir d'un OUI majoritaire au référendum impulser un contenu carrément indépendantiste et socialiste à cette question.

Faut-il préciser qu'au détour de la dernière décennie, le mouvement syndical s'est pratiquement désisté de la question nationale en faveur du Parti Québécois et, ce faisant, a laissé à ce dernier toute la place pour se tailler un rôle hégémonique concernant les droits et le statut du Québec. Il en fut ainsi que le caractère indépendantiste et progressiste de la question nationale s'est rapidement effrité pour ne devenir qu'un vague projet de réaménagement des structures politiques du Québec dans un cadre capitaliste et encore canadien.

SE RÉAPPROPRIER LA QUESTION NATIONALE

Les résultats du 20 mai 1980 renvoient-ils le mouvement syndical à la stricte défense des acquis récents ? Prolongent-ils le temps des batailles une à une ? Ou plutôt les résultats du 20 mai 1980 sonnent-ils l'alerte pour que le mouvement syndical développe une stratégie offensive visant à faire de la question nationale un levier pour la question sociale c'est-à-dire un levier pour remettre en cause les [63] fondements de la société capitaliste canadienne qui se nourrit grassement de l'oppression nationale ?

BRISER L'HÉGÉMONIE DU PARTI QUÉBÉCOIS

La conjoncture est complexe. Les guides politiques du mouvement ouvrier sont rares et hétérogènes. Il n'est vraiment pas facile d'imaginer les voies à suivre dans l'immédiat. Chose certaine, le mouvement syndical ne peut plus laisser au Parti Québécois le soin de définir seul l'avenir des droits et du statut du Québec. Il doit, dans sa pratique comme dans son discours, réapprendre à lier quotidiennement la réalité de l'exploitation des travailleurs et des travailleuses du Québec à la réalité de l'oppression nationale et expliquer toujours davantage comment la bourgeoisie canadienne est pourvue d'une structuration politique particulière permettant d'exploiter davantage la classe ouvrière du Québec et en quoi une des cibles à atteindre est précisément cette structuration politique de la bourgeoisie canadienne qu'est le système fédéral.

UNE QUESTION DE CLASSE

La responsabilité du mouvement syndical est importante quant à l'explication du système d'exploitation spécifique que vivent les travailleurs et travailleuses et les couches populaires du Québec. Sa responsabilité est tout aussi grande pour mener des luttes concrètes pour affaiblir ce système d'exploitation et impulser un caractère de classe à la lutte contre l'oppression nationale. Ce faisant, le mouvement syndical contribuera à briser l'hégémonie du Parti Québécois sur la question nationale et à favoriser l'émergence d'un véritable courant populaire ayant pour projet l'indépendance du Québec dans le cadre d'une société socialiste.

[64]

[65]

L'IMPASSE.
Enjeux et perspectives de l'après-référendum.

Chapitre II

LES ORGANISATIONS POPULAIRES ET LE RÉFÉRENDUM

[Retour à la table des matières](#)

[66]

[67]

Chapitre II
LES ORGANISATIONS POPULAIRES
ET L'APRÈS-RÉFÉRENDUM

TEXTE 1

**“LE RÉFÉRENDUM DE MAI
ET LES GROUPES FÉMINISTES.”**

par
Claire BRASSARD

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

La question de l'indépendance du Québec n'a pas toujours été liée à la perspective politique telle qu'élaborée par le Parti québécois. Jusqu'en 1968, le projet de l'indépendance politique de l'état québécois par rapport au gouvernement fédéral canadien était véhiculé par le Rassemblement pour l'Indépendance nationale (R.I.N.). Cette formation politique dirigée par Pierre Bourgault a ensuite été éclipsée par le Mouvement Souveraineté-Association (M.S.A.) avec la venue de la bombe politique qu'était René Lévesque. Puis, en 1970, on a assisté à la transformation du M.S.A. en Parti québécois (P.Q.) qui adoptait les structures traditionnelles des organisations de parti. C'est dire le chemin parcouru en dix ans, au pas de course assurément pour se hisser jusqu'au pouvoir en si peu de temps.

En novembre 1976, quand le P.Q. a pris le pouvoir avec 41.4 % des votes et 71 députés, il n'allait pas de soi que l'indépendance se ferait sous son mandat. De fait, le P.Q. avait été ferme et clair dans sa

campagne électorale : il ne ferait pas l'indépendance, il « n'enclencherait pas le processus » selon son expression, avant d'avoir consulté tout l'électorat par voie de référendum.

Et malgré les divergences au sein du parti sur le moment stratégique de la tenue du référendum, le gouvernement nous annonçait le printemps dernier que le vote était fixé au 20 mai 1980.

Nous avons donc eu peu de temps pour discuter de la signification la question, de la portée du « oui » à l'interprétation que nous avons faite de la question et de la portée du « non » à l'interprétation que nous avons faite de la question... Nous pourrions discuter longtemps de l'interprétation de la question, à tous points de vue, mais ce serait une [68] thèse en soi et ce n'est pas le propos qui nous intéresse maintenant. De toutes les façons, nous avons un choix à faire, à traduire en « oui » ou en « non » et qui aurait une grande signification politique dans le « dossier-indépendance ». Parce que, quelque soit l'analyse que l'on a faite de la question à savoir si elle semblait commander ou non l'indépendance, entendons-nous pour dire que toute cette démarche était celle d'un processus vers l'indépendance politique. Il n'y avait pas de marche arrière possible dans cette question. Pas de marche arrière face au statu quo constitutionnel à tout le moins.

Alors, qu'est-il advenu de ce référendum où on a enregistré un immense taux de participation ? 40 % en faveur et 60 % contre. Que s'est-il donc passé ? Ce n'est pas à l'analyse de tout le contexte référendaire et des forces en présence que je m'attarderai mais bien plutôt à une composante du mouvement progressiste au Québec dans ce contexte. Et ce n'est pas la moindre. Je parle des groupes autonomes de femmes.

ÉVOLUTION HISTORIQUE DE LA POSITION DES GROUPES FÉMINISTES

Nous disions déjà que la question de l'indépendance n'a pas toujours été liée au P.Q. De fait, à la fin des années '60, il existait un « mouvement indépendantiste » dans toutes ses gammes : le R.I.N. le Front de libération du Québec (F.L.Q.), le Front de libération populaire (F.L.P.), les Chevaliers de l'indépendance.

Ce qui nous intéresse davantage parmi ces groupes, ce sont ceux qui se réclamaient à la fois de l'indépendantisme et du socialisme considérés comme une seule et même démarche politique. De ces groupes est née la première organisation autonome large des femmes, organisation féministe, indépendantiste et socialiste.

En effet, les premières militantes du Front de libération des femmes du Québec (F.L.F.Q.) venaient du R.I.N., du F.L.P., du Parti socialiste du Québec (P.S.Q.), du Comité ouvrier de St-Henri, du Théâtre radical du Québec (T.R.Q.), du mouvement étudiant, des milieux syndicaux (particulièrement de la C.S.N.). D'autres sortaient directement de leur cuisine ou de leur milieu de travail.

[69]

Le F.L.F.Q. regroupait en majeure partie des femmes pour qui la première prise de conscience politique était passée par la conscience de l'oppression nationale du peuple québécois, et dans un deuxième temps de l'exploitation de la classe ouvrière. Ce qui les rassemblait au sein du F.L.F.Q., c'était la conscience de l'oppression et de l'exploitation spécifiques des femmes et la volonté de bâtir un mouvement de libération.

Né en 1969, le F.L.F.Q. a laissé sa place au Centre des femmes dont la formation remonte à 1972. Le noyau de militantes féministes-socialistes du Centre publie pendant deux ans la revue « Québécoises debout ! » dont l'un des premiers numéros a comme page-titre : PAS D'INDÉPENDANCE DU QUÉBEC SANS LIBÉRATION DES FEMMES ! PAS DE LIBÉRATION DES FEMMES SANS INDÉPENDANCE DU QUÉBEC ! Quelques mois plus tard, on pouvait lire, en première page toujours : PAS DE SOCIALISME SANS LIBÉRATION DES FEMMES ! PAS DE LIBÉRATION DES FEMMES SANS SOCIALISME !

À partir de 1974-75, plus particulièrement, la question de l'indépendance a été mise sur les tablettes. Nous étions plus occupées à clarifier des éléments théoriques de l'analyse de l'oppression et de l'exploitation des femmes en société capitaliste. Pour nous, « La » question politique se situait au cœur des rapports d'exploitation et non pas à l'intérieur de la discussion pouvoir provincial versus pouvoir fédéral.

De plus, à cette époque précise, l'éclatement du Centre des femmes en nouveaux groupes : Théâtre des cuisines, Comité de lutte pour l'avortement et la contraception libres et gratuits, Centre de santé des femmes du quartier (Plateau-Mont-Royal), Centre de documentation féministe, Éditions du Remue-Ménage, captivait les énergies des militantes dont l'objectif conjoncturel a semblé être « PRAXIS » au plus vite avant de sombrer dans les labyrinthes de l'analyse trop théorique. Cette période a correspondu donc à un désintéressement du « mouvement pour l'indépendance ».

À l'intérieur de ces nouveaux groupes, la faveur à l'indépendance était prise pour acquise sans que cela ne donne lieu à des discussions qui avaient été abandonnées quelques années plus tôt.

[70]

Et ceci s'explique. Le P.Q., à partir de 1970, s'impose de plus en plus comme alternative possible au gouvernement libéral. Sa composition, son fonctionnement, ses objectifs, son programme, son leadership, tout devient de plus en plus clair. C'est l'instrument de la nouvelle petite et moyenne bourgeoisie canadienne-française qui veut s'affirmer sur des bases solides. Nous ne sommes pas d'accord politiquement avec le P.Q., bien entendu ! Nous nous prétendons des féministes révolutionnaires. Nous leur avons cependant abandonné le « crachoir » sur la question de l'indépendance. *Grande erreur*. L'indépendance est devenue l'apanage quasi exclusif du P.Q. comme meneur de jeu dans cet important débat.

Comment avons-nous réfléchi pour en arriver à ce désintéressement de « la question nationale » ? Est-ce l'éclatement de la gauche indépendantiste et progressiste après les événements d'octobre'70 ? Est-ce la formation de nouveaux groupes « communistes » à la perspective canadienne « pour ne pas diviser la classe ouvrière entre elle » ?

Chose certaine, les énergies à débattre de la justesse de notre analyse de classes, de l'autonomie des groupes des femmes, de l'autonomie de la lutte des femmes, de la priorité de la propagande versus l'implantation en quartiers ou en milieux de travail et les énergies à consolider nos groupes naissants, à les élargir et à repousser les tentatives de liquidation des groupes soi-disant communistes... nous faisaient négliger le discours péquiste sur l'indépendance qui se dévelop-

paît de plus en plus clairement et largement. La preuve que ce discours pénétrait des couches de plus en plus larges, c'est que le P.Q. avait assez de crédibilité en 1976 pour remplacer le gouvernement en place. C'est dire, sans nous surestimer, combien le P.Q. a été épargné de la critique des groupes progressistes sur la question nationale et d'une quelconque alternative à son projet. C'était la seule organisation politique à se proclamer de l'indépendance.

Nous prenions donc toujours pour acquis que nous étions en faveur de l'indépendance tout en nous démarquant du P.Q. Mais nous ne développions pas non plus une autre analyse, une autre perspective politique au projet d'indépendance tel que proposé par le P.Q.

[71]

Nous leur avons donc abandonné la « pôle » et le leadership sur la question nationale pour les raisons déjà élaborées et parce que nous n'avions pas les moyens politiques de les leur disputer. Et pourtant...

La question politique de l'indépendance continuait d'être présente dans nos actions. À titre d'exemple, lors de la création de la « Coordination nationale » pour l'avortement libre et gratuit, il a fallu débattre de l'appellation à choisir. S'agissait-il de la coordination « québécoise » ou « nationale » ? En toute connaissance de cause, on a opté pour « nationale » en prenant parti en quelque sorte pour la reconnaissance de la lutte du peuple québécois pour son auto-détermination. Mais ce débat n'était pas seulement sémantique. En fait, il correspond à toute la stratégie de la lutte.

Avant 1976, nous exigeons du pouvoir fédéral le retrait de l'avortement du Code criminel canadien, et du provincial la liberté d'avorter librement et gratuitement dans les hôpitaux ou ailleurs. Les revendications pouvaient se faire sur deux fronts tant québécois que canadien cependant nous n'étions pas très convaincues qu'il s'agissait là de la meilleure stratégie. Finalement, c'est à la suite de débats politiques que la Coordination nationale a adopté de revendiquer au plan provincial seulement le retrait de l'avortement du Code criminel et la création de cliniques gratuites. Notre position, en substance, reposait sur les éléments suivants : un, nous n'avions pas d'intérêts immédiats à nous allier à une lutte de niveau canadien d'autant plus que la situation de l'avortement au Québec était très différente de celle des autres provinces à quelques exceptions près et deux, nous remettions au gouver-

nement la responsabilité et la capacité de négocier lui-même ses pouvoirs avec le fédéral d'autant plus que le pouvoir d'appliquer librement la loi canadienne lui appartenait en entier puisque c'est lui qui contrôle les hôpitaux.

Cet exemple nous indique que la question nationale n'est jamais totalement disparue de nos discours et de nos actions. Mais, je continue de penser que nous en avons négligé les enjeux. Cet exemple de la lutte pour l'avortement est choisi à dessein parce qu'il s'agit du travail politique large où les féministes ont été le plus présentes ces dix dernières années.

[72]

LA PRISE DU POUVOIR DU P.Q. EN 1976 ET LES NOUVEAUX ENJEUX

C'est dans ce contexte de léthargie politique des groupes progressistes au Québec face à la question nationale que le P.Q. a pris le pouvoir le 15 novembre 1976. Il y avait eu lieu, il faut le noter, le document du Centre de formation populaire (C.F.P.) » « qui nous rappelait l'importance stratégique de l'indépendance dans le développement des forces progressistes au Québec. De toutes manières, malgré que nos positions étaient hésitantes, avouons-le, nous avions davantage de sympathie pour le P.Q. que pour le parti libéral. Nous voulions nous débarrasser de Bourassa, au moins.

Au lendemain de ces élections, les enjeux étaient-ils différents ? bien sûr. Et là encore nous avons été négligentes en n'en profitant pas davantage. Nous aurions pu nous servir des désillusions que le P.Q. traînait derrière lui au fur et à mesure qu'il avançait.

Ainsi, les femmes-membres et congressistes au congrès du P.Q. en ont proposé, débattu et fait adopter par le parti une politique de libéralisation de l'avortement qui a été inscrite au programme officiel. On a cependant vu qu'après la prise du pouvoir, le congrès du parti s'est fait expliquer par le premier ministre du pays et par quelques piliers de son cabinet les « contingences de l'administration du pouvoir » qui empêchaient le gouvernement d'appliquer cet aspect du programme.

Ça, c'est la formule politique élégante que Lévesque a servie au congrès. Dans les faits, le gouvernement au pouvoir estimait qu'il avait fait bien suffisamment en faisant déclarer à son ministre Bédard qu'il n'y aurait plus de poursuites contre les médecins exerçant l'avortement dans de bonnes conditions médicales en dehors des hôpitaux. Mais ce gouvernement a été forcé d'aller au-delà de sa complaisance politique. En effet, ce dernier congrès avait soulevé tellement de mécontentement, les femmes qui constituent plus de 50% des membres du parti étaient tellement furieuses, elles ont tellement continué leurs pressions au sein du parti et les groupes féministes de l'extérieur ont tellement elles aussi soulevé les contradictions de cette position du P.Q. qu'il a été forcé de mettre sur pied les cliniques Lazure. Mais surtout, lors de ce congrès, le gouvernement savait que la libéralisation de l'avortement n'était pas [73] essentielle à réaliser au niveau électoral. Pourtant, l'avortement est un problème constitutionnel bien intéressant où le gouvernement et particulièrement le ministère des Affaires sociales aurait pu « se faire les dents » politiquement en négociant le rapatriement au niveau provincial d'un acte médical réglementé par le Code criminel canadien mais dont la nature médicale n'échoue pas moins constitutionnellement parlant à la juridiction provinciale puisqu'il s'agit de santé.

En matière d'avortement, le gouvernement pratique la politique de l'autruche. Il continue de penser qu'il a fait son bout de chemin en fermant les yeux sur les avortements illégaux. Après ce premier acte de courage, S.V.P. ne pas leur pousser dans le dos, parce qu'ils pourraient devenir plus réactionnaires encore... C'est toujours ce genre de menaces qui pèsent sur la tête des éléments revendicateurs et progressistes du P.Q. C'est un peu comme si les tenants du pouvoir nous disaient : « vous êtes pas contents qu'on soit là ? comptez-vous chanceux qu'on y reste ! si on est encore ici et qu'on a des chances d'y rester au prochain scrutin, c'est que nous appliquons une politique réaliste et qu'on se laisse pas pousser dans le dos par n'importe quelle sorte de gauchistes qui précipiteraient trop rapidement les changements et qui anéantiraient la crédibilité du parti et du gouvernement. » Voici, en substance, le discours servi à l'aile gauche du parti.

Ces forces progressistes ne sont cependant pas à négliger. À l'intérieur comme à l'extérieur du parti, elles constituent souvent les forces vives de leur milieu. Mais le Parti québécois n'est pas là pour véhicu-

ler les aspirations de ces forces politiques isolées et éblouies par le projet de l'indépendance. Le parti est l'instrument d'un autre groupe. Celui de la petite bourgeoisie ascendante qui a besoin de ce parti pour s'affirmer davantage comme classe et pour qui l'indépendance saura parfaire sa condition en lui attribuant un caractère de classe d'envergure nationale par opposition à « provinciale ».

Ce parti que l'on s'entend à dire qu'il est l'instrument de notre petite et même moyenne bourgeoisie tant industrielle, commerciale que culturelle et professionnelle respire cependant la confusion politique. Ce parti se prétend « social-démocrate », à la fois parce que sa base électorale première était majoritairement ouvrière et parce que la droite, habilement, le traite de « socialiste ». Où cela s'en va-t-il ? Gérald [74] Godin, député du comité de Laurier à l'Assemblée nationale, expliquait lui-même – tout en défendant la mise sur les tablettes de l'option souveraineté-association par le parti que – :

« Les expériences récentes des mouvements sociaux-démocrates font ressortir trois caractéristiques majeures :

- 1) dans l'opposition aux régimes de droite, ils ont été capables d'assurer un large soutien et même, dans plusieurs cas, de prendre le pouvoir :*
- 2) au gouvernement, ils ont été dans l'impossibilité d'appliquer leurs programmes, de conserver un soutien de masse et le pouvoir politique ;*
- 3) des discussions aiguës entre l'appareil d'État et l'appareil du parti, en prise sur les masses, provoquent des luttes internes prolongées et parfois des scissions. »* ¹⁰

Dans ce sens, on pourrait conclure que la social-démocratie au pouvoir constitue un élément dynamique de changement, particulièrement dans la conjoncture québécoise. De fait, il est plus aisé pour dénoncer la social-démocratie, de la porter au pouvoir pour mieux la démasquer, la dénonciation est trop confuse en ce qu'elle attaque ce qui apparaît être des améliorations objectives, de bonnes réformes. De

---

¹⁰ in *Temps Fou*, numéro 11, sept-oct.-nov. 1980, p. 21.

plus, la confusion politique de ce type d'organisation peut favoriser l'émergence d'une autre force politique plus progressiste, plus radicale, plus franchement du côté de la classe ouvrière.

Il est prématuré de faire ce genre d'analyse avec le P.Q. entre autres parce qu'il n'est pas à proprement parler social-démocrate et parce qu'il est toujours plus facile de faire le bilan d'un parti quand il n'est plus au pouvoir.

À LA VEILLE DU RÉFÉRENDUM

De la même façon qu'à la veille des élections de 1976, les groupes féministes n'avaient pas de position officielle sur la question du référendum... jusqu'à l'événement des Yvettes. Nous reproduisons ici un texte qui comporte les principaux extraits d'un discours présenté par Nicole Lacelle le 11 avril 1980 dans le cadre du colloque du Centre de formation populaire sur la question nationale et qui a été endossé par [75]

Le centre de documentation féministe

Le comité de lutte pour l'avortement et la contraception libres et gratuits

Les éditions de la pleine lune

Les éditions du remue-ménage

La librairie des femmes d'ici

Des luttes et des rires de femmes

Les presses de la santé de Montréal

Le théâtre des cuisines

Le théâtre expérimental des femmes

La Vie en rose

Les « Yvettes » nous feront-elles voter OUI ?

Aucun groupe autonome de femmes n'a encore pris position officiellement sur le référendum. Mais depuis le rassemblement des 14,000 « Yvettes » au Forum lundi dernier, on y réfléchit plus que sérieusement. À notre connaissance, c'est un événement sans précédent au Québec. Je pense que je ne suis pas obligée de vous rappeler en détail le déclencheur de ce ralliement, c'est-à-dire la gaffe de madame Payette à l'Assemblée nationale quand elle a très vertement méprisé le travail ménager et les ménagères en allant jusqu'à dire que Claude Ryan avait marié une « Yvette » des manuels scolaires de deuxième année.

Le phénomène des « Yvettes » est très important pour nous parce qu'il montre combien la droite a réussi à associer le NON au mépris, au mépris des femmes et le NON au référendum. Et sa manière de le réussir fait en sorte, de plus en plus, que le NON s'en va à droite. Madame Tisseyre a dit aux « Yvettes » – je m'excuse auprès d'elles de les appeler comme ça – que « il y a longtemps que les femmes ont appris à dire NON pour se défendre des « beaux parleurs », et « on sait ce qui arrive à celles qui ne l'ont pas appris » ; « j'ai le devoir et le droit de léguer un Canada intact à mes enfants », c'est son terme exact « intact », comme dans « femme avant son mariage »... Renaude Lapointe leur a demandé si elles voulaient perdre leur passeport ! Il n'y en avait probablement pas beaucoup dans la salle – on ne parle pas de l'estrade – qui puisse se [76] permettre d'aller plus loin qu'en Floride ! Mais elles ont applaudi à tout rompre. Parce que la droite a réussi à exploiter le rêve de tant de femmes de voyager, de sortir de la maison, d'aller se reposer loin de leur ouvrage interminable. À travers sa manœuvre face aux femmes, la droite se retrouve enfin mobilisante ; ça fait des années, au Québec, que la droite n'a pas été populaire. Elle a le pouvoir, bien sûr, mais populaire au sens d'avoir un autre type d'accès aux médias ; d'avoir un haut-parleur, d'organiser des assemblées de masse. Même le mouvement Pro-vie avait du mal à se faire entendre sans sarcasmes journalistiques. La droite prend maintenant un élan extraordinaire.

Le OUI, pour nous, est plein de contradictions, mais le NON tel qu'il a été présenté ce soir-là au forum, offre un projet cohérent. Le NON, c'est Travail-Famille-Patrie. C'est ça l'alternative qui a été présentée aux femmes lundi soir dernier. C'est de plus en plus difficile d'envisager le NON à cause de cette définition que la droite en a donnée. Elle joue sur les rêves des femmes et elle se sert du mépris pour les ménagères que l'option moderniste du Parti québécois et certaines tendances de votre gauche ont mis de l'avant depuis longtemps. La droite valorise l'asservissement des femmes mais pour celles qui n'ont jamais cru avoir d'autre choix, être valorisées, c'est mieux que rien. C'est ça que les 14,000 femmes ont répondu lundi soir.

Qui étaient ces femmes-là ? En gros, il semblait qu'elles avaient entre 30 et 45 ans, à la maison à plein temps dont un bon nombre d'immigrantes et d'anglophones ; celles qui sont les plus isolées mais qui écoutent la radio et la TV, celles qui ont toujours manqué au P.Q. qui a peut-être décidé de mettre une croix dessus et ne mise plus sur elles pour obtenir un OUI. La droite, elle, mise dessus. Le Parti québécois semble préférer courtiser les plus jeunes et les plus vieilles et les 39 % de femmes qui travaillent à l'extérieur, comme la gauche, soit dit en passant. Les femmes à la maison sont jugées irrécupérables ou aliénées. Pourtant, c'est la base même de l'exploitation, ni le OUI, ni le NON ne constitue de choix. Parce que dans les deux cas, il s'agit semble-t-il ou bien de « valoriser » le travail ménager, c'est le cas du NON, ou bien de le « dévaloriser ». Ce n'est [77] pas pour rien que ça ressort dans toute sa splendeur à propos de la question nationale. C'est exactement la même logique que de « valoriser » ou « dévaloriser » le fait d'être québécois. C'est miser sur des qualités soi-disant naturelles pour obtenir l'adhésion populaire à telle ou telle manière de se faire manger la laine sur le dos. Ce n'est pas la valorisation du travail ménager qu'il nous faut. Sa valeur pour le Capital est déjà éloquente, d'abord, et la reprendre pour nous par nos propres luttes et nos moyens autonomes est une toute autre histoire qui ne se fera pas pour un OUI ou pour un NON.

Plusieurs d'entre nous, d'ailleurs, avons eu comme première réaction au référendum de se dire que le mouvement des femmes est toujours allé à l'encontre de l'État pour poser nos propres questions politiques, en quel honneur faudrait-il tout d'un coup partir des leurs ? Mais ça ne prend pas grand'temps, surtout après le rassemblement des

« Yvettes », pour s'apercevoir qu'on n'a jamais réussi à définir le terrain. La preuve : le mouvement féministe au Québec n'a jamais été capable de réunir 14,000 femmes, ni dans une salle, ni dans la rue. Il est inimaginable pour nous, je crois, de penser qu'on va pouvoir définir le terrain en trois semaines et quart. Se faire accroire, à ce moment-ci surtout, que ce n'est pas l'État qui mène nos vies conduit directement au Forum. Avec les discours de lundi dernier, on voit très clairement qui est derrière le NON et à qui il va servir. Il faut toujours surveiller le discours qui s'adresse aux femmes, qui s'adresse à nous, parce que c'est toujours le plus transparent puisque c'est nous qui avons le moins de pouvoir. Et on sait où celui-là, Travail-Famille-Patrie nous amène.

Certaines vont écrire FEMME sur leur bulletin de vote pour annuler en refusant, elles aussi, le mépris ; d'autres n'iront pas voter. Mais j'estime que ce sera par le même sentiment d'impuissance que la droite crée et que la gauche, trop souvent, encourage. Je pense qu'il serait dangereux de sous-estimer la capacité de réaction dans le NON que l'annulation dessert. Le OUI dont je parle n'est pas un OUI au P.Q. qui n'a pas de projet social autre que le statu quo ; à vrai dire, il n'a pas de projet du tout. Il ne vise qu'à servir les hommes blancs, bourgeois insécures et petits-bourgeois fringant, ces gamins de la politique qui pensent savoir ce qui est bon pour [78] tout le monde et qui chérissent le pouvoir pour se pratiquer sur leurs ordinateurs. Eux autres vont dire que si leur référendum est perdu, c'est la faute des femmes et des « émigrés », soyez-en certains. Parce que les femmes et les immigrants sont des scabs par définition. Ils ne se demandent pas, comme vous, d'ailleurs, en quoi le travail ménager et le bris de grève font partie intégrante et planifiée du capitalisme au même titre que le chômage, la prison et l'école à perpétuité. La droite et trop souvent la gauche se sont servies des femmes et des immigrants pour nous laisser tomber quand la job est faite. Nous avons l'intention à notre tour de nous servir du Parti québécois pour au moins freiner les ambitions de la droite sur nous.

Je me suis longtemps demandé pourquoi ce n'est pas le P.Q. qui a pris à son compte Travail-Famille-Patrie. Du moins en toute logique, ç'aurait été plus « normal », plus cohérent puisqu'il est sensé représenter le nationalisme le plus fort. Mais je sais maintenant que la réponse est simple : les femmes du Parti québécois ne les ont pas lâchés d'un

pouce. C'est grâce à elles – et à nous aussi, d'ailleurs – qu'on peut voter OUI.

L'APRÈS RÉFÉRENDUM

Dans la même veine de pensée, dans le même vague sentiment de culpabilité de notre négligence face à cette question, nous reproduisons cette fois la réaction de l'équipe de rédaction de la revue « La Vie en Rose » dans les heures qui ont suivi le résultat du référendum.

« Le NON gagne, on a perdu. À prendre le OUI pour acquis, on a vendu la peau de Ryan avant de l'avoir... Jusqu'à l'affaire des Yvettes, notre marginalité bien-pensante nous a fait faire la sourde oreille aux discours de droite. Nous avons cru que leur grossièreté aurait le même effet sur les autres que sur nous.

Durham aurait dû dire « un peuple qui ne se souvient jamais de son histoire... » Du 'down' de l'après-October jusqu'à il y a quelques semaines, accaparées par tant d'autres luttes et agacées par un certain nationalisme borné, nous avons abandonné à un gouvernement la « question nationale », oubliant que nous avions, là aussi, énormément d'intérêts à défendre.

[79]

Après la Réponse, une question s'impose. Comment avons-nous pu mal comprendre ce qui était en jeu et ce qui se passait au point de nous payer jusque sur les derniers milles le luxe d'un OUI si critique que presque muet ? Cette désinvolture bien « de gauche » a tellement souvent ouvert la porte à la droite qu'il est maintenant impossible de s'en laver les mains sans inconscience. » ¹¹

Nous nous entendons toutes pour conclure à notre négligence politique. Avions-nous d'autres choix ? Il est bien difficile de répondre maintenant. Le bilan n'est pas encore fait. Mais nous sommes convaincues qu'il faut le faire.

---

¹¹ in *La Vie en rose*, numéro 2, juin-juillet-août 1980, p. 5.

D'ici là des élections s'en viennent. Et c'est toujours du même gouvernement P.Q. dont il est question. Comment nous situons-nous cette fois ? Il faut reconnaître que nous réagissons quand nous sommes forcées de le faire par des événements extérieurs et que ce n'est pas le meilleur contexte pour faire un choix. Sans se prétendre porte-parole des groupes féministes sur cette question, l'équipe de rédaction de *La Vie en rose* sous la signature de Claudine Vivier et de Sylvie Dupont a eu le courage de ses positions.

« Ne pas voter en ce moment, ne pas choisir entre les Libéraux et le Parti québécois, signifie que l'on ne voit aucune différence entre les deux partis, que l'élection de l'un ou l'autre ne changerait rien à rien. Pour nous, cela est loin d'être sûr. Au contraire. Sous la houlette de l'ancien directeur du *Devoir*, le Parti libéral s'est renippé pour se débarrasser du tenace parfum de corruption qui suivait le vieil establishment libéral. Revu et corrigé, on sait mieux où il se dirige d'un pas ferme : à droite, toujours à droite. Il n'ambitionne plus seulement la gérance de l'État provincial. Comme le P.Q. a su le faire dès sa création, il veut rassembler une base qui puisse s'identifier à un vrai programme et à une vraie idéologie : défense des libertés individuelles contre l'ingérence de l'État et honneur à l'entreprise privée. Ryan, Reagan, les rimes dépendent-elles de la conjoncture ?

Une victoire libérale serait la suite logique de la victoire du NON. Le Parti libéral recevrait alors sur un plateau d'argent une [80] marge de manœuvre et une légitimité à toute épreuve, et par conséquent, un pouvoir d'État dont rien ne pourrait freiner l'arrogance. La stabilité d'un parti bien assis sur l'électorat de droite est très dangereuse pour le mouvement des femmes. Beaucoup plus que les louvoiements que devrait faire le Parti québécois dans l'étroit corridor que lui laisse l'échec du référendum et sa base qui menace sans cesse de le dépasser à gauche (quand elle appuie majoritairement une résolution en faveur de l'avortement libre et gratuit, par exemple).

Nous voterons donc contre le Parti libéral et pour le Parti québécois, bien que nous ne soyons pas péquistes. Nous voterons pour ceux qui risquent le moins de nous faire du tort parce que l'histoire quotidienne et collective des femmes nous a appris que l'argument masochiste de la politique du pire ne sert qu'à nous enfoncer davantage dans notre exploitation. Nous avons encore la joue sensible de la cla-

que du 20 mai. Et très peu envie de tendre l'autre, n'en déplaise au très catholique Ryan. » ¹²

Conclusion

En concluant à la négligence, il faut cependant souligner que nous ne voulons pas en prendre une trop lourde charge. En effet, les raisons que nous avons pour négliger la question de l'indépendance continuent quant à nous d'être bonnes. Je m'explique.

Notre position a toujours été d'éviter l'éparpillement politique. Nous avons des tâches pesantes à faire et il faut éviter de s'en laisser distraire. Notre position de ne pas nous prononcer sur *tous* et *chacun* des éléments de la vie politique, économique, sociale... de notre société mais seulement sur ceux qui touchent nos pratiques, continue d'être réaliste.

Avec cet acquis, cette volonté de nous consacrer avant tout à nos tâches principales, il s'agit maintenant de nous réajuster dans le [81] contexte particulier du mouvement pour l'indépendance. Quelle part y prend-on ? Il ne s'agit pas non plus pour nous de n'en prendre aucune et d'être prises avec les résultats, *après*.

C'est toute cette discussion qu'il nous reste à faire.

---

¹² in *La Vie en rose*, éditorial « Contre la politique du pire », numéro 3, septembre-octobre-novembre 1980, p. 5.

[81]

Chapitre II
LES ORGANISATIONS POPULAIRES
ET L'APRÈS-RÉFÉRENDUM

TEXTE 2

**“DU NATIONALISME AU RÉGIONALISME
EN PASSANT PAR LES PÉQUISTES.”**

par
Jean-Robert SANSFAÇON

[Retour à la table des matières](#)

Êtes-vous de gauche, ou nationaliste ? Ou encore, êtes-vous nationaliste de gauche ? Ou socialiste-indépendantiste, un tantinet nationaliste ? Suite à la défaite référendaire, la question nationale se pose avec une pertinence tout aussi aiguë, en fonction du choix de société que nous souhaitons créer au Québec. Sera-t-elle francophone assimilatrice, ou bien ouverte à l'épanouissement des autres minorités nationales ? Sera-t-elle une terre de libération ou d'asservissement aux contraintes de la croissance et du profit ? Sera-t-elle dirigée autoritairement ou autogérée ?

J'ai voté OUI au référendum de mai '80. Loin de revêtir le charme rêveur des années '60, l'événement avait quand même son importance. Tout ce que le Canada, y compris le Québec, connaît de grande bourgeoisie s'était déguisé en clowns patriotiques rouge et blanc pour l'occasion.

Sans représenter en lui-même une menace à leur hégémonie économique, le projet de souveraineté-association les aurait plongés dans

une mer d'incertitudes. Ils avaient mis 100 ans à construire ce marché économique coast-to-coast, qui leur allait comme un gant, pourquoi le laisser s'effriter par cette équipe des ligues mineures ?

[82]

Du côté du OUI, le gros des troupes se recrutait chez les nationalistes québécois bien entendu, mais avec l'appui de la plus grande partie de la gauche ouvrière et populaire. « Perpétuer la crise à l'intérieur de la bourgeoisie » disaient certains, « un pas de plus vers l'autonomie régionale » ajoutaient d'autres. Pour tous, la victoire du NON servait les intérêts de la bourgeoisie canadienne, ce que les événements politiques qui se sont déroulés depuis confirment sans l'ombre d'un doute. Le rouleau compresseur fédéraliste que nous avons eu le grand honneur de connaître à nos dépens en '70, qui est reparti et les dommages qu'il est en train de causer risquent d'être profonds et indélébiles. Il fallait battre le NON, même si le projet péquiste en lui-même faisait peu de place à des changements substantiels dans les rapports de classe et la vie quotidienne de l'immense majorité des Québécois et Québécoises.

LA CARTE NATIONALISTE À PLEIN !

Vouloir discuter sérieusement tous les facteurs qui peuvent expliquer la défaite du OUI au référendum n'est pas une mince tâche. « La peur » affirme Gérald Godin ; « le prolétariat n'a pas été dupe de la supercherie pour le diviser » disent plusieurs camarades.

De façon plus réaliste me semble-t-il, cette défaite est explicable par la conjonction d'une foule de facteurs. Il y a bien eu le retour de Trudeau au fédéral, la présence de ses 70 marionnettes dans leurs comtés respectifs, ou encore les cinq millions de dollars de publicité-propagande par ailleurs fort efficace, mais c'est surtout *le manque flagrant de contenu du projet péquiste* tout entier basé sur le sentiment de fierté nationale, qui a été déterminant à mon avis.

Ce projet que le Parti Québécois a présenté en hors-d'œuvre aux Québécois n'avait qu'une seule ligne directrice : celle de l'affirmation de notre identité nationale. Seuls les francophones pouvaient s'identi-

fier à ce nouveau fleur de lysée unilingue de race blanche. Or il existe au Québec une forte minorité autochtone et allophone qui n'est pas formée uniquement d'exploiteurs, loin de là ! Mais le nationalisme du Parti Québécois, par souci d'être simple dans le message dira-t-on, par simplisme de l'analyse dirai-je, ne réussit pas à dépasser les cadres étroits, chauvins même, du sentiment d'appartenance à la francophonie [83] « d'ici ». Et encore : non seulement l'existence des autochtones au Québec, mais celle des francophones ailleurs au Canada ont toujours été de trop dans l'imagerie nationaliste du P.Q. On a théoriquement plus d'une fois réglé le sort de ces deux communautés en prévoyant leur assimilation à la nation majoritaire.

Dans le discours nationaliste, l'exploité, le porteur d'eau au Québec, ce n'est ni l'Amérindien, ni l'Italien, ni le Portugais. C'est l'ensemble de la francophonie résidant sur le territoire. Les autres ? Ce sont ou bien des pauvres à qui notre grand cœur chrétien a bien voulu accorder l'hospitalité, ou bien des vestiges de sociétés primitives conquises qu'un bon traité aura tôt fait de rendre à la raison du progrès blanc français et tout-électrique.

En somme, l'ensemble de la francophonie est présenté comme étant la classe dominée et l'ensemble de la nation anglophone, y compris les allophones et les autochtones, comme étant la classe dominante, privilégiée. Tout au plus espère-t-on rallier certains éléments de la nation anglophone, surtout chez les intellectuels. Cette analyse est encore aujourd'hui bien vivante et explique pourtant fort mal la réalité concrète.

Le nationalisme du gouvernement du Parti Québécois n'est pas tellement différent de celui de l'Élysée qui refuse de reconnaître l'existence des nations bretonne ou corse, ou encore ceux de Londres ou de Washington. Comme tous les dirigeants des États modernes capitalistes ou socialistes, le Parti Québécois tend à l'assimilation des minorités ethniques et à l'identification totale des intérêts de tout le peuple à ceux de la nation. La question nationale n'est pas pour lui une lutte politique devant mener à une autre organisation sociale de l'ensemble des couches exploitées par le capitalisme, mais plutôt au renforcement de la position politique et économique du capital « d'ici ».

Affirmer cela ne minimise en rien le caractère nettement progressiste que peuvent revêtir les luttes d'émancipation, ou de libération

nationale. Et la résurgence ces dernières années des revendications autonomistes des nations basques, bretonne ou canadienne-francophone, comporte des aspects progressistes et même révolutionnaires indéniables. Dans l'histoire du Québec, les luttes ouvrières et populaires ont très souvent été intimement liées à l'oppression nationale. [84] Plusieurs révoltes populaires, comme la bataille des Canadiens français contre la conscription, étaient l'expression d'un refus net de la nation dominée de jouer les chairs à canon pour le bénéfice de la bourgeoisie canadienne.

Mais si notre oppression nationale spécifique trouve ses racines dans l'histoire du Québec depuis la Conquête, l'exploitation économique dont nous sommes victimes trouve aussi ses causes dans le type de développement inégal que le capitalisme nous a si généreusement légué. D'ailleurs n'est-ce pas sur cette base d'analyse que le mouvement de lutte a repris toute sa vigueur au cours des années '60 ? Évidemment, le travail d'analyse, d'éveil entrepris à cette époque par le groupe de *Parti pris*, par les militants de gauche du RIN et même par les groupuscules felquistes, a été largement récupéré par le M.S.A. puis le P.Q. Mais le P.Q. a dû faire de nombreuses concessions aux tenants de cette analyse, notamment en ce qui a trait à la démocratisation du parti, aux revendications ouvrières, à la nationalisation des richesses naturelles, etc. Ces compromis ont fait du programme du P.Q. l'un des plus attrayants chez les partis politiques d'Occident.

L'exercice du pouvoir depuis 1976 et l'approche du référendum fatidique ont favorisé la droite du gouvernement et lui ont permis de dominer la scène politique. Le projet social-démocrate s'est effrité au fil des jours et la stratégie référendaire s'est ainsi résumée à une question de « feelings », de fierté d'être comme on est !

OÙ SONT PASSÉS NOS AMIS SOCIAUX-DÉMOCRATES ?

C'est pour rendre le message plus simple à gober qu'on dit avoir « mis le paquet » sur le sentiment de fierté nationale. Les résultats du référendum ont indiqué que le calcul était mauvais. Il peut sembler facile d'affirmer après coup que l'électorat n'a pas pris le « risque »

parce que le projet n'offrait pas, en contrepartie d'un appui le jour du vote, un espoir suffisant de changements véritables. Mais l'analyse du comportement tant du gouvernement que de l'électorat au cours des quatre dernières années porte à avancer cette hypothèse.

Depuis la prise du pouvoir en '76, l'aile parlementaire du P.Q. s'est éloignée du parti et de son programme. Les défaites successives dans [85] sept élections partielles, dont celle de Maisonneuve plus spécialement, ont constitué une réponse spontanée à cet éloignement entre le gouvernement et son électorat. En élisant le P.Q. en '76, les Québécois n'avaient pas fait que se débarrasser de Bourassa. Cette explication est trop simple. L'électorat, dont une frange considérable de la classe ouvrière attendait des réalisations fermes et un comportement politique différent de la part des dirigeants du P.Q. Et celui-ci aurait très bien pu affirmer davantage qu'il ne l'a fait, sa volonté de réformes sociales progressistes. Il a plutôt décidé de jouer les mous et de confirmer l'analyse d'un parti au service d'une bourgeoisie, même sans l'appui réciproque de celle-ci. Il a craint davantage le milieu des affaires que son électorat alors que le premier cherchera toujours à le remplacer par un parti qu'il contrôle beaucoup mieux : le PLQ. En période de crise économique, les partis qui se réclament de la social-démocratie et se proposent comme « arbitre » et conciliateur entre la bourgeoisie et le prolétariat, connaissent toujours l'échec. Ils ne peuvent pas satisfaire les revendications des plus démunis à cause des contraintes conjoncturelles et des pressions du capital, et ne peuvent non plus s'afficher clairement du côté du profit sous peine de perdre leur base d'appui populaire. En voulant gérer la crise, sans l'appui ferme d'aucune classe déterminante, ils ne gèrent rien du tout sinon la machine bureaucratique et sont voués à l'échec. Depuis quatre ans, le gouvernement du Parti québécois a fait une analyse qui me semble erronée de la conscience populaire en choisissant de répondre prioritairement aux pressions des milieux d'affaires plutôt qu'aux attentes discrètes des gens ordinaires.

L'évolution de la conscience politique du peuple est quelque chose de fort complexe et même de fort contradictoire. Certains voudraient croire en l'existence d'une conscience *innée* aux masses exploitées. Il s'agit davantage d'un rêve issu de l'imagerie révolutionnaire que d'un fait réel. L'évolution de la conscience politique est un phénomène très sensible et n'est pas nécessairement liée de façon immédiate au pain et

au beurre. La science, le matérialisme notamment, ne sont jamais parvenus à tout expliquer du fonctionnement des groupes sociaux, de leur évolution conjoncturelle. Encore moins à les prévoir. C'est plus simple d'expliquer grossièrement le passage du féodalisme au capitalisme que la montée de l'Islam en Iran ou l'apathie de la classe ouvrière occidentale presque proportionnelle à la hausse du taux d'exploitation [86] et du ... confort matériel ! Par contre, sans être d'emblée révolutionnaire, la grande majorité du peuple refuse l'injustice et les privilèges, et est prête à appuyer des gouvernements qui promettent des changements sociaux en ce sens.

Dans son analyse du sentiment populaire supposément passé à droite ces dernières années, le P.Q. sous-estime l'intelligence populaire. Un exemple parmi d'autres : celui des Yvettes. Les femmes québécoises, ménagères, ne sont pas en soi à droite. Mais elles n'acceptent pas cependant qu'on les considère comme des citoyennes de second ordre et qu'on veuille les *libérer* à leur place. Tant que les organisations politiques ne leur auront pas trouvé d'emplois motivants, bien rémunérés à l'extérieur de leur cuisine, et ne leur auront pas fourni la preuve que de travailler à l'extérieur ne les obligera pas à fournir une double journée de travail, je ne vois pas pourquoi les ménagères qui à 80 % et même 89 % selon les enquêtes se disent satisfaites de leurs conditions de vie, souhaiteraient aller se faire mourir sur une chaîne ou dans un restaurant ¹³.

Les femmes-ménagères ne sont pas plus à droite que leur mari-vrai-prolétaire. Leur conscience politique évolue au gré des projets qui leur sont soumis, au niveau social comme au plan individuel et familial. Et comme toutes les autres couches « objectivement exploitées » d'une formation sociale donnée, elles n'acceptent pas d'emblée que des politiciens(iennes) ou des intellectuels(lles) les caricaturent ou les « traitent » d'exploitées, de malheureuses.

Ce phénomène n'est pas réductible au concept d'aliénation. Il est plus complexe, beaucoup plus complexe et n'a pas fait l'objet d'études suffisamment approfondies. W. Reich avait écrit de bonnes pages sur le sujet.

---

¹³ À ce sujet, l'article de Louise Vandelac dans *Le Temps Fou* (Septembre 1980) m'apparaît fort pertinent.

Cette mauvaise analyse du sentiment populaire a permis à la droite du P.Q. de prendre encore plus de poids à l'intérieur du gouvernement, et elle place désormais ce parti sur le même terrain de lutte que son adversaire le Parti Libéral. Or, compte tenu de la défaite de l'option souverainiste au référendum, cela peut signifier une défaite pour le P.Q. aux prochaines élections. Ce qui est loin d'être souhaitable à mon avis. On aura beau jouer les purs et considérer que la machine péquistes est [87] *aussi pire* que la machine libérale, la réalité est autre. Comme il y a une différence évidente entre une dictature de droite à la Pinochet et une démocratie libérale à la Reagan, il y a aussi une différence entre cette dernière et un parti réformiste et démocratique. Demandez aux groupes de femmes qui sont à créer des cliniques d'avortement dans la région de Montréal ou de Québec si elles sont indifférentes à la venue de Ryan au pouvoir ? Ou encore, demandez-le à ceux et celles qui refusent l'option nucléaire pour le Québec ?

Nous sommes assez bien servis en matière de confusion politique par les adeptes de la « politisation par la matraque » comme nous disions à une certaine époque. On se trompe dangereusement en croyant qu'une « bonne droite » aux coudées franches, à la Reagan ou Ryan, Choquette ou Rémi Paul, vous fouette le sang et facilite la mobilisation des masses pour des matins fleuris.. C'est une chose d'avoir à descendre continuellement dans la rue pour se défendre contre les attaques faites à des droits fondamentaux essentiels (comme la liberté de parole, de manifestation, etc.), et considérer ces réactions comme étant les signes avant-coureurs d'une révolte plus large pour le renversement d'un système social. L'évolution de la conscience politique ne s'évalue pas qu'aux actes très sporadiques qui peuvent lui être associés. De même, on ne peut pas souhaiter le retrait de droits acquis souvent de longue lutte, dans l'espoir qu'en surgira une « saine révolte des masses ».

IL COGNE : PAS DE RÉPONSE !

Le P.Q. fait des efforts ridicules pour séduire la bourgeoisie, cela est évident. Mais contrairement à ce que plusieurs analystes prétendent, cette même bourgeoisie ne lui rend même pas la monnaie de la pièce. L'explication m'apparaît relativement simple : toute entreprise

qui respecte ses objectifs de croissance, indispensable en régime de concurrence monopolistique, aspire à étendre rapidement son rayon d'action et d'influence politique à l'extérieur des frontières nationales. Ainsi la Banque Nationale ou même des entreprises d'État comme la Marine Industries (SGF) ne sont pas plus nationalistes québécoises que canadiennes, et n'ont surtout pas davantage intérêt à appuyer le P.Q. au lieu du P.L.Q. Même les PME n'ont que très peu d'intérêts à appuyer le P.Q. par rapport au P.L.Q. plus ferme et plus déterminé à mâter le [88] mouvement ouvrier. D'ailleurs une partie importante des candidats du P.L.Q. provient de la P.M.E. québécoise.

Ce raisonnement ne vise aucunement à prétendre que le P.Q., étant surtout appuyé par la petite-bourgeoisie et la classe ouvrière, défend leurs intérêts prioritairement. Cette déduction hâtive serait fausse. Il est clair, comme je l'ai expliqué plus haut, que le P.Q. défend d'abord les intérêts de ceux qui contrôlent l'économie. Mais par ailleurs, il faut reconnaître que plusieurs réformes apportées depuis 1976 sont menacées par la seule venue d'un Claude Ryan qui, dès sa victoire référendaire, s'est empressé de se démarquer vers la droite de ses adversaires. On ne peut donc pas rester indifférent à la venue du Parti libéral au pouvoir, ni surtout la souhaiter.

Est-ce qu'une telle victoire du P.L.Q. signifierait la mort du P.Q. ? Sûrement pas, contrairement à l'avis exprimé parfois. D'abord parce que l'idéologie nationaliste est loin d'être à l'agonie et surtout parce qu'aucune organisation politique ne semble poindre à l'horizon, qui puisse prendre le relais au centre ou à gauche.

Dans une entrevue qu'il m'accordait quelques mois avant le référendum, son interlocuteur, un professeur d'économie marxiste, justifiait son refus de voter OUI en prévoyant qu'une défaite du P.Q. accélérerait l'avènement d'un parti révolutionnaire au Québec. Je suis personnellement convaincu que cette analyse est erronée. Si des intellectuels de gauche et certains dirigeants du mouvement ouvrier veulent mettre sur pied un parti de gauche, ils devront convaincre leurs adhérents potentiels que leurs structures démocratiques et leur programme sont préférables à l'état actuel des choses. Mais on ne peut souhaiter la disparition du P.Q. en espérant de façon spontanéiste qu'un parti de la classe ouvrière prenne sa place à court terme. Et d'autre part, il faut ajouter que ce serait trop facile de se laver les mains en affirmant que

c'est à cause de la présence du P.Q. que la gauche ne parvient pas à s'organiser. Cela revient à dire que les forces progressistes ne peuvent s'organiser d'elles-mêmes à cause... de la bourgeoisie !

Par ailleurs, ce n'est pas non plus un hasard si après cent ans d'exploitation, la classe ouvrière des pays occidentaux n'a pas su, ou pas voulu, prendre la place de la bourgeoisie dans la gestion de la société. Même les situations de crise économique prononcée n'ont pas été des [89] moments d'unification significatifs de ceux et celles en qui la théorie avait placé un rôle historique inévitable. Ce rôle historique n'a dans les faits jamais été confirmé par le réel, il n'est que déduit de la théorie marxiste et a, dans tous les cas où il y a eu prise du pouvoir par un parti léniniste, servi de prétexte à une nouvelle forme d'exploitation ouvrière.

Cette constatation tragique ne doit pas servir à justifier l'inertie politique et laisser cyniquement se reproduire un mode de production basé sur la famine des deux tiers de l'humanité.

UNE STRATÉGIE POUR LE FUTUR

L'avenir du Québec ne dépend pas que des bouleversements internes à la formation sociale québécoise. L'impérialisme américain n'a pas fini de jouer un rôle majeur dans le monde et n'est pas du tout dans sa phase décadente, elle aussi prévue depuis fort longtemps déjà. Le capitalisme est en crise certes, mais cette crise touche surtout les plus faibles dans ce jeu de dardes farci de cochons irréguliers ! La restructuration en cours, comme celles qui ont précédé, devrait mener à un renforcement des monopoles. Le mouvement ouvrier ne semble d'ailleurs pas en mesure à l'heure actuelle d'empêcher cette marche du capital. Tout au plus peut-on prévoir et espérer une limitation des dégâts par des luttes sporadiques de résistance à l'envahissement de nos vies et à la surexploitation des plus humbles. Cette restructuration, comme l'ont démontré plusieurs auteurs ¹⁴ est à la fois internationale et nationale.

---

¹⁴ Il y a notamment le livre de Y. Baron et autres, *Croissance et Crise*, Paris, Maspéro.

Les peuples de l'hémisphère-sud subissent les assauts les plus dévastateurs de l'impérialisme et sont les moins en mesure d'y faire face. Si les tendances actuelles se maintiennent d'ici cinquante ans, 10 % seulement des 8 milliards d'humains qui peupleront cette planète se partageront 90 % des richesses... Aussi « dominés » sommes-nous, nous faisons partie de ce 10 % et on peut se demander très sérieusement si le prolétariat de nos pays développés est prêt à ce que cette tendance soit stoppée radicalement. On peut toujours affirmer que ce n'est pas la faute du prolétariat, que c'est la responsabilité exclusive de la bourgeoisie. Sans doute. Mais que du jour au lendemain l'échange cesse d'être inégal à cause de mouvements révolutionnaires victorieux en Amérique du Sud, en Asie ou en Afrique. Il est douteux que le prolétariat d'ici accepte de voir son niveau de vie reculer drastiquement.

[90]

Ces considérations m'amènent justement à proposer que la gauche d'ici réoriente progressivement son travail en fonction de ces préoccupations globales à plus long terme. On a toujours dit : oui mais quand on aura le socialisme on n'exploitera plus le Tiers-Monde ! C'est faux ! Ou plutôt, c'est incomplet. Il faut ajouter : le socialisme n'est pas suffisant en soi pour que cesse une foule de manifestations de l'oppression et de l'exploitation.

Le socialisme vu comme panacée universelle ne peut conduire qu'au renforcement du bureaucratisme, à la nécessité du Goulag et à la poursuite de l'imposition du travail aliénant pour le plus grand nombre au bénéfice d'une nouvelle bourgeoisie des membres du Parti. Il est indispensable que l'on définisse un contenu plus *réaliste* au socialisme, un contenu qui garantisse la liberté des citoyens et la fin de l'exploitation organisée, planifiée du Tiers-Monde.

Or tant que le modèle socialisme mettra l'accent sur le même type de vie économique, de priorité au centralisme (et nécessairement donc au bureaucratisme), il placera comme priorité politique l'assimilation des minorités nationales, le surdéveloppement des États castrateurs et répressifs, et le maintien de l'impérialisme pour assurer les approvisionnements en matières premières à bon marché.

Au niveau intérieur, la problématique politique est semblable. Aucune forme de socialisme ne peut être viable si elle se base sur une volonté et la promesse de perpétuer l'ordre économique *productiviste*

actuel. Le projet socialiste traditionnel propose un modèle qui assure une croissance de la production (et de la consommation) plus rapide que ce que le capitalisme peut réussir. Cette vision de l'histoire procède de la théorie qui veut que le capitalisme soit un frein à l'amélioration des moyens de production et donc, de la productivité aussi bien que de la somme totale de biens produits. Or d'une part, l'histoire comparée de l'Est et de l'Ouest a fait mentir la lettre de l'énoncé théorique, et de l'autre, je crois, avec d'autres, que c'est désormais dans une direction différente que le mouvement socialiste des pays industrialisés doit orienter son travail. L'exemple de la lutte contre le nucléaire le démontre très bien. Les Russes auront beau affirmer « qu'entre des mains communistes la technologie nucléaire est sécuritaire » comme ils l'ont [91] dit peu de temps après Three Miles Island ; personne n'est dupe à ce point !

La lutte contre le capitalisme doit être en même temps une lutte contre le mode de vie que le capitalisme aussi bien que le socialisme réellement existant nous proposent et nous imposent. Depuis 1925, vingt cinq pays ont détruit à eux seuls et de façon irrémédiable, plus de richesse qu'on ne l'avait fait dans toute l'histoire de l'humanité. Un véritable projet socialiste doit mettre fin à ce gaspillage épouvantable, qui de toute façon ne peut se faire sans l'exploitation des populations concernées. Selon Marx l'homme devrait contrôler les forces sauvages de la nature, et cette vision simplificatrice a permis même aux communistes d'envisager le futur à la manière productiviste du capitalisme : l'amélioration du sort des masses passe par l'accroissement exponentiel de la production, de la consommation d'énergie, à n'importe quel prix ou presque.

Le socialisme à venir doit rétablir la place des humains comme faisant partie intégrante de l'équilibre fragile de cette planète. Le CO_2 réchauffe l'atmosphère et modifie les rendements agricoles, qui devront être compensés par une dose supplémentaire d'engrais chimiques ; le développement agricole concentré, et la monoculture pratiquée en fonction des spécialités de chaque région, créent la famine et la dépendance économique des habitants de ces régions ; le nucléaire, même pacifique, est dangereux c'est maintenant bel et bien prouvé ; l'actuel rythme de vie nécessite le travail absurde et parcellisé de millions d'humains toute leur vie et malgré cela, la famine de millions d'autres. Il n'y a pas là qu'un problème de répartition ou de propriété des

moyens de production, mais toute une conception du modèle de croissance économique et social envisagé. Ce ne sera pas suffisant de changer le propriétaire privé de l'usine par un propriétaire étatique et donc, bureaucratique : renforcer considérablement les pouvoirs de l'État en attendant sa... disparition, c'est une autre absurdité ! Le travail doit changer, la vie quotidienne doit changer, les rapports humains doivent changer, la famille aussi. L'école doit changer, pas pour être plus doctrinaire et standardisée qu'elle ne l'est déjà, mais pour permettre l'épanouissement des enfants, l'évolution harmonieuse de leur « différence ».

[92]

Et si tout cela est *utopique*, ça ne l'est pas davantage que des deux autres utopies : celle de croire avec les libéraux et les socio-démocrates que la situation actuelle peut se prolonger cent autres années sans catastrophes écologiques, militaires ou politiques ; ou celle de croire avec les marxistes orthodoxes que la révolution prolétarienne est à nos portes et qu'une société communiste basée sur le modèle léniniste serait plus humaine que ce à quoi toutes les expériences passées ont abouti. Ce n'est pas Soljénitsine qui a inventé le Goulag !

Il n'y a pas une seule et grande voie à suivre pour parvenir à l'utopie d'une société égalitaire, à la fois planifiée dans sa production de biens industrialisés, et autogérée par les communautés de base pour tout ce qui peut l'être sans entraîner une concurrence de marché absurde et tout à fait inefficace à long terme. Il n'y a pas qu'une seule organisation politique qui puisse assumer la responsabilité de nous conduire à ces changements. L'équation à laquelle on nous a habitués, à l'effet qu'il ne peut y avoir qu'un seul parti *vraiment* prolétarien puisqu'il n'y a qu'une seule *vraie* classe ouvrière, est l'exemple même d'une conception simplificatrice du changement politique. Au contraire, c'est sur la base de leurs conditions spécifiques de vie et d'oppression que les ouvriers, les femmes, et les autres couches populaires doivent s'organiser. Non dans un esprit corporatiste mais au contraire en travaillant à l'unification des revendications et des objectifs politiques. Et cette unification peut se faire par un ou des partis politiques de gauche, larges et démocratiques.

DU NATIONALISME AU RÉGIONALISME

Ce sont ces diverses considérations stratégiques essentielles qui me ramènent à la question nationale. Parce qu'effectivement le nationalisme comme sentiment premier d'appartenance doit être dépassé si on ne veut pas être bouffé par ses aspects actuellement dominants et réactionnaires. L'oppression nationale, tout en étant une forme d'oppression spécifique à la nation francophone du Canada, l'est aussi pour d'autres nations à l'intérieur des mêmes frontières politiques. On a parlé plus haut des autochtones, or voilà que dans leur effort de libération nationale les francophones ont fortement tendance à reproduire [93] autour d'eux le même type d'oppression dont eux-mêmes sont victimes et dont ils veulent s'affranchir.

À quoi sert le nationalisme, on l'a vu, s'il ne tient pas compte du fait que tous les francophones ne sont pas opprimés au même degré, sinon à renforcer encore davantage les privilèges de notre élite nationale ?

La défaite du OUI, même sans l'avoir souhaitée, permettra peut-être de soulever la question nationale sous un angle différent, sous l'angle d'un projet de rupture progressive avec le modèle productiviste centralisateur. Le P.Q., en ne définissant pas le contenu de sa souveraineté-association, n'a fourni qu'une seule raison importante de voter OUI aux Québécois : leur appartenance « nationale », donc nécessairement francophone. Pourtant, dans la perspective d'un développement autocentré à long terme, tous les Québécois, de quelque nationalité que ce soit (sauf l'infime minorité composant la bourgeoisie) ont intérêt à voir le Québec se diriger vers l'autosuffisance plus étendue dans plusieurs secteurs de l'économie. C'est une évidence reconnue que l'État fédéral a joué en faveur de la spécialisation poussée des différentes régions de la fédération et que cette politique, tout en accentuant leur interdépendance, a grandement désavantagé certaines régions au profit d'autres. Ce n'est pas qu'une question de langue, les autochtones et les gens des provinces Maritimes en savent quelque chose !

Ce projet politique de décentralisation, de plus grande autosuffisance régionale peut sans doute signifier un certain renforcement de la bourgeoisie régionale à courte échéance. Mais ce n'est pas là une raison suffisante pour renoncer à cette perspective de lutte, en attendant

la disparition totale de toute forme de bourgeoisie nationale, canadienne ou québécoise. Les Québécois, comme les Basques espagnols ou d'autres communautés régionales, n'auront jamais aucune influence sur le développement de leur formation sociale respective si rien n'est entrepris pour stopper le mouvement accéléré de spécialisation régionale. Ce mouvement, étroitement lié à la nouvelle division internationale du travail, n'aboutit qu'au développement du sous-développement régional dont le Québec et certaines de ses sous-régions (Bas du Fleuve, Abitibi, etc.) en sont d'excellents exemples.

[94]

De plus, on ne peut pas nier que les dimensions géographique et démographique des ensembles jouent sur le niveau d'intérêt et d'implication des individus à la gestion de leurs conditions de vie. À titre d'exemple restreint, on a remarqué par exemple que de nombreux comptoirs alimentaires coopératifs au Québec ont fixé à 150 ou 200 le nombre maximum de membres au delà duquel la participation et la démocratie ne s'exprimaient que fort difficilement. À l'intérieur du mouvement syndical c'est un peu la même chose : la bureaucratie s'installe plus facilement et plus définitivement dans le gigantisme. En politique, le même phénomène existe. Jamais, même avec un gouvernement « révolutionnaire », on ne pourra escompter une vie démocratique intense avec une fonction sociale trop vaste, à moins d'avoir recours à une propagande agressive et même mystique. Fixer un nombre optimal de citoyens par exemple politique autonome serait un exercice futile et surtout ne tiendrait pas compte de la réalité des formations sociales existantes. Mais compte tenu de facteurs historiques telle l'évolution de la conscience nationale des différents groupes linguistiques, et en autant que l'on parviendra au dépassement des attitudes réactionnaires associées à l'idéologie nationaliste, il est possible de souhaiter l'avènement d'une formation sociale issue des luttes politiques des groupes opprimés à cause de leur sexe, leur race ou leur classe sociale (ou évidemment de la conjoncture de plusieurs de ces facteurs).

Mais vouloir donner la *direction politique* de tous ces mouvements spécifiquement aux ouvriers (mâles) de la production parce que c'est écrit qu'ils sont objectivement la seule classe vraiment révolutionnaire, ne correspond plus à rien. La classe ouvrière n'est pas davantage

pressée de parvenir au socialisme que les autres couches opprimées de la société. Et cela est d'autant plus vrai de la catégorie d'ouvriers syndiqués et bien payés. Ces dernières années, les jeunes sans travail en Italie, une partie du mouvement contre-culturel en Amérique, les écologistes en France et en Allemagne, le mouvement des femmes dans tous les pays industrialisés, et les minorités nationales, se sont montrés plus combatifs et plus efficaces que le mouvement ouvrier lui-même et que les partis de gauche traditionnels. Et avec l'accroissement des sans-emplois, des chômeurs instruits, les travailleurs syndiqués forment de plus en plus une couche particulière, qui tend à protéger son statut, ses acquis, sans autocritique [95] et souvent sans non plus l'appui des masses populaires. Il devient insuffisant pour le mouvement syndical de justifier ses tactiques et ses revendications sans chercher à s'inscrire davantage dans l'ensemble des luttes populaires. Sans doute beaucoup à cause de la tradition historique et de l'influence idéologique des classiques du marxisme, le mouvement syndical progressiste cherche toujours à hégémoniser les luttes populaires, y compris la lutte des femmes (ex. la manif du 8 mars à Montréal et celle du 1er mai à Paris).

Dans la perspective décrite plus haut de l'existence à la fois de mouvements autonomes et de partis (ou de mouvements) politiques de masse, les organisations ouvrières devront faire preuve d'un peu d'humilité aux côtés des autres forces de changement. En Europe, le mouvement ouvrier commence à se rapprocher des écologistes après avoir constaté qu'ils représentaient des objectifs de lutte fort importants dans le contexte politique et économique moderne. De tels rapprochements sont indispensables.

À court terme au plan tactique, l'éventuelle création d'un parti de gauche pose le problème de la lutte électorale, à moins que l'on croie devoir et pouvoir éviter ce type de confrontation, ce qui apparaît plutôt irréaliste. Et dans cette perspective électorale inévitable, il y a une revendication qui devient pressante, même aujourd'hui, c'est celle de l'instauration d'un mode de scrutin proportionnel. L'actuel mode de scrutin ne pourra pas permettre l'élection de candidats de gauche, même en recueillant 5 % ou 10% des voix. À moins de croire à l'élection dans un certain nombre de comtés de candidats de gauche, ce qui sans être pessimiste m'apparaît peu probable à court terme, la revendication est essentielle. L'important dans un premier temps serait

d'avoir une voie sur la scène politique, rôle que s'arrogent présentement faute de mieux, les centrales syndicales.

Les temps sont difficiles et l'optimisme n'est pas présentement la caractéristique principale des milieux de gauche au Québec. Mais cela ne laisse-t-il pas place justement à de nouvelles expériences d'organisation et à un travail d'analyse original, mieux adapté aux réalités politiques contemporaines et post-référendaires. Sans espérer naïvement l'unification des forces de gauche non dogmatiques à court terme, on peut quand même souhaiter que se poursuive une certaine [96] ouverture des différents milieux pour parvenir à créer un mouvement qui puisse modifier le rapport de force sur la scène politique québécoise.

[96]

Chapitre II
LES ORGANISATIONS POPULAIRES
ET L'APRÈS-RÉFÉRENDUM

TEXTE 3

**“ON A PERDU UNE BATAILLE,
MAIS NON LA GUERRE.”**

par
René LACHAPELLE et Patricia PROVENCHER

[Retour à la table des matières](#)

C'est en nous situant parmi les militants de la gauche qui se rencontrent aussi dans des groupes de chrétiens que nous allons essayer de cerner la conjoncture post-référendaire au Québec. De ce point de vue il nous semble important de préciser d'entrée de jeu que les chrétiens militent à l'intérieur de courants politiques divers et qu'on ne peut pas, à partir de leur identité chrétienne, leur attribuer une position précise et uniforme. Les hypothèses d'analyse que nous avançons ont été vérifiées de façon fort sommaire auprès d'une quinzaine d'entre eux qui se reconnaissent dans la recherche d'une alternative socialiste pour le Québec.

Comme militants nous sommes engagés dans des syndicats et des groupes populaires (coops, ADDS, etc.). Comme chrétiens les organisations où nous nous retrouvons n'ont pas d'abord une tâche politique bien que des consensus politiques larges y soient nécessaires à la [97] recherche et à l'expression d'une foi historique en Jésus-Christ. Nous

ne présentons donc pas dans ces pages la ligne politique de l'un ou l'autre groupe de chrétiens militants. Et s'il y a des résonances évangéliques à nos choix politiques, nous ne prétendons pas que ces derniers soient l'expression d'une « ligne politique chrétienne ».

Comme l'intention de cet ouvrage est de cerner la conjoncture post-référendaire, nous n'avons pas retenu non plus l'amorce de réflexion théologique tentée par certains groupes. Nous avons simplement tenté de ramasser ce qu'a été le moment référendaire dans le groupe des militants chrétiens et de voir quelles suites s'annoncent à l'effervescence de cette période intense de débat et de recherche.

1. Le débat pré-référendaire

La position la plus répandue dans ce réseau durant les mois qui ont précédé le référendum était celle du OUI MAIS. 2 200 exemplaires du numéro de janvier 1980 de la revue *Dossiers Vie Ouvrière* qui explicitait cette option ont été diffusés à travers la province ; de multiples sessions de formation, nationales ou régionales, ont été organisées en collaboration avec le Centre de Formation Populaire et le Centre de Pastorale en Milieu Ouvrier ; les mouvements d'action catholique ont publié des documents de travail sur la question (Mouvement des Travailleurs Chrétiens, Mouvement des Étudiants Chrétiens du Québec, etc.) et ont collaboré à l'organisation de rencontres-débats sur la question nationale.

Le oui critique s'appuyait sur la volonté de lier la solution à l'oppression nationale des Québécois à la transformation sociale qui permettra aux classes populaires de briser l'exploitation capitaliste et d'entreprendre la construction d'une société socialiste. Dans cette optique d'indépendance et de socialisme, la question référendaire formulée par le Parti Québécois ne touchait pas à l'essentiel. Militants dans des syndicats et des groupes populaires nous avons compris que le gouvernement péquiste n'était pas disposé à favoriser la libération des travailleurs et qu'il était intéressé à préserver l'organisation économique actuelle pour y faire un peu plus de place au capital québécois. De plus au plan social, un échec du oui au référendum manifesterait la peur du changement tandis qu'une victoire, sans amener de change-

ment réel pour les classes populaires, serait une avancée sur la reconnaissance [98] d'une oppression nationale. Cette perspective serait d'autant plus prometteuse pour les classes populaires si elle était partagée par une part significative du mouvement ouvrier et populaire.

La période de débat pré-référendaire a donc été un temps fort d'éducation populaire et de formation militante autour de cette option politique. À partir des divers terrains de lutte où les militants sont actifs, la question nationale a été étudiée en la situant dans la problématique des rapports sociaux. Les perspectives historiques ont été approfondies et nous ont permis de comprendre comment le développement du capitalisme a renforcé l'oppression nationale, l'a consolidée dans la Confédération canadienne, et comment dans notre histoire récente les luttes des travailleurs ont porté à la fois la question nationale et la question sociale. Pour plusieurs qui avaient milité dans le Parti Québécois et qui exprimaient déjà leur déception devant sa gestion anti-ouvrière (Loi 45, Loi 17, et négociations avec le Front Commun, etc.), ce fut l'occasion d'une démarcation nette avec son approche de la question nationale.

À ce moment-là on espérait une affirmation du oui suffisamment forte pour que le oui critique puisse continuer à être mobilisant au-delà du 20 mai. Une telle victoire ne solutionnerait rien à court terme, mais serait une étape stimulante dans la recherche à plus long terme d'un régime socialiste. La lenteur des milieux syndicaux à s'embarquer dans une telle démarche, voire le recul devant la question à la C.E.Q., a cependant été décevante. Dans les semaines qui ont précédé le référendum il y a eu bien peu de place pour l'approche populaire de la question. Dans divers groupes la position d'annulation présentée par les camarades ML comme la seule alternative à gauche a été vivement débattue. Si elle n'apparaissait pas mobilisante elle marquait néanmoins une division des forces intéressées à donner une portée politique à l'action ouvrière et populaire. Ces constatations nuançaient donc les attentes et les espoirs des militants à la veille du vote du 20 mai. Mais le oui critique avait suffisamment fait bouger le milieu pour que les résultats soient décevants.

2. Les résultats

La caractéristique majeure de la période qui a suivi le référendum [99] est certainement le silence. Avec la nuance que le temps mort de l'été dans les mouvements et groupes y est pour quelque chose, il est aisé de constater qu'il n'y a pas encore eu de bilan de l'action entreprise sur la question nationale non plus que d'analyse consistante de la situation où se trouve le courant 'de socialisme et indépendance.

Dans les premiers moments qui ont suivi la consultation, la déception a été plus ou moins vivement ressentie par tous ceux qui avaient espéré une avancée assez significative pour se manifester dans les résultats. L'ardeur de plusieurs s'en est trouvée refroidie et les bilans de fin d'année ont éludé la question.

Cette déception n'est cependant pas désespérance. D'abord parce que certains s'étaient un peu fait à l'idée et ont reçu les résultats sans surprise. Mais surtout parce que la perspective critique qui dissociait la solution péquiste de la solution réelle de la question nationale, vaut toujours. Si on espérait, sinon une victoire, du moins plus que quarante pour cent, on n'attendait pas du référendum, le règlement de la question nationale et moins encore celui de la question sociale. D'une manière ou d'une autre la situation des classes populaires n'aurait pas été changée. Ce qui est apparu avec la défaite c'est leur position dans la lutte et la compréhension que nous pouvons en avoir.

Si le non l'a emporté c'est qu'une fraction importante du mouvement ouvrier l'a appuyé manifestant ainsi sa peur de perdre des plumes dans le processus d'affirmation nationale. Les résultats ont fait apparaître que les classes populaires sont peu conscientes de leurs intérêts propres dans la lutte et qu'elles s'en remettent à ceux qui leur proposent, bien masquées, des solutions à l'avantage des classes dominantes. Les uns ont été choqués, les autres peu étonnés de cette constatation, mais pour tous il s'agit d'un fait à enregistrer qui nous renvoie aux perspectives à plus long terme que le débat référendaire avait englobées dans sa dynamique.

3. Nouvelles perspectives

Comme le disait un militant, pour l'instant « tout est en l'air » et on ne peut pas parler de perspectives qui aient été partagées dans le réseau ou esquissées par un groupe ou l'autre. Nous ne sommes pas encore sortis du silence sur la question nationale. Mais du même souffle il faut dire [100] aussi que tout est dans l'air avec l'approche d'élections provinciales, la démarche constitutionnelle fédérale et surtout les signes avant-coureurs d'une aggravation de la crise économique pour les classes populaires au moment où les bourgeoisies se réorganisent.

On ne peut songer à mobiliser sur une défaite et on peut prévoir aisément que la relance de l'action se fera davantage sur la question des conditions de vie des travailleurs. La récession nord-américaine engendre la hausse des taux d'intérêt et du chômage sans endiguer l'inflation. Ceux qui doivent renouveler l'hypothèque sur leur maison comme ceux, plus nombreux encore, qui dépendent, avec leur faible revenu, du crédit à la consommation sont durement touchés par la montée de l'argent. La « normalisation » d'un taux de chômage autour de dix pour cent se traduit par des tensions excessives sur l'existence quotidienne de nombre de familles. La perte constante du pouvoir d'achat qui résulte d'un ajustement des salaires inférieurs à la hausse du coût de la vie incite pour boucler le budget à la recherche du double emploi, souvent à temps partiel avec ce que ça implique de droits non reconnus. Autre effet de la récession, les fermetures d'usines suite au déménagement des entreprises d'une province ou d'un pays à l'autre ou au déplacement des capitaux d'un secteur à un autre : des collectivités entières sont touchées comme ce fut le cas à Port-Cartier avec I.T.T. et comme cela risque d'arriver à tout le secteur du textile.

Ces contraintes économiques forcent tous les travailleurs à se « serrer la ceinture », mais cela devient dramatique quand la serrure est déjà au dernier trou comme c'est le cas des bénéficiaires d'aide sociale, de rentes ou de pensions diverses qui reçoivent moins que le minimum vital. Les classes populaires sont contraintes à l'action défensive, d'autant plus que les lois qui se proposent de les protéger sont bourrées de trous savamment ménagés ou scientifiquement découverts par ceux qui n'ont aucun intérêt à ce qu'elles s'organisent en syndicats

et en groupes de défense. Les négociations collectives des dernières années sont significativement caractérisées par l'âpreté des patrons pour retirer des droits acquis, réduire des gains durement gagnés et se ménager des droits de gérance accrus.

Si la question sociale reprend l'avant-scène dans la lutte, ses rapports à la question nationale ne seront pas effacés pour autant. La [101] question nationale demeure un problème non réglé. L'échec du Parti Québécois et de la petite bourgeoisie qu'il rallie, le disqualifie dans son effort de monopoliser les énergies sur cette question. C'est peut-être l'occasion pour les classes populaires de prendre le leadership de cette lutte. Jusqu'ici elle a été hégémonisée par des classes, qui tout en souffrant elles aussi de l'oppression des Québécois, n'ont pas et n'avaient pas intérêt à pousser à bout le processus de libération. Mais cette appropriation populaire de la lutte, qui débouche sur l'instauration du socialisme et, en corollaire, l'affirmation de l'indépendance du Québec est un processus à long terme. Il n'y a d'acquis définis ni sur la question nationale ni sur la question sociale et nous sommes renvoyés à l'action militante au ras de sol qui tisse peu à peu la trame d'un règlement de l'une et l'autre par la rupture avec le système actuel.

Aucun des militants qui entendent lier les deux questions ne se fait illusion sur ce que cela signifie quand on a une frontière commune avec les U.S.A. Une victoire du oui au référendum, malgré toutes les assurances que le gouvernement péquiste a tenté de servir au sud de la frontière, aurait sans doute signifié une montée de la répression. L'actuel marchandage de la conférence d'Ottawa avec ses allures théâtrales et ses manières de roman policier est bien moins inquiétant puisqu'elles se placent loin en deçà des règles actuelles du marché nord-américain. Que pouvons-nous en attendre sinon des accords qui au meilleur ne feront qu'aménager notre oppression ?

4. Une alternative politique ?

Avant l'élection de 1976 plusieurs militants ont été membres actifs du P.Q. La désaffectation s'est faite plus ou moins lentement selon les personnes et pour certains c'est le débat pré-référendaire qui est venu sceller une rupture avec ce parti qui a touché tant de nos cordes sensi-

bles (propreté dans l'administration, nationalisme, etc.). La déception est à la hauteur des attentes, mais il a bien fallu se rendre à l'évidence que le Parti Québécois ne représente pas (pire qu'il n'a jamais représenté) nos intérêts.

Après l'approche des élections la rupture semble encore plus difficile : électoralement ce parti reste le meilleur des pires possibles. Le Parti Libéral du Québec avec son nouveau magistère se pousse [102] tellement à droite pour rallier tout ce qu'il y a de conservateur au Québec, qu'il devient un véritable repoussoir pour les militants. Et à la gauche du P.Q. c'est le vide électoral.

Même sur la question nationale le P.Q. rejoint l'approche fédéraliste. Son projet est sorti tellement affaibli du vote du 20 mai que les témoins semblent tout disposés à le mettre sur la glace et à se ranger dans la catégorie du « bon gouvernement ». Les militants péquistes qui voudraient que le parti réaffirme son option nationale seront probablement mis en demeure de se ranger derrière la bannière électoraliste qu'on leur proposera de déployer. Il leur restera probablement le choix de se radicaliser avec d'autres nationalistes, mais ce sera alors hors du P.Q. Pour les militants de gauche il n'y aurait pas là grand espoir.

Dans une conjoncture aussi bouchée, quelle sera l'attitude des militants ? Au moment des élections il se pourrait bien que certains votent contre le P.L.Q. et que d'autres annulent. Mais ce qui est certain c'est que la perspective d'une organisation de la classe ouvrière devient un besoin plus pressant.

Les plus impatients veulent un « nouveau » P.Q., c'est-à-dire un parti qui, sans rupture, offrirait une alternative à gauche du Parti Québécois. Il n'y a pas à attendre de solution en ce sens pour les prochaines élections, mais il se pourrait bien qu'une éventuelle victoire libérale entraîne une marche forcée dans cette direction.

Le courant cependant qui pourrait bien avoir le plus d'avenir c'est celui qui, considérant que le moment n'est pas venu de concrétiser une alternative politique en termes de parti, choisit de développer des mouvements sur le terrain, de travailler avec les gens dans les luttes que susciteront les mesures des gouvernements pour la gestion de la

crise, tout en poursuivant l'analyse amorcée dans la période pré-référendaire. Quelles organisations en naîtront ? Comment s'articuleront-elles avec les organisations sectorielles des classes populaires ? Le débat est ouvert et les militants chrétiens auront à s'aligner comme les autres dans les groupes politiques qui se forment.

[103]

L'IMPASSE.
Enjeux et perspectives de l'après-référendum.

Chapitre III

PERSPECTIVES POLITIQUES

[Retour à la table des matières](#)

[104]

[105]

Chapitre III
PERSPECTIVES POLITIQUES

TEXTE 1

**“L'APRÈS-RÉFÉRENDUM...
UNE PERSPECTIVE ANARCHISTE.”**

par
Dimitri ROUSSOPOULOS

[Retour à la table des matières](#)

Après avoir, pendant plus de quinze ans, appuyé le courant favorable à ce que le Québec devienne une société indépendante et différente du reste de l'Amérique du Nord, je dois admettre, avec d'autres, que le référendum s'est non seulement avéré l'antithèse de ce qui l'avait précédé, mais qu'en plus, il avait la saveur d'une machination vide de sens.

L'heure décisive de l'histoire du Québec n'a pas encore sonné. Tant du point de vue de la question nationale que de la question sociale.

L'ensemble de la Gauche s'entend sur le fait que le P.Q. ne représente ni une vision, ni même un potentiel, pour une libération aussi bien nationale que sociale. Cependant, face au P.Q. la Gauche ne dispose d'aucune solution de rechange. L'optique qu'elle est capable d'offrir n'est tout au plus qu'un reflet inversé de celle du P.Q., sans rien qui puisse enflammer l'imagination populaire.

La question a déjà été posée : faut-il privilégier l'instauration du socialisme par rapport à l'indépendance ou vice-versa ? Mais de quelque manière que l'on pose la question, le problème demeurera entier

tant que la Gauche québécoise définira l'indépendance et le socialisme en termes traditionnels.

Il s'impose de réexaminer ces deux concepts afin de leur donner une définition contemporaine tout en nous basant sur l'expérience historique.

La signification accordée aux concepts de socialisme et d'indépendance sur la scène politique québécoise laisse beaucoup à désirer. Alors que le problème de l'indépendance a été abordé à la lumière d'événements survenus dans le Tiers-Monde, la polémique sur le socialisme s'est appuyée sur des situations prévalant tant en Europe que dans le Tiers-monde. Cependant, au cours des vingt dernières années l'évolution [106] de la société, en particulier celle des sociétés capitalistes avancées dont le Québec fait partie, a défriché un terrain totalement neuf pour le projet révolutionnaire.

Jusqu'au début des années cinquante, la Gauche était dominée sur le plan mondial, et ce aussi bien idéologiquement que politiquement, par le Marxisme-Léninisme, d'une part, et par la Social-Démocratie de l'autre. C'était alors la tendance socialiste autoritaire *dure* des partis politiques qui s'alignait sur Moscou, et le socialisme autoritaire *modéré* des partis sociaux-démocrates de certains pays occidentaux. Les années cinquante devaient voir s'effriter cette hégémonie idéologique.

Le Marxisme-Léninisme fut victime de violentes convulsions au nombre desquelles il faut citer la critique du Stalinisme lors du XXe congrès du Parti Communiste de l'URSS, la Révolution hongroise de 1956, le Printemps de Prague et l'invasion de la Tchécoslovaquie qui s'ensuivit en 1968, les révoltes et grèves en chaîne qui secouent la Pologne depuis le début des années soixante-dix.

La Social-Démocratie de son côté se discréditait par la manière dont elle exerçait le pouvoir d'État en Grande-Bretagne, en Allemagne de l'Ouest, au Canada et ailleurs. L'incapacité de proposer une solution de rechange à l'impérialisme américain, que ce soit durant la guerre froide, face au militarisme rampant de l'OTAN, à la guerre au Viet-Nam ou à l'entente des super-puissances qui exploitent le Tiers-Monde, et que ce soit sur le plan intérieur, l'inefficacité des programmes sociaux destinés dans ces pays à corriger l'injustice et l'horreur du capitalisme, d'autre part, tout ceci devait condamner les sociaux-démocrates à aider malgré eux le système qu'ils dénonçaient.

Ce processus de dissolution de l'hégémonie idéologique sur le plan intellectuel devait avoir comme conséquence importante l'apparition d'une nouvelle Gauche. Celle-ci devait très vite défier la vieille Gauche traditionnelle sur son propre terrain, en visant à fonder un Marxisme indépendant en Angleterre, en France ou en Italie, ou en élaborant un projet de plus grande envergure comme aux États-Unis, au Canada, en Australie et au Japon. Une floraison de revues virent le jour tandis que nombre de conférences étaient données faisant émerger à la fois une [107] critique de l'histoire récente du mouvement socialiste et une recherche de voies nouvelles.

Le début des années soixante vit naître une nouvelle orientation sociale au sein de la jeunesse. Elle élaborait et appliquait nombre d'idées qui défiaient plus encore les formes et le contenu des socialismes traditionnels marqués au sceau du Marxisme-Léninisme et de la Social-Démocratie. Ce vaste mouvement social débordant des limites érigées par la vieille Gauche fut à l'origine des organisations de déshérités, de regroupements de locataires, de la démocratie directe dans les écoles, etc. Il fut aussi à l'avant-garde d'une grande action anti-guerre qui devait jouer un rôle important dans nombre de pays. Caractérisée par une méfiance vis-à-vis des partis politiques et cherchant par ailleurs à instaurer et à appliquer la démocratie directe, la nouvelle Gauche devait sans cesse élaborer de nouvelles formes d'organisation sociale. Qu'elles soient désignées comme collectifs, communes ou groupes d'affinités, ces formes d'organisation avaient fondamentalement en commun une pratique non hiérarchique et anti-autoritaire ¹⁵.

Les activités de ce projet social issu de la nouvelle Gauche s'inscrivaient sans le savoir dans une autre vieille tradition socialiste. Extrêmement marquant jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, ce mouvement a perduré dans certains pays jusqu'à l'aube de la seconde, y jouant un rôle important. Victime de la mythologie entourant Octobre 1917, il a subi les efforts conjugués, visant à le détruire et à le faire oublier, des Marxistes-Léninistes et de leur Troisième Internationale, comme de la Seconde Internationale social-démocrate. Le mouvement et la tradition dont il est question ici vont de Anton Pannekoek, Hermann Gorter, Karl Korsch (qui étaient Communistes de tendance

---

¹⁵ Voir *Root and Branch : The New Left in the 1960s and the 1980s* de Dimitri Roussopoulos dans *Our Generation*, Vol. 14, No. 2.

conseilliste proposant des formes d'organisation différentes d'un parti bolchévique tout en demeurant Marxistes) aux anarchistes. L'anarchisme peut être considéré comme l'aile la plus radicale de cette tradition socialiste anti-autoritaire, souvent qualifiée de socialisme libertaire ou auto-gestionnaire.

La tendance Marxiste ainsi bien que social-démocrate de la vieille Gauche au Québec ne pouvait échapper à l'effritement dû à la crise internationale de l'hégémonie idéologique. Le début des années soixante vit, concurremment à l'éclosion d'un nouveau courant nationaliste, [108] défiler un cortège de tiers-mondismes suivi de près par tous les raffinements du marxisme auxquels devaient succéder toutes les formes les plus vulgaires du néo-marxisme-léninisme.

Mais tout au long des années soixante le nouveau mouvement social au Québec érigea les fondements d'une nouvelle praxis visant à faire face aux dures réalités de la vie quotidienne dans une société néocapitaliste. Dans le monde du travail, les syndicats, confrontés à une série de grèves et d'événements politiques importants, subirent une radicalisation rapide. Au même moment les quartiers devenaient le foyer d'importantes luttes urbaines ayant pour but l'organisation des pauvres, des locataires, d'usagers de divers services municipaux et sociaux.

Une interaction bénéfique liait le mouvement social à l'approche nationaliste et dans certains domaines les deux se recoupaient de façon continue.

Ce courant libertaire plonge ses racines très loin dans l'histoire du Québec. À la fin du XIX^e siècle déjà, les idées anarchistes de Pierre-Joseph Proudhon bénéficiaient d'une certaine audience à Montréal. Des témoignages nous signalent la présence des travailleurs canadiens-français, avant la Première Guerre mondiale, arborant le drapeau noir des anarchistes lors des manifestations du premier mai. Ici comme dans d'autres pays, ces faits auxquels s'ajoutent d'autres indices du même type trouvaient un terrain propice au sein d'un peuple à la recherche de la liberté. Durant l'entre-deux-guerres, les minorités non francophones s'intéressèrent aux formes de socialisme libre, et des figures marquantes de l'anarchisme, telles Emma Goldman ou Rudolf Rocker, attiraient une assistance nombreuse en participant à des réunions à Montréal. Albert Saint-Martin, pionnier du socialisme au

Québec était très proche de ces cercles et fut particulièrement influencé par le socialisme libertaire.

Les idées libertaires et anarchistes ont été très vivaces dans les cercles culturels québécois depuis la Seconde Guerre mondiale ; l'on pense ici à des artistes tels Émile Borduas, Claude Gauvreau, Henri Mousseau, Armand Vaillancourt, Janou Saint-Denis, Denise Boucher et aussi nombre de ceux qui fréquentaient avec eux les cafés de la rue Clark dans les années cinquante.

[109]

« Sans tomber dans le messianisme... notre seule chance de survie au point de vue économique et culturel est de parier pour une utopie socialiste, dans le sens d'un projet global qui orienterait notre action vers une image idéale du futur.

Société industrielle avancée, le Québec pourrait plus que bien d'autres pars se rapprocher de ce rêve permanent des travailleurs qu'est le contrôle non seulement de l'État mais encore de la région, de la municipalité, de l'entreprise par la majorité de ceux qui y habitent ou y travaillent et non par une minorité de possesseurs de capitaux. »

Gabriel Gagnon, « Les voies de l'autogestion »
Parti Pris, Vol. 4, No 7/8, Mars-Avril 1967.

Il est important de ne pas perdre de vue qu'au cours des années '60 et '70 les idées anti-autoritaires ne furent pas développées de façon consciente par les éléments de la nouvelle Gauche participant aux luttes urbaines ou communautaires ou impliquées dans le mouvement ouvrier. Intuitives et instinctives, ces tendances résultèrent de réactions dictées par le bon sens face à la faillite et au dogmatisme de la vieille Gauche, d'une part, et à l'expérience fructueuse des nouveaux activistes, d'autre part. Cette nouvelle génération ne savait rien ou presque des origines ou de l'histoire de ces idées, aussi bien au Québec que dans d'autres cultures. Peu nombreux étaient ceux qui dans un passé récent s'étaient identifiés comme anarchistes, et il y avait encore moins de cercles anarchistes. Il s'agissait surtout d'une attitude face à la vie quotidienne caractérisée par un ensemble de réactions sociales, mais ne constituant cependant pas une philosophie sociale globale. Par

conséquent nombre de ces actions et idées anti-autoritaires pêchaient par manque de clarté et ne faisaient pas preuve de la vigueur qui leur est coutumière en général. Néanmoins les concepts libertaires, même de façon incomplète et variée, demeurèrent vivaces. Dans bien des cas des formes comme l'autogestion par exemple, qui ne fait qu'un avec l'anarchisme, ont été, à cause de leur référence à la liberté, récupérées par les sociaux-démocrates et les marxistes qui ont inévitablement fini par les fausser.

Au cours de la décennie, le mouvement anti-autoritaire a pris de nouvelles proportions grâce à l'apparition des mouvements féministe, écologiste et homosexuel. Là encore l'on condamnait non seulement l'exploitation sous ses aspects les plus variés, mais aussi la *domination*. Tout au long des vingt dernières années, et particulièrement au cours [110] des quatre dernières, depuis que le P.Q. détient les rênes du pouvoir, l'État a été la cible d'attaques de la part du mouvement social, des féministes, des écologistes et des syndicalistes de la base. Non seulement ceux-ci se sont aperçu de l'incapacité de l'État à résoudre la crise sociale, mais il leur est apparu clairement que la logique de l'État le pousse à ne trouver de solution que dans une croissance accrue, source supplémentaire de bureaucratie centralisée et impuissante.

Les années '70 virent aussi naître au Québec une contre-culture qui non seulement remettait en question les fondements mêmes de notre société, mais du même coup affaiblissait toute autorité existante. Cette option culturelle marqua profondément la vision sociale de la nouvelle génération ¹⁶. Elle est partie intégrante d'un vaste élan d'ouverture qui, de pair avec les mouvements radicaux plus politiques dans les quartiers, parmi les femmes, les écologistes et les syndiqués, précède un bouleversement socio-politique de grande envergure. De *Mainmise* au *Temps Fou*, du Parti Rhinocéros à l'éventail des innombrables publications de quartier, de postes radio communautaires, de réseaux de vidéo ou de publications en passant par l'expérience de nouvelles formes de vie communautaires en ville comme à la campagne, les nouveaux modes d'expression artistiques (de la poésie à la poterie) font une fois de plus subir à l'ordre des choses bourgeois et à la vieille gau-

---

¹⁶ *La contre-culture au Québec* de Paul Chamberland, Dossier-Québec (Livre-dossier Sheck, no 3, 1979).

che la critique de la pratique. Sonia « Chatouille » Côté, candidate du Parti Rhinocéros résume admirablement cette vision sociale lorsqu'elle déclare : « Je ne veux pas de pouvoir, pas de leader, je veux du plaisir, je veux que les gens sortent d'eux-mêmes, qu'ils laissent tomber les carcans de la société, je suis pour la marginalité, mais une marginalité élargie qui finalement s'infiltré dans toute la Société. » ¹⁷.

La crise des vieilles orthodoxies est à son comble. À gauche, l'histoire du NPD ainsi que le réformisme tiède du P.Q. ont démontré, s'il le fallait, le vide de la social-démocratie. Quant aux sectes marxistes-léninistes, complètement discréditées par leur opportunisme, les bouleversements en Chine et en Europe de l'Est, l'invasion du Cambodge par le Viet-Nam et les attaques chinoises subies par ce dernier, elles stagnent, immobilisées par l'opposition populaire à laquelle elles se heurtent tant au sein du mouvement social que du mouvement ouvrier.

Au Québec nous avons néanmoins ceux qui tentent d'assouvir [111] leurs propres appétits en faisant appel aux vieux programmes socialistes qui vise l'accès au pouvoir dans un État national par la mise sur pied de partis sociaux-démocrates suivant la vieille route usée de l'électoratisme parlementaire. Les tristes résultats du NPD en Saskatchewan, au Manitoba et en Colombie-Britannique ne suffisent pas à ce Club restreint de 100 notables de gauche. De telles tentatives sont vouées à l'échec en Amérique du Nord, tout comme le désir chimérique que caressent les dirigeants du Centre de Formation Populaire de suivre une voie eurocommuniste ou eurosocialiste pour changer la société, en imposant des réformes édictées du sommet par le biais de l'État. Le drame du socialisme par en haut qui s'oppose au socialisme par la base continuera donc au Québec. Mais les vingt dernières années constituent un tournant dans ce conflit qui est maintenant ouvert et identifiable.

Quoiqu'il ne soit possible ici, lorsqu'il est fait mention du nouveau mouvement social, de n'en décrire que les grands traits, ceci ne signifie pas qu'il soit exempt de contradictions nombreuses. Parmi ces faiblesses il faut souligner l'ambivalence fondamentale entre ce qu'il représente globalement et ses perspectives d'avenir. Cette ambivalence est due à une inconscience de cette orientation par rapport au potentiel radical intrinsèque qui est le sien, comme il fut celui de ses prédéces-

---

¹⁷ *Le Devoir*, 26 mai 1979, interview de Natalie Petrowski.

seurs antiautoritaires au long de l'histoire. Il en découle des stratégies manquant parfois de clarté : c'est le cas des écologistes désireux de fonder un parti écologique. Cela entraîne aussi une confusion des attitudes et des stratégies face au pouvoir politique. Néanmoins il est significatif que, contrairement à la vieille Gauche, ces nouveaux courants sociaux aient influencé des milliers de personnes en remettant en question les véritables fondements de la société bourgeoise.

À partir du milieu des années '70, l'on commence à répandre au Québec un grand nombre des nouvelles valeurs sociales issues des récents mouvements de contestation face à la question nationale. Le consensus existant au sein du mouvement nationaliste commença à se lézarder rapidement après l'accession du P.Q. au pouvoir. Le travail de pionniers de Jean-Yves Soucy, Jacques Mascotto et Louis Leborgne sur la question nationale donna le ton. Leur étude critique des insuffisances du marxisme-léninisme pour saisir la question nationale permit de dissiper beaucoup de mythes importants. Le cheminement rigoureux [112] suivi par Soucy et Mascotto devait les mener, comme beaucoup d'autres intellectuels, à abandonner le marxisme de façon implicite dans leur dernier ouvrage. Spécialiste, elle aussi de la question nationale, Nicole Frenette avance dans son dernier ouvrage l'hypothèse capitale selon laquelle le projet de libération nationale s'est vu sérieusement altéré *par un recours et un usage dangereux de l'État*. Cette fixation sur l'État a d'après elle, mutilé les aspirations de toute une génération œuvrant pour l'établissement d'une société indépendante. L'empire du marxisme considéré par les intellectuels universitaires comme la seule tradition révolutionnaire commence à décliner dans le domaine hypersensible de la question nationale. Le récent référendum a témoigné par ailleurs d'un autre schisme sans précédent parmi les tenants d'un Québec indépendant. Les nombreux « mais oui », « absentions » et « votes annulés » indiquent, que pour la première fois, une importante minorité de Québécois éprouve des doutes quant à l'avènement d'une libération nationale par le haut.

L'anarchisme et la question nationale

Les anarchistes ont de tout temps été les défenseurs de la diversité au détriment de l'homogénéité sur le plan culturel. C'est pourquoi le mouvement anarchiste a toujours appuyé l'autonomie et l'autodétermination culturelle et nationale. Puisque pour les anarchistes, les régions et nations culturelles devraient choisir de se libérer en toute liberté, il s'ensuit que ces mêmes unités devraient avoir acquis le droit de quitter toute association à volonté. Dans leur lutte en faveur des opprimés, les anarchistes distinguent non seulement la minorité capitaliste des masses travailleuses et paysannes, comme les autres socialistes, mais en outre ont la particularité d'établir une distinction entre l'État et le peuple ou la nation. Comme le dit le proverbe : « Quoique tous les anarchistes soient socialistes, tous les socialistes ne sont pas anarchistes ».

Ainsi en 1848, Michel Bakounine, qui fut l'une des figures marquantes de l'anarchisme, saluait l'éveil des nationalités comme une forme de libération importante. Il écrivit à ce sujet : « D'une part il y a la question sociale et d'autre part il y a la question de l'indépendance de toutes les nations, l'émancipation des peuples qui signifient l'émancipation [113] de l'intérieur et de l'extérieur... Tout le monde a compris que la liberté n'est qu'un leurre lorsque la vaste majorité de la population se voit réduite à une vie misérable, où privée d'éducation, de loisirs et de pain, elle n'est destinée qu'à soutenir les puissants et les riches. L'on a compris de la même façon que tant qu'il demeurera une nation persécutée ... le triomphe décisif et complet de la démocratie ne sera possible nulle part. L'oppression de l'un est l'oppression des autres, et l'on ne peut violer la liberté de l'un d'entre nous sans violer celle de tous. » ¹⁸

Par ailleurs pour Bakounine la nationalité ne devait être considérée que subordonnée au principe suprême de liberté ; en effet, élevée au-dessus de ce dernier elle aurait pu séparer les individus et aurait pu menacer la liberté. C'est en partant de ce point de vue qu'il critique Mazzini et son mouvement visant l'unification de l'Italie. Il soutenait

---

¹⁸ *Appeal to The Slavs* dans Bakounine or Anarchism édité par Sam Dolgoff (Black Rose Books, Montréal).

qu'en Italie avait soufflé l'esprit spontané et libre du peuple italien et que c'était grâce à lui qu'avait été renversé et chassé l'oppresseur étranger – et c'était là une nécessité naturelle, identique au concept de liberté : « il avait abattu les gouvernements despotiques qui, indépendants les uns des autres mais soumis à l'emprise étrangère de l'Autriche, avaient arbitrairement divisé la nation italienne – et c'est ce qui devait être accompli pour restaurer l'unité libre et vivante de l'Italie. » ¹⁹ Mais les meneurs du mouvement italien étaient étatistes et au cours du processus de libération, la liberté véritable de l'Italie avait été étouffée par la création d'un nouvel État pour remplacer les anciens : « Mazzini n'avait pas compris qu'il n'y a rien de commun entre l'union spontanée et libre des forces vivantes d'une nation et leur concentration artificielle, mécanique et forcée dans la centralisation politique de l'État unitaire ; et c'est pour avoir confondu et identifié ces deux choses si contraires qu'il n'a pas été seulement le promoteur de l'indépendance de sa patrie, mais qu'il est devenu en même temps, bien malgré lui sans doute, celui de son esclavage actuel... » ²⁰

Plutôt que d'encourager le développement de l'esprit populaire d'unité nationale par la libre fédération des régions organiques d'Italie, l'État unitaire l'écrase dans l'œuf en imposant une unité oppressive d'en haut. Bakounine ne croyait pas, contrairement à Mazzini que le remplacement de la monarchie par une république puisse modifier cet [114] état de fait. Indifférent aux besoins réels du peuple, qu'il soit monarchique ou républicain, l'État perpétue le système économique générateur d'injustices sociales privant ainsi le peuple de sa véritable libération en étouffant l'esprit d'unité populaire. Le patriotisme étatique est d'abord et surtout la passion de la classe dirigeante et évolue vite pour celle-ci vers un amour immodéré de l'autoritarisme enchâssé dans l'État qui demeure aussi implicitement qu'explicitement hostile à la nation elle-même.

Pour Pierre Kropotkine, théoricien anarchiste lui aussi, il y a une différence profonde entre la nation et l'État. Il considérerait qu'une nation comprend *tous* les gens liés à un environnement géographique particulier et il en envisageait l'organisation autonome sans interven-

¹⁹ *Michel Bakounine et l'Italie 1871-1872* (Archives Bakounine, Éditions Champs Libre) partie 1, pp. xxi-xxii.

²⁰ *Ibid.*, p. xxxiv.

tion de l'État, D'autre part l'État ne pouvait selon lui, et ce, quel que soit le type de gouvernement, que tendre vers la centralisation qui le caractérise et en faire cet appareil au moyen duquel *une partie* du peuple opprime la majorité, non dans l'intérêt de la nation, mais de la classe dominante.

Pour Kropotkine, « il ne peut y avoir aucun véritable progrès économique et aucune évolution n'est possible tant que ne sont satisfaites les aspirations à l'autonomie. » Ces anarchistes affirment parmi d'autres que chaque nation doit être totalement libre et c'est librement qu'elle doit se joindre à une union, fédération ou confédération. C'est bien entendu le même respect de liberté qui doit présider à la séparation de nations les unes des autres ou de toute association. Il faut aussi que toutes ces relations demeurent fonctionnelles ²¹.

Si nous acceptons de définir une nation comme une société ayant une culture dominante rien ne peut mieux illustrer le contraste entre nation et État selon la thèse anarchiste que la comparaison de l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud. Contrairement à ce qui est fréquemment affirmé, l'État-nation n'est pas le fruit d'une évolution organique mais est bien plutôt une création artificielle de l'État imposé d'en haut et de façon mécanique sur divers groupes humains. En Amérique du Nord les États-Unis ont réussi à unifier au sein d'un puissant État-nation les territoires s'étendant du Mexique au Canada et d'un océan à l'autre. Le processus bénéficie de nombreux facteurs favorables, mais il est remarquable qu'il se soit déroulé bien que les États-Unis fussent peuplés du plus vaste mélange de peuples existant, [115] venant de tous les pays d'Europe, d'Afrique et des autres continents, d'où leur surnom de « melting-pot ».

De leur côté l'Amérique Centrale et l'Amérique du Sud se divisent en seize États-nations différents, et ce, en dépit de relations ethniques incomparablement plus proches qu'aux États-Unis et d'une langue commune, si l'on excepte le portugais parlé au Brésil et les dialectes autochtones. Mais l'évolution politique y fut différente. Simon Bolivar, « libérateur » de l'Amérique latine sous le joug espagnol, ne put réaliser son rêve d'un État couvrant l'Amérique du Sud tout entière. Il se heurta aux dictateurs et militaires ambitieux tels Prieto au Chili,

---

²¹ Bakounine, Kropotkin, *The Anarchist Movement* de Jean Caroline Cahn dans *Socialism and Nationalism* (Spokesmen 1978).

Gamarra au Pérou, Flores en Équateur, Roses en Argentine qui lui résistèrent par tous les moyens.

L'appétit de pouvoir de petites minorités ou chez des individus a eu pour résultat la création de nombreux États-nations qui, au nom de l'intérêt et de l'honneur national, se livrent une lutte permanente. Si les événements s'étaient déroulés d'une façon similaire dans l'hémisphère Nord il y aurait aujourd'hui des Californiens, des Michiganais, des Kentuckiens répartis en États-nations rivaux. Rien ne démontre mieux combien l'existence d'un État-nation ne découle que de pouvoirs politiques.

La Culture et l'État-nation

La culture ne repose ni sur la force brutale ni sur une foi aveugle dans une autorité ; son existence se fonde sur la libre acceptation de tout ce qui résulte d'efforts conjugués destinés à assurer le bien-être spirituel et matériel. L'élément déterminant est dans ce cas le besoin naturel et non un diktat aveugle émis d'en haut par une bureaucratie culturelle. Et c'est pourquoi, à chaque période historique, la culture a coïncidé avec l'association volontaire et la fusion des divers groupes humains ; en fait, il s'agit là de deux facteurs complémentaires. Seule la détermination volontaire, qui ne surgit en général qu'inconsciemment, parvient à unir des peuples de cultures différentes dans leurs efforts visant à produire de nouvelles formes d'expression culturelle.

La situation n'est pas sans rappeler celle d'un individu qui s'absorbe dans la lecture d'un auteur étranger qui lui ouvrirait de nouveaux horizons et lui élèverait l'esprit. Personne ne l'oblige à lire le [116] livre ni à subir l'influence des idées qui y sont exposées. Le lecteur subit l'influence intellectuelle jusqu'à ce que celle-ci s'efface éventuellement devant celle d'un autre auteur. Rien ne le contraint à une décision qui serait contraire à sa nature. L'influence est fonction du plaisir procuré par le livre. C'est la source de toutes les influences culturelles réciproques.

Cette assimilation naturelle, volontaire, se produit sans surveillance car elle résulte des exigences personnelles des individus et correspond à leurs expériences. Le processus culturel se déroule avec d'au-

tant moins de heurts ou d'accrochages au sein de régions ou de nations culturelles, qu'entre ces unités il y a moins d'interventions politiques.

Le célèbre anarchiste Rudolf Rocker analyse brillamment dans son œuvre monumentale « Nationalisme et culture » le fait que les cultures les plus marquantes de l'histoire furent locales et régionales. S'appuyant sur de nombreux exemples qui corroborent sa thèse, il démontre que dans tous les cas il s'agit de cultures dont la grandeur est issue de la base et où l'influence étatique est la moins sensible. Il écrit en décrivant la culture de la Grèce antique que « Chaque cité avait ses poètes et chanteurs et on trouve difficilement au cours des siècles un autre moment et un autre lieu que les petites communautés grecques, où un nombre aussi considérable de poètes et de penseurs firent leur apparition dans un pays aussi petit et en relativement si peu de temps. » Il remarque que les Grecs ne dissociaient pas l'art de leur vie quotidienne, car ils avaient compris les liens qui unissaient l'art à la vie : aussi ce dernier constituait-il le véhicule privilégié de tous les aspects de leur vie personnelle et sociale. Rocker continue son analyse en démontrant par une étude approfondie que l'unité nationale et l'unité politique, aujourd'hui considérées comme d'indispensables principes au développement de la culture d'un peuple, étaient inexistantes en Grèce. La Grèce de l'Antiquité ne connut jamais ni l'unité nationale, ni l'État-nation et lorsqu'au crépuscule de son histoire elle se vit imposer une unité politico-nationale la culture devint stagnante.

Les Grecs étaient unis par leur culture commune qui s'exprimait partout sous des aspects multiformes, et ce, bien plus fort qu'ils n'auraient pu l'être par un lieu étatique et national artificiellement forgé [117] pour lequel aucun Grec n'éprouvait d'intérêt et dont l'essence même devait leur demeurer étrangère.

L'existence d'une telle civilisation ne pouvait être le fruit que d'une décentralisation politique (soit de la division de la Grèce en des centaines de communautés) dont l'absence d'uniformisation favorisait constamment l'éveil des esprits, avides de découvrir de nouveaux aspects de la culture et de sa diversité.

La Grèce n'est qu'un exemple symbolique, et son histoire ne constitue qu'un cas parmi tant d'autres. De la même manière en effet, la civilisation romaine et celles qui lui ont succédé, ont prouvé (comme le démontre Rocker) que moins l'État est présent dans un peuple, plus

riches seront les formes de la vie culturelle de celui-ci ; par contre, plus l'autorité est affirmée, plus le niveau de culture intellectuelle et sociale d'une société baisse parce que les pulsions créatrices naturelles sont étouffées.

Vaste entité géographique, le Québec abrite des cultures régionales fort différentes, mais liées par une histoire et des expériences communes. La culture ne se fabrique pas, elle croît de l'intérieur et est la somme des diverses activités humaines qui la composent. La langue n'est pas une institution à part des autres, régie par des lois qui lui sont propres : elle est le mode d'expression d'êtres humains unis par des liens sociaux. Elle varie suivant le mode de vie, tant social qu'intellectuel, elle reflète une région donnée et en dépend très fortement. C'est pourquoi, riche d'un grand nombre d'expériences et de perceptions régionales, la langue québécoise est si diversifiée. En effet si le langage est l'expression de la pensée humaine, il ne s'agit pas, contrairement au point de vue répandu à cet égard, d'un mécanisme purement individuel, mais plutôt d'un processus continuellement soumis au dynamisme et à l'influence du milieu social. Ainsi la langue française se trouve-t-elle enrichie non seulement du fait de facteurs culturels proprement québécois, mais encore grâce à la naissance de mouvements sociaux comme les mouvements féministes et écologiques. La pensée des individus reflète non seulement leur environnement, mais aussi l'ensemble des relations qui les unissent. Le caractère éminemment social de la pensée et du langage est indéniable, car il s'agit là de deux phénomènes fonctionnels. Et pourtant l'État tente souvent d'uniformiser notre langue de [118] façon stérile. Qui comprenait Rabelais, en France, cent ans après sa mort ? Et les Français contemporains doivent avoir recours à un dictionnaire particulier pour comprendre ce grand humaniste. Depuis sa création en 1629, l'Académie française s'est imposée en gardien sévère de la langue française et a consacré toute son énergie à débarrasser cette dernière de ses expressions populaires. Ce mécanisme, considéré à tort comme un processus de « raffinement du langage », a en fait privé la langue de son originalité et l'a courbée sous un joug de despotisme aristocratique, dont elle s'est violemment libérée par la suite. Fénelon, Racine et Diderot ont protesté face à cet état de choses.

Mais les défenseurs de l'idéologie nationale-étatiste maintiennent le point de vue suivant lequel la nationalité constitue une unité natu-

relle interne et permanente, de par sa nature même, et par conséquent inaltérable. Bien qu'ils ne puissent nier que les conditions de vie sociales et culturelles soient inévitablement amenées à se modifier, ils essayent de se sortir de cette impasse en prétendant que de tels changements ne touchent que les aspects extérieurs de la nationalité et non son essence. Toutefois les profonds changements linguistiques occasionnés par la grande Révolution française sont une preuve évidente de l'inexactitude d'une telle position. En effet, cette dernière a fondamentalement transformé la langue française et enlevé aux aristocrates et aux hommes de lettres de salon la suprématie linguistique qu'ils s'étaient arrogée. C'est en fait la révolution qui a enrayé le déclin de la langue. Selon Paul Lafargue, les expressions et les mots nouveaux ont assailli la langue en si grand nombre qu'il aurait fallu traduire les journaux et périodiques de l'époque pour que les courtisans de Louis XIV soient en mesure de les comprendre.

De la même manière, l'histoire et les expériences locales ont profondément influencé les diverses cultures régionales qui se côtoient au Québec. Les autochtones, dans certaines régions, et les immigrants, à Montréal ou dans d'autres centres urbains, ont également contribué à l'enrichissement de la culture québécoise. Il nous reste donc à choisir entre les deux éventualités suivantes : le Québec peut, soit devenir le cadre d'une structure fédérative où les diverses cultures régionales, naturellement unies par des intérêts de type social et communautaire, conserveront leur liberté d'expression, soit créer artificiellement une [119] culture « nationale » prise en main par l'État, au service du capitalisme étatique et de la « tolérance répressive » (pour citer Marcuse).

Comme l'expriment Immanuel Wallerstein et les nouveaux économes, l'ensemble de la planète est dominé par un système capitaliste mondial. Quotidiennement les langues, les organisations économiques et les cultures subissent son influence et se modifient, s'uniformisent sans cesse plus, forgeant une idéologie commune de domination par le biais des structures politiques et économiques. Drapeaux et hymnes peuvent différer mais le processus de nivellement culturel demeure ininterrompu. L'Etat et les corporations économiques constituent les deux grilles primaires grâce auxquelles le système mondial s'autopérpétue. Ses points les plus faibles sont à trouver aux niveaux local et régional, et c'est pourquoi nous avons à repenser de fond en comble le processus de libération sociale et culturelle. Le Québec ne pourra sur-

vivre culturellement comme nation qu'à la condition que se développe un processus de libération qui introduise l'association spontanée et volontaire de diverses forces culturelles et régionales en partant de la base.

L'art et la culture sont au-dessus de l'État, au-dessus de l'État-nation. Lorsqu'il cherche à exprimer une caractéristique durable de la vie d'un individu, d'une collectivité ou d'un environnement, l'artiste éveille inévitablement des résonances profondes chez d'autres et en d'autres lieux. Couleurs et formes d'expression peuvent varier, mais le contenu ou les idées fondamentales en seront souvent identiques. C'est là peut-être le rôle de l'art et de la culture : refléter la diversité et la variété des expressions humaines primordiales. Les formes de ces expressions culturelles sont quant à elles soumises plus profondément soit à des influences locales et régionales, soit à un ensemble de facteurs de provenance lointaine. Les diverses régions culturelles qui forment les États-nations contemporains ont souvent moins en commun que n'en ont des régions culturelles voisinant de part et d'autre de frontières communes.

Néanmoins ce qui semble culturellement commun dans la plupart des nations partageant une histoire et une langue procède beaucoup plus d'une solidarité sociale face à des injustices similaires que de la création d'un État. Croire le contraire n'est que le résultat d'un système [120] éducatif qui pendant des décennies nous a transmis un seul modèle d'autorité suprême, l'Église ou l'État.

On ne dira jamais assez que depuis la mise sur pied de l'État et de l'économie moderne, ceux-ci ont eu pour premier objectif d'affaiblir ou d'éliminer les institutions, les traditions et les libertés locales ainsi que les liens intercommunaux et interrégionaux forgés par la vie authentique de la nation. Nous apprenons tous à garder nos yeux fixés sur le vieux capital. Tous les moyens sont bons pour parvenir à réaliser cet objectif, qui vont de l'intervention violente à la centralisation graduelle de toute autorité politique. Le gouvernement ne signifie jamais l'autogouvernement du peuple par lui-même. Être gouverné signifie pour le peuple qu'il est soumis au joug d'une caste distincte de lui et symboliquement responsable devant lui. L'État quant à lui ne se contente pas d'administrer les choses, comme le souhaitaient les pre-

miers socialistes, mais soumet en outre le peuple à une domination fondée sur des contrôles sociaux.

Et Rocker pose tout de suite la question : comment se fait-il que l'art médiéval ait atteint ses sommets les plus hauts sur la péninsule italienne, divisée en centaines de communautés minuscules – chacune d'elles soucieuse de son autonomie – et non dans un État centralisé ? Et ceci à une époque où la pensée politique était singulièrement en retard sur le développement de la pensée sociale et artistique ? Sa réponse est donnée sans ambiguïté : moins le sens politique d'un peuple est développé plus riche est sa vie culturelle. (Grâce au rôle que jouent les corporations au sein de la communauté médiévale – rôle aussi bien économique que politique, – la vie de la cité échappe et à la misère sociale et à la division profonde qui caractérisent les sociétés « étatisées » et « politisées ».

Dans l'ouvrage qu'il publie en 1937... Rocker s'étend longuement sur les rapports entre l'art et l'État centralisé moderne ; "Pouvoir et culture sont au sens le plus profond du terme, diamétralement opposés, et l'épanouissement de l'un n'est pas concevable sans l'affaiblissement de l'autre. L'appareil étatique puissant est le plus grand obstacle au développement de la culture." Celle-ci ne trouve un terrain véritablement favorable que là où l'État est mourant ou lorsque sa puissance est déjà très fortement ébranlée. L'État est l'œuvre de quelques individus [121] isolés ou celle d'une élite. La culture tire ses origines de la communauté tout entière.

Érigeant l'uniformité en idéal, le Pouvoir est toujours stérile. Dans son désir insensé de réglementer et de contrôler tous les phénomènes sociaux, il est toujours prêt à réduire toute activité humaine à un schéma unique. La culture, elle, est l'élan créateur, l'impulsion formative à l'état nu, à l'affût de formes, d'expressions nouvelles.

L'État est essentiellement statique, voué au maintien du statu quo. La culture est par essence, anarchiste, révolutionnaire. ²² »

---

²² André Reszler, « Anarchisme et décentralisation culturelle » dans *l'Europe en formation*, 163-164, octobre-novembre 1973.

Le fédéralisme révolutionnaire

À l'origine, la structure organisationnelle des syndicats révolutionnaires était de type fédéraliste, cette forme d'organisation des travailleurs étant perçue comme la plus égalitaire et la plus démocratique possible. La structure des syndicats réformistes actuels se base sur une notion déformée de la fédération ou de la confédération. Nos syndicats québécois sont eux aussi dotés de structures de type plus ou moins fédéraliste. Dans les pays où les circonstances ont permis la naissance de syndicats révolutionnaires, le mouvement ouvrier s'est toujours structuré à partir de la base et selon le principe du libre choix. Il est extrêmement important, en effet, de garder à l'esprit que partout où elle s'est efforcée de bâtir ses propres structures, la classe ouvrière s'est invariablement organisée en fédérations.

Fourier, Proudhon, Pi y Margall, Bakounine, Kropotkine et plusieurs autres ont proposé un type de fédéralisme révolutionnaire permettant de restructurer la société à partir de la base, (sous forme de fédérations, de municipalités et régions) et d'entraîner la dissolution de l'État, de telles structures apparaissant comme naturellement aptes à protéger les cultures et les disparités nationales ou régionales. Bien qu'ils aient été en avance sur leur temps, leur analyse reste la plus applicable. La centralisation étatique a pris plus d'ampleur encore qu'à l'époque où ils vivaient, c'est-à-dire au dix-neuvième siècle. Une organisation sociale de type fédératif, soutenue par l'intérêt commun de tous et basée sur le libre consentement de tous les groupes humains, constitue le seul moyen de nous libérer de l'État bureaucratique. L'histoire et les principes organisationnels de certains syndicats québécois, issus de la [122] base, résultent en pratique du fédéralisme révolutionnaire. Mais dans la mesure où les syndicats sont le reflet de l'organisation politique de l'État, ils finissent toujours par se démobiliser quelle que soit la virulence de leur discours anti-capitaliste. Or, plus un syndicat allie au socialisme anti-autoritaire une structure sociale fédérative clairement contrôlée à l'échelle locale, plus les travailleurs qui le composent font preuve d'un militantisme de combat capable d'aller au-delà des normes établies par la société conventionnelle et sont ouverts à de nouvelles perspectives.

Ainsi le fédéralisme révolutionnaire, qui est la formule d'organisation sociale et politique préconisée par les anarchistes et les socialistes libertaires, consiste-t-il en une collaboration *organique* de toutes les forces sociales formant une société donnée pour atteindre un but commun à partir d'ententes librement établies. Loin d'anéantir l'activité créatrice ou d'entraîner un désordre chaotique, un tel fédéralisme permet de rassembler le travail et les efforts de l'ensemble des membres de la société tout en respectant la liberté et le bien-être de chacun. C'est l'unité d'action née de convictions profondes et non de pressions externes qui trouve son expression dans la solidarité de tous. Elle consiste en un esprit de volonté, s'exerçant de l'intérieur vers l'extérieur, qui ne risque pas de s'épuiser dans l'imitation non raisonnée de structures établies fermées à toute initiative personnelle. Tout comme celui de la propriété, le monopole du pouvoir doit disparaître. Il faut se libérer du capitalisme afin de produire pour répondre aux besoins des êtres humains. Il faut se libérer de l'État pour donner jour à une société et une culture fondées sur la liberté.

L'auto-détermination prend sa source dans l'autonomie des individus, des collectivités, des régions et des fédérations de régions. La situation actuelle ne fait que perpétuer la dépendance des individus par rapport à un pouvoir supérieur, source de toutes les entraves religieuses, idéologiques et politiques qui nous enchaînent au passé et nous condamnent à l'atrophie culturelle et à la guerre.

Notre avenir et le socialisme autogestionnaire

Au cours des vingt dernières années, le Québec a été témoin non seulement d'une importante prise de conscience anti-capitaliste, mais [123] aussi d'une prise de conscience anti-autoritaire, tant dans les quartiers populaires de nos grandes villes qu'au sein de la classe ouvrière syndiquée, et plus particulièrement de la jeunesse. Mais ce n'est que depuis l'accession au pouvoir du P.Q. qu'une prise de conscience clairement anti-étatiste a vu le jour.

Au cours de cette même période, l'autorité prédominante de l'Église s'est trouvée minée et la valeur éducative du système scolaire profondément remise en question. De plus, la jeune génération s'est éloi-

gnée des valeurs bourgeoises, dont la famille traditionnelle et le mariage. Le régime péquiste a non seulement été témoin d'une remise en question de la légitimité de l'État, mais fait aussi l'objet de critiques croissantes quant à ses réalisations. Confrontés à la réalité de la bureaucratie et du pouvoir centralisé, bien des individus sont arrivés à la conclusion que l'exploitation capitaliste et l'autorité dominatrice de l'État sont deux éléments étroitement liés et même indissociables.

Le mouvement anti-autoritaire se manifeste particulièrement par la remise en question des partis politiques comme véhicules de changements. Ainsi les partis marxistes-léninistes, continuellement en lutte les uns contre les autres pour conduire la classe ouvrière vers une nouvelle forme de dictature, sont immobilisés par la réponse populaire libertaire qui leur est opposée.

Le mouvement anti-autoritaire dépasse le cadre du mouvement anarchiste et englobe : les militantes du mouvement féministe qui condamnent non seulement le patriarcat mais aussi toute forme d'autorité à leur égard ; les écologistes qui non seulement dénoncent le pillage auquel la société capitaliste soumet notre environnement, mais sont en outre conscients qu'il est inutile d'accroître le nombre des lois et des inspecteurs gouvernementaux, alors que l'État collabore par ailleurs à diverses formes de destruction écologique ; les travailleurs syndiqués qui refusent de considérer la formation d'un syndicat unique au Québec et la création d'un parti ouvrier ou socialiste comme des solutions réalistes au problème de l'exploitation de la classe ouvrière ; les groupes de citoyens qui, dans différents quartiers, refusent de renoncer à leurs projets d'entraide et d'autonomie en matière de logement, de droits des locataires, de droits de regard sur la circulation et les espaces [124] verts, de garderies et de services communautaires, et ce, même face à l'infiltration marxiste-léniniste au sein de leurs groupes.

La prise de conscience anti-autoritaire et fondamentalement libertaire née des expériences individuelles évolue progressivement vers un mouvement organisé en faveur du socialisme autogestionnaire. Les conditions qui régissent notre société et les expériences vécues au cours des vingt dernières années constituent les pressions formatrices qui permettront à ce potentiel de se transformer en une force sociale consciente d'elle-même.

Dans leur ouvrage intitulé « La Conjoncture au Québec au début des années '80 : les enjeux pour le mouvement ouvrier et populaire », Désy, Ferland, Lévesque et Vaillancourt remarquent à juste titre que le mouvement ouvrier s'articule autour de trois grandes tendances : le marxisme-léninisme, la social-démocratie et l'anarcho-syndicalisme. Toutefois leur compréhension de l'histoire et de la théorie anarcho-syndicaliste est très restreinte. Contrairement à ce qu'avancent ces auteurs, l'anarcho-syndicalisme *n'est pas* une position défensive.

Les syndicats sont au nombre des rares organisations émanant véritablement de la classe ouvrière. Or pour les anarcho-syndicalistes, ces organisations sont autant à même de livrer des luttes tant économiques que politiques que de se donner des objectifs tant sociaux que culturels. Étant donné qu'il est le facteur historique déterminant dans toute société, le contrôle de l'économie constitue donc l'objectif prioritaire de toute lutte sociale pour les anarcho-syndicalistes. En retirant le contrôle de l'économie des mains capitalistes et de l'État, la classe ouvrière désarme ce dernier et dissout le pouvoir politique. C'est dans ce sens qu'elle est anti-politique (c'est-à-dire anti-pouvoir). Les syndicats de type anarcho-syndicalistes sont parfaitement capables, mieux qu'un État « socialiste », de prendre en main l'économie de production en remettant la gestion de la propriété socialisée directement à la classe ouvrière (plutôt que de nationaliser l'économie sous le contrôle d'une « bienveillante » bureaucratie d'État) ; ils sont donc capables de mettre sur pied des organismes de coordination économique qui, de fait avec les organismes communautaires, assureraient une gestion économique fondée sur le contrôle des travailleurs. Après tout, ce sont ces derniers qui savent faire marcher l'industrie dans les [125] secteurs tant de l'exploitation des ressources que de la fabrication et des services. À quoi serviraient les partis politiques ou l'État dans un tel contexte ?

Les idées et les mesures qui en découlent ont été appliquées à plusieurs reprises au cours de l'histoire. Ce n'est pas parce qu'elles se sont avérées irréalisables qu'elles n'ont pu se maintenir, mais bien parce qu'elles ont toujours été contrées, soit par la droite, soit par la gauche autoritaire, et souvent même par les deux ensemble. C'est en raison de l'hégémonie idéologique marxiste et social-démocrate que ces expériences ont avorté, d'une part, et que les écrits qui en traitent sont tombés dans l'oubli, d'autre part. À l'heure actuelle, les traditions anarchistes et socialistes libertaires refont surface. Les individus qui s'intéres-

sent au problème de l'autogestion fouillent leur histoire qui, dans sa version originale, leur apprend que ces traditions sont plus anciennes encore que les sections parisiennes de la Révolution française, et qu'elles étaient présentes lors de la Commune de Paris ; lors du mouvement pour la gestion ouvrière et au sein des Soviets, tant pendant qu'immédiatement après la Révolution russe (anéantie par la dictature bolchévique) ; lors de la vaste campagne d'instauration du communisme libertaire en Ukraine par les anarchistes de Makhno (qui devait être anéantie par l'Armée rouge) ; lors de la révolution sociale pendant la guerre de 1936 à 1939 en Espagne, alors que des milliers d'usines et d'exploitations agricoles furent prises en main par les travailleurs (révolution anéantie par les Staliniens, d'une part, et les fascistes, d'autre part) ; lors de la révolution hongroise de 1956 au sein des conseils ouvriers ; lors de la gigantesque grève générale à laquelle 10 millions de Français participèrent en 1968 ; et au Portugal en 1974, pour ne citer que quelques exemples. Dans chacun de ces cas, ainsi que dans d'autres situations analogues, la classe ouvrière s'est efforcée de prendre directement en main tant le pouvoir politique qu'économique, grâce à une réorganisation globale visant à la décentralisation complète de ce dernier et donc à la disparition de toutes les formes de pouvoir exercées par une minorité.

Les organismes anarcho-syndicalistes sont pourvus de structures différentes de celles des syndicats actuels, et les partisans de l'autorité, sous une forme ou une autre, s'efforcent de limiter à tout prix tant [126] l'application que la diffusion des théories anarcho-syndicalistes dont voici quelques grands principes organisationnels :

- Toutes les décisions sont prises par l'ensemble des membres. Un tel processus est généralement assez lent. Par contre, en cas de grève générale, il est souvent possible d'appliquer les plans d'action déjà établis auparavant.
- L'adhésion au syndicat n'est jamais obligatoire ; un travailleur en devient membre parce qu'il a le désir de militer ; il paye sa cotisation syndicale parce que tel est son choix.
- Les différents syndicats sont liés par une structure fédérative, et les fédérations nationales, régionales et locales sont formées librement.

- Toutes les personnes élues aux postes administratifs peuvent être révoquées par la base à tout moment. Elles sont volontaires et *bénévoles*. Il ne peut y avoir de *fonctionnaires salariés* au sein des organismes anarcho-syndicalistes. Toutes les tâches importantes sont effectuées par les militants, après leur journée de travail. Le comité d'administration et de coordination national lui-même ne commence ses activités syndicales qu'après la journée de travail. Jacques Godbout, qui tentait dans un article récent (*Le Devoir*, 26 août 1980) d'analyser les causes du conflit existant entre les représentants élus et le personnel permanent de la CSN aurait compris bien des choses (comme bien d'autres d'ailleurs) s'il avait étudié la tradition anarcho-syndicaliste. Comment se fait-il qu'aujourd'hui en Espagne, par exemple, la CNT (centrale anarcho-syndicaliste) qui comporte 250 000 membres, puisse fonctionner sans personnel salarié ? La structure de la CNT était d'ailleurs identique lorsqu'elle comportait 2 millions de membres et était la plus grande centrale syndicale espagnole en 1939, avant que Franco ne gagne la guerre civile.
- Les syndicats de type anarcho-syndicaliste préconisent l'action directe, qu'ils voient comme un moyen d'obtenir des concessions économiques des patrons, mais ne signent pas de conventions collectives sanctionnées par la loi. Les ententes conclues après une grève sont généralement verbales, et les travailleurs [127] peuvent déclencher d'autres grèves à tout moment. Lorsque les circonstances l'exigent ou le permettent, cette action directe mène à une grève générale, c'est-à-dire à une contestation, par l'ensemble des travailleurs, du monopole exercé sur le pouvoir économique et politique par la minorité en place. Certaines grèves générales peuvent même permettre aux travailleurs de prendre le contrôle direct de l'économie, de dissoudre l'État et de le remplacer par une fédération de syndicats et de groupes communautaires.
- Les personnes sans emploi peuvent rester membres actifs du syndicat.
- Tous les délégués ou délégations élus pour représenter les travailleurs aux réunions confédérales sont non seulement révocables à tout moment par la base mais aussi strictement limités

aux décisions prises par l'assemblée générale des travailleurs sur les questions à l'ordre du jour. Ils ne peuvent faire aucune représentation de leur propre initiative et doivent communiquer uniquement les décisions de la base. L'anarchosyndicalisme respecte ainsi les principes de la démocratie directe totalement différente de la démocratie libérale ou représentative, où les représentants élus détiennent des mandats très étendus et de longue durée.

- L'anarcho-syndicalisme s'oppose non seulement à tous les partis politiques mais encore se désintéresse des élections parlementaires et refuse de s'adresser à l'État ou de rechercher son intervention de quelque manière que ce soit.

De toute évidence, l'anarcho-syndicalisme n'est pas un mouvement de type défensif ; il considère simplement qu'il n'y a aucun besoin d'intermédiaires entre les syndiqués et la liberté. Ses principes organisationnels (nous n'en avons énuméré que quelques-uns) tendent à permettre à la classe ouvrière d'expérimenter l'autogestion au sein des syndicats et donc de se préparer à la société autogérée de demain. Le syndicalisme anarchiste révolutionnaire veut lutter à *la fois* contre l'exploitation et la domination sous toutes leurs formes. Les syndicalistes anarchistes considèrent donc que la classe ouvrière est parfaitement [128] en mesure de satisfaire ses propres besoins et aspirations, sans l'intervention des partis politiques d'avant-garde ou sociaux-démocrates. Les partisans de l'État dispensateur de biens aux masses « reconnaissantes » (qu'il s'agisse d'un État capitaliste ou d'un État socialiste) seront évidemment en désaccord avec l'anarcho-syndicalisme et le combattront à tout prix. Et pourtant, bien que, comme l'anarchisme en général, il soit considéré comme éteint par les marxistes et les sociaux-démocrates, l'anarcho-syndicalisme a ressurgi non seulement en Espagne, mais aussi en Italie, en France, au Portugal, en Grèce, en Allemagne et en Suède. Il s'épanouit partout où la classe ouvrière veut s'emparer tant du pouvoir politique qu'économique et donc abolir le capital aussi bien que l'État.

Les auteurs de « La conjoncture au Québec... » soulignent également l'importance du phénomène anti-autoritaire, qu'ils désignent sous le nom de populisme, au sein du mouvement social populaire. Depuis

quelques années cette tendance fait de plus en plus place à des principes libertaires tant au niveau de l'organisation que des idées. Ainsi, le fait d'avoir plus clairement défini les perspectives d'organisation communautaire (ce qui stimule l'action locale tout en incitant la base organisée des quartiers à étendre ses luttes à l'échelle urbaine, surtout à Montréal) est un signe de maturation politique. L'organisation communautaire, sous forme de comités de rue fédérés en conseils de quartiers autogérés, eux-mêmes fédérés en municipalités, porte en elle les germes d'un mouvement allant bien au-delà du populisme. Ici encore les militants à l'échelle locale tendent spontanément, de par leur expérience personnelle, à s'inscrire dans l'histoire du socialisme libertaire. Tout comme les anarcho-syndicalistes au sein des syndicats, les libertaires engagés dans des mouvements populaires mettent l'emphasis sur les luttes sociales menées à l'écart de la vie parlementaire.

L'essor de la prise de conscience anti-autoritaire et libertaire, sinon anarchiste, au sein des mouvements culturels, féministes et écologiques pose les fondements du socialisme autogestionnaire. À l'encontre des partis politiques, un tel mouvement ne consumera ni n'étouffera les divers aspects du processus révolutionnaire puisqu'au contraire il sera basé sur le principe d'organisation en groupes *fédérés* et *autonomes*. Le rôle des anarchistes dans ce mouvement sera identique à celui qu'ils [129] assurent au sein du mouvement syndical, c'est-à-dire qu'il consistera à aider à éliminer les tendances autoritaires, qu'elles soient fortes ou modérées de la Gauche et à encourager le développement et l'application de la théorie de l'autogestion.

La convergence d'un mouvement anarcho-syndicaliste, mettant l'accent sur le contrôle du milieu de travail par les travailleurs, et d'un mouvement socialiste libertaire, préconisant le contrôle du milieu communautaire au moyen d'une autodétermination tant individuelle que collective, petit contribuer à l'implantation d'un socialisme émanant de la base et offre une perspective bien différente de la question nationale et sociale. Elle ouvre la porte à une lutte sociale menée par la majorité, afin qu'elle puisse prendre le contrôle direct de la société dans laquelle elle vit et de ses institutions, sans l'intervention d'une quelconque élite.

La lutte sociale prendra une importance significative pour tous au Québec lorsque ce mouvement radical de la Gauche s'attaquera

d'abord aux institutions qui constituent la base du pouvoir politique en place : c'est donc dans les commissions scolaires, dans les corps administratifs des hôpitaux et CLSC et dans les conseils municipaux que le pouvoir populaire doit s'exercer à l'échelle du Québec tout entier, afin que ces institutions deviennent des exemples d'autogestion intermédiaire. À la fois vaste et coordonné, un tel mouvement constituera la première étape du socialisme autogestionnaire.

Quel genre d'action immédiate s'offre donc à nous ? Tout ce qui est propre à augmenter la confiance, l'autonomie, l'initiative, la participation, la solidarité, l'aide réciproque et les tendances égalitaires chez les individus constitue une action positive. Par contre, tout ce qui tend à accentuer la passivité, l'apathie, le cynisme, le sens des valeurs hiérarchiques et l'aliénation chez les individus, ainsi que le besoin d'autrui pour agir à leur place, ce qui comporte un risque de manipulation (même par ceux qui sont censés agir pour leur compte) représente des mesures stériles et négatives.

Le socialisme ne se réduit pas en effet au contrôle en commun des moyens de production et de distribution. Il est également synonyme de liberté, d'égalité, de respect mutuel, ainsi que d'une transformation radicale des relations humaines. Il implique une prise de conscience [130] positive de soi par chaque individu. Il implique que chacun comprenne bien son milieu de vie et se situe dans ce cadre ; il implique en outre que les individus prennent le contrôle non seulement de leur travail, mais aussi de toute institution qu'ils jugeront nécessaire de créer. Loin d'être des aspects secondaires du socialisme, qui découleront automatiquement de l'expropriation de la vieille classe dirigeante, ces éléments sont inhérents à l'ensemble du processus de transformation de la société, car aucun changement réel ne pourra être réalisé sans eux.

[131]

Chapitre III
PERSPECTIVES POLITIQUES

TEXTE 2

**“QUELQUES PISTES POUR LA GAUCHE
DANS LA CONJONCTURE
POST-RÉFÉRENDNAIRE.”**

par
Louis FAVREAU

[Retour à la table des matières](#)

Notre espoir a dix ans, notre fatigue aussi... et à quoi bon nous obstiner à durer dans un contexte comme le nôtre, où nous venons de subir des échecs sérieux : 1) du côté syndical, un Front commun qui se termine en rangs dispersés ; 2) du côté du mouvement des femmes, une attaque frontale provoquée par la droite politique (les Yvettes) ; 3) sur l'avant-scène politique, une défaite du peuple québécois dans sa lutte contre l'oppression nationale avec le référendum du 20 mai dernier. En d'autres termes, la décennie '70 se termine mal pour la gauche dans le mouvement ouvrier et populaire. D'autant plus qu'elle n'a pas réussi, pendant cette période, à trouver un véritable débouché politique à ses luttes. *La situation est donc objectivement et subjectivement pour bon nombre de militants-es, démobilisatrice* : situation propice à la désaffectation, au repli ou au retrait, tout au moins à la passivité. Ajoutons à cela que les espoirs nés avec les luttes anti-impérialistes (Vietnam, Angola...) meurent avec les comportements impérialistes

(le mot n'est pas trop fort) des États « socialistes » les plus forts (U.R.S.S., Chine).

Plus que jamais, cela nous indique la nécessité de *renouveler nos perspectives*. Certes, les conditions dans lesquelles nous sommes sont difficiles, mais il faut pouvoir, dans les 4-5 prochaines années, réussir à sortir de l'engrenage politique P.L.Q. – P.Q., et, à l'intérieur du mouvement ouvrier et populaire du cul-de-sac « populisme » ou « m-lisme » ²³

I – Notre espoir a dix ans : le Québec des années '70, un laboratoire d'idées et de luttes.

Si d'un côté la « Révolution tranquille » au début des années '60 provoque, au sein des classes dirigeantes québécoises, l'émergence d'un courant nationaliste réformiste dont l'expression politique principale est le M.S.A. (Mouvement souveraineté-association) issu du P.L.Q. qui [132] finit par constituer le Parti Québécois, de l'autre, au même moment, existe dans le mouvement syndical, populaire, étudiant et dans le mouvement des femmes, une fraction combative et progressiste qui remet en question, sur un point ou sur un autre, autant le capitalisme que l'oppression nationale. *Et cela à la faveur de dures luttes* : McGill Français en '69, dénonciation de l'occupation armée du Québec en '70, grève de La Presse en '71, Front Commun du secteur public et parapublic en '72, lutte pour l'indexation des salaires en '73-'74, dénonciation du coup d'État au Chili en '73 et solidarité avec la résistance populaire de ce pays... Faut-il rappeler en même temps l'importance du déblocage idéologique de cette période : des organisations syndicales et populaires se prononcent ouvertement contre le système capitaliste. Ce qui, dans le contexte nord-américain, et après 30 ans de léthargie sinon d'absence totale de la gauche, prend une signification particulière. C'est au cours de ces années que « l'indépendance du Québec a été perçue comme une rupture importante dans le

---

²³ Pour une présentation critique de ces deux courants dans le mouvement ouvrier et populaire, voir Désy, Ferland, Lévesque et Vaillancourt, *La conjoncture au Québec au début des années '80*, Librairie Socialiste de l'Est du Québec, Rimouski, 1980, pp. 102 à 111.

système institutionnel politique canadien » ²⁴, comme porteur d'un projet de société qui brise les liens de dépendance avec la bourgeoisie anglo-canadienne et l'impérialisme américain. En témoignage de façon particulière le manifeste de la CSN « Ne comptons que sur nos propres moyens » qui conclut que la seule alternative c'est le *socialisme*.

Certes le projet socialiste qui prend forme à cette période dans le mouvement ouvrier et populaire québécois demeure encore très général. Il n'est partagé que par une partie seulement du mouvement et essentiellement par des organisations syndicales au niveau des appareils et des militants. Certes il demeure relativement pauvre au niveau des stratégies de lutte et des moyens pour y arriver. Il n'en demeure pas moins que cela marque un tournant décisif dans l'idéologie d'une partie du mouvement ouvrier et populaire québécois, tournant qui alimente encore aujourd'hui la réflexion de bon nombre de militants lorsqu'il s'agit d'examiner des enjeux politiques comme celui que nous venons de vivre avec le référendum du 20 mai ²⁵.

Cette période n'est pas marquée exclusivement par le déblocage idéologique et par la combativité qui s'exprime dans les luttes. *Elle est porteuse de certains éléments d'une stratégie de lutte pour le socialisme*, éléments de stratégie qui ont été, soit abandonnés en cours de route par [133] ceux qui ont reporté leurs espoirs de changement sur le P.Q., soit déviés et rapetissés par ceux qui se sont engagés dans les sentiers battus du trotskisme ou du « m-lisme » :

1) *La revendication de l'indépendance du Québec* : cette revendication ne peut pas être uniquement vue comme une réforme constitutionnelle mais bien plutôt comme une lutte qui, en s'attaquant à l'État fédéral canadien, peut transformer le rapport entre les forces populaires québécoises d'une part et les forces bourgeoises (qu'elles soient canadiennes ou québécoises) de l'autre. La lutte pour l'indépendance (qui n'est pas une demi-mesure comme le projet souveraineté-

²⁴ Comité sur la question nationale du C.F. P., *Le référendum et le mouvement ouvrier*, *Le Devoir*, 28 décembre 1979.

²⁵ Pour ma part, que ce soit au C.F.P. où je travaille ou au Conseil Central de Montréal (CSN) où je milite, j'ai pu constater jusqu'à quel point les acquis de cette période (tant au niveau des luttes que des idées) servent de repères pour clarifier notre façon d'agir par rapport aux enjeux politiques d'aujourd'hui.

association du P.Q.) est une lutte dont les effets ne se feront réellement sentir que lorsqu'elle sera de nouveau portée par un mouvement de masse ;

2) *La construction d'une presse populaire de gauche* : Québec-Presse et le *Bulletin Populaire* de l'Agence de Presse libre du Québec ont traduit, à leur manière, au niveau de l'information, les luttes de cette période, en sortant la gauche de son isolement et en favorisant à l'intérieur de cette gauche une perception nationale d'elle-même et de ses luttes, une image d'elle-même comme réalité, comme courant, comme force potentielle ;

3) *Une ouverture à la solidarité internationale de classe* : le soutien à la résistance populaire au Chili, et avant cela, le soutien à la lutte du Vietnam nous ont sorti du « tiers-mondisme », de l'aide humaniste à l'égard des pays dits sous-développés, pour nous engager dans une solidarité qui nous amène à poser un problème de classe. « Soutenir leur lutte (celle des travailleurs ailleurs dans le monde), c'est faire avancer la nôtre » illustre bien cette nouvelle perspective et pose les jalons d'une liaison d'égal à égal entre organisations du mouvement ouvrier québécois et du mouvement ouvrier ailleurs dans le monde ;

4) *Le développement d'un mouvement autonome des femmes* : s'attaquer en même temps au patriarcat et au capitalisme sur nos propres bases, telle est la ligne directrice d'une partie du mouvement autonome des femmes qui refuse de considérer la libération des femmes comme un élément secondaire dans la lutte pour le socialisme ;

5) *La solidarité intersyndicale et la liaison luttes ouvrières/luttes populaires* : La lutte du Front Commun en 1972 a été l'occasion d'une [134] accélération de la réflexion sur les inégalités (100 \$ comme salaire minimum vital, réduction des écarts de salaires...), d'un renouvellement de la stratégie syndicale vis-à-vis de la population en général, d'un renouvellement de la démocratie syndicale et, finalement, d'une mise en commun entre militants appartenant à des organisations diverses à travers le développement de fronts communs régionaux.

Voilà donc, très brièvement dit, ce qui m'apparaît pouvoir se dégager de cette période en termes de stratégie de lutte pour le socialisme. Nous ne pouvons faire l'économie d'un bilan plus complet de cette période si nous voulons, dans la conjoncture post-référendaire, reconstruire une alternative à gauche du P.Q., qui soit tant soit peu consis-

tante et qui sache intéresse la grande messe de ceux et celles qui ont intérêt au changement.

***II – Notre espoir a 10 ans, notre fatigue aussi :
la fin des années'70
ou la recherche d'un second souffle.***

On ne se débarrasse pas en quatre ou cinq ans de plusieurs décennies de « syndicalisme d'affaires », de plusieurs décennies de nationalisme de droite, de plusieurs décennies de tutelle de l'Église, sur un ensemble d'organismes sociaux (bien-être, santé, éducation...) Mais on peut aller au plus pressant : se débarrasser du P.L.Q. de Bourassa dont la politique pro-impérialiste et anti-ouvrière avait été plus que manifeste. Sans que beaucoup de militants à gauche ne s'illusionnent, la venue du P.Q. au pouvoir en novembre '76 allait poser différemment les termes mêmes de la lutte pour l'indépendance et le socialisme : la venue du P.Q. au pouvoir offrait peut-être la possibilité d'un élargissement de l'espace politique, social et culturel du peuple québécois. Mais du même coup, c'était *l'autonomie du mouvement ouvrier et populaire*, dans sa lutte contre l'oppression nationale tout comme dans ses luttes quotidiennes, qui s'en trouvait menacée.

Ce ne sont pas les luttes sectorielles qui ont mangé pendant les quatre années de pouvoir du P.Q., mais à la différence de la période précédente elles sont demeurées défensives n'ayant que peu de perspective. Ce ne sont pas non plus les débats, colloques, rencontres de toutes sortes qui ont manqué pendant ces quatre années de pouvoir du P.Q. sur la question nationale considéré d'un point de vue de gauche.

[135]

Néanmoins la gauche dans le mouvement ouvrier et populaire a été marquée par des hésitations et des flottements : 1) le premier de ses flottements a sans doute été de se demander si l'indépendance du Québec pourrait se faire dans le sens des intérêts des travailleurs ; 2) le second flottement a été de se demander si la question nationale concernait véritablement et d'abord les classes populaires ou s'il ne s'agissait pas plutôt de l'affaire des bourgeois et des petits-bourgeois ?

Dans les deux cas la réponse a été affirmative dans certains secteurs du mouvement ouvrier et populaire ²⁶ mais le débat n'a pas eu suffisamment d'écho et d'enracinement. Certes un pas a été franchi pour découvrir ou redécouvrir la perspective de lutte qu'il y a derrière les mots *indépendance et socialisme*. Reste qu'à l'automne '79, la majorité des militants de gauche dans le mouvement ouvrier et populaire se souciait très peu du référendum et de l'enjeu qu'il portait (l'affaiblissement de la bourgeoisie canadienne et de l'État fédéral) : on attendait la question. C'était là la meilleure manière de s'en laver les mains ou d'être complètement sur la défensive. *Le courant du « oui critique »* au référendum a finalement émergé dans un certain nombre de syndicats, groupes populaires, groupes culturels... c'était peu et sur le tard. S'il s'est manifesté comme courant d'idées, sous-tendant une certaine analyse politique, il n'a toutefois pas réussi à créer des regroupements organisés de militants, regroupements susceptibles de se maintenir après le 20 mai sous une forme ou une autre.

Les gains de la période référendaire sont idéologiques pour la gauche du mouvement ouvrier et populaire : reprise en charge de la question nationale en la liant aux intérêts des travailleurs dans une perspective de transformation d'ensemble de la société. Ils ne sont pas politiques : le mouvement ouvrier et populaire n'a pas été véritablement un protagoniste politique au sens où il aurait pu s'imposer dans cette lutte.

Résultat net, la fatigue se fait sentir davantage parce que non seulement nous avons subi des échecs importants sur le plan social (Commonwealth Ply-wood, deux millions de dollars d'amende de la Reynold payés par la CSN ; la Loi 17, un Front commun qui n'en est plus un, et j'en passe). *Mais le référendum, qui aurait pu signifier un affaiblissement de la bourgeoisie canadienne et de l'État fédéral, est venu plutôt consacrer [136] son renforcement. Le P.Q. est perdant*

---

²⁶ Voir en particulier les deux documents du CFP : *La question nationale, un défi à relever pour le mouvement ouvrier* et *Le mouvement ouvrier québécois et ses revendications à propos de la question nationale*. Voir aussi ceux de la CSN et de la CEQ *S'approprier la question nationale*, CEQ, juin 78, *Pour les droits des travailleurs et de leurs organisations, être présents dans la lutte contre l'oppression nationale*, CSN, juin 78, et *Le mouvement ouvrier et la question de l'indépendance du Québec*, Conseil Central de Montréal (CSN), avril 1978.

dans cette bataille mais les forces populaires à gauche du P.Q. le sont aussi : la crise politique au Canada est résorbée, entendons par là celle que le mouvement de revendications sociales et nationales du début des années '70 au Québec avait provoquée. Les tensions entre l'État fédéral et les provinces sur la constitution, son rapatriement et l'amendement de cette constitution ne visent qu'à un nouveau partage des pouvoirs au Canada dans le cadre fédéraliste. La question régionale posée par l'Alberta et d'autres provinces n'a pas le potentiel subversif que la question nationale québécoise portait depuis dix ans.

De son côté le P.Q., suite à la défaite référendaire, continue de se vider de sa substance : le virage stratégique du gouvernement (respect aplatventriste du suffrage populaire, mise sur la glace de la souveraineté-association...) est endossé par le comité des neuf en sein du parti. Et le ralliement des troupes se refait autour de l'objectif de se maintenir au pouvoir.

De leur côté *les forces populaires à gauche du P.Q. sont acculées à court terme à des positions défensives* : éviter le pire, c'est-à-dire le retour du P.L.Q. au pouvoir qui signifierait possiblement la perte du droit de grève dans le secteur public et para-public, la perte des acquis inscrits dans la Loi 101, le renforcement du phénomène des Yvettes..., éviter le pire c'est-à-dire aussi contrer les ingérences de l'État central (rapatriement unilatéral de la constitution...)

III – Le début des années '80 : renouveler nos perspectives, changer la politique, dégager une alternative socialiste et indépendantiste

Les défaites syndicales, les défaites populaires, la défaite référendaire nous placent dans une situation de flottement et de démobilisation temporaire. Mais est-ce vraiment tout ? Faut-il, comme certains le pensent, se résigner ? Si l'horizon à court terme est bouché, la relance des forces populaires à gauche du P.Q. passe peut-être par une redéfinition de *nos stratégies de lutte à moyen et à long terme et par la clarification de certaines questions.*

***1. Lorsque nous parlons de socialisme,
de quel socialisme parlons-nous ?***

À ce sujet, depuis 1972-1973, moment de la sortie des manifestes des centrales syndicales, nous sommes restés muets ou presque sur cette question. Si confusément et instinctivement nous refusons autant le modèle social-démocrate (pays scandinaves...) que le modèle stalinien avec ses différentes variantes (U.R.S.S., Chine...), il me semble aussi que nous devons aller plus loin que le refus instinctif et que nous devons réfléchir sur la question de la *démocratie ouvrière et populaire* (ses mécanismes et ses conditions) à partir d'une analyse critique des « socialismes existants ».

Beaucoup d'entre nous sont sensibles à la situation des classes populaires dans les régimes dits socialistes (le cas de la Pologne, récemment, pour ne citer que cet exemple). À cette question de la démocratie ouvrière et populaire dans le projet socialiste se rattachent plusieurs autres questions ; quels sont les rapports qui peuvent et doivent exister entre, d'un côté les organisations politiques de travailleurs, et de l'autre, les organisations de masse (syndicales, populaires, de femmes...) ? Quelles pratiques de solidarité internationale pouvons-nous développer tout en refusant la subordination à un État-guide ou à un parti-père ? Finalement à quel marxisme nous référons-nous et de quelle sorte de parti politique avons-nous besoin ?

Sans réponses minimales à ces questions nous entretenons la crise du militantisme ou le doute chez bon nombre de militants qui ne retrouvent nulle part des expériences de lutte pour le socialisme susceptibles de rejoindre leurs aspirations et préoccupations.

2. Lorsque nous parlons de l'indépendance du Québec, quel contenu y mettons-nous ?

S'agit-il d'une réforme constitutionnelle plus radicale que le projet souveraineté-association du P.Q. ou d'un projet plus global de rupture avec la domination de notre économie, de nos institutions politiques et de notre culture par des capitalistes étrangers ? Si la seconde proposition nous apparaît être plus valide que la première, c'est la réflexion sur un Québec qui assure lui-même son propre développement économique, social et culturel qu'il nous faut développer.

[138]

3. Quels sont les moyens d'intervention politique que nous devons privilégier dans la conjoncture actuelle pour favoriser le renforcement de la gauche dans le mouvement ouvrier et populaire ?

Il me semble que la disparition de *Québec-Presse* et du *Bulletin Populaire* au milieu des années '70 a privé l'ensemble de la gauche dans le mouvement ouvrier et populaire d'un instrument privilégié pour mener ses luttes. Cela n'a fait qu'accentuer son isolement, son manque de perspectives et la faiblesse du questionnement de ses interventions. Dans cette perspective, la mise en œuvre d'un projet de journal national axé sur l'information et sur la clarification des enjeux et des luttes viendrait sûrement combler une partie du vide politique actuel.

Il ne s'agit pas là, il me semble, d'une tâche parmi tant d'autres, mais bien d'une tâche politique à privilégier dans les prochaines années pour favoriser au sein de la gauche une image d'elle-même comme réalité et comme force potentielle. La mise en œuvre de ce projet de journal serait aussi par la même occasion un instrument de débat entre les différentes composantes et sensibilités politiques présentes au sein du courant socialiste et indépendantiste qui a repris une partie de son souffle à la faveur de la conjoncture référendaire.

Simultanément, d'autres moyens et tâches sont à développer *sur chaque front de lutte*. Tout un travail de recherche et de formation doit être entrepris pour relancer la lutte autour d'objectifs et de revendications de rupture avec le capitalisme dans chaque secteur. Je demeure pour ma part étonné que la revendication d'une réduction substantielle des heures de travail n'ait pas encore fait l'objet d'un débat dans les organisations syndicales pour contrer le chômage, alors qu'elle constitue dans le mouvement syndical européen, une revendication-clé dans le contexte actuel de crise économique. On pourrait en dire autant face au problème du nucléaire (la tragédie d'Harrisburg ne s'est pas produite à 4,000 milles de Montréal mais bien à 400 milles).

4. Quelle action politique s'impose aujourd'hui ?

Finalement la question qui recoupe toutes les autres est celle du développement d'une *action politique autonome des travailleurs*. La construction à court terme d'un parti de travailleurs, dans une conjoncture [139] de repli du mouvement de masse, apparaît hors de portée. Il faut cependant, dès maintenant, favoriser des regroupements de militants de différents secteurs (syndical, populaire, culturel...) afin d'élargir notre horizon politique et de développer un point de vue d'ensemble sur la société.

[139]

Chapitre III
PERSPECTIVES POLITIQUES

TEXTE 3

**“EXIT LES CANARDS BOITEUX
DE L'ÉTAPISME.”**

par
Pierre VALLIÈRES

[Retour à la table des matières](#)

Encore la question nationale ? Et pour combien d'autres années (ou décennies) ?

J'en connais plusieurs qui, ces temps-ci, meublent leur amertume post-référendaire de la vague idée d'une renaissance indépendantiste. [140] Mais sur quoi bâtir le Québec libre de demain ? Avec qui et pour quoi faire ?

Notre majorité silencieuse s'accommode si bien du monde tel qu'il est !

Quant aux nationalistes du Québec français, ils font la sourde oreille aux revendications nouvelles et révolutionnaires issues du ventre des femmes et de la lucidité agressive des minorités (toutes les minorités : des immigrés aux écologistes). On confond la libération des individus de ce pays avec le bon usage grammatical de la langue française. Notre Etat, ils le rêvent à la manière chauvine d'un Lionel Groulx. Notre liberté, ils l'éparpillent dans les mots inoffensifs du discours maurrassien ou gaulliste. Notre avenir, ils le dessinent sur pa-

pier : une ligne droite, pas de brisures, et surtout pas de révolution. Bref, ils veulent que « ça change » sans qu'aucun changement réel et profond n'intervienne. La grande épreuve de leur existence est de voir Pierre Trudeau, qui parle si bien notre langue, défendre avec acharnement et ruse la fédération canadienne. Si Trudeau nous avait compris, n'est-ce pas, le référendum nous aurait ouvert toutes grandes les portes de l'O.N.U. Mais Trudeau, le traître, ne veut rien savoir. Et Lévesque se résigne à jouer le jeu de la réforme constitutionnelle, en attendant que Ryan prenne la relève. Un jour, sûrement, Trudeau ne sera plus là et alors...

Alors, grâce à Dieu, le Canada tombera en poussière et le Québec, bien tranquillement et presque malgré lui, ira rejoindre les ex-colonies françaises au temple new-yorkais des débats stériles. Mais Trudeau n'est pas encore mort et au JOUR J, il est fort possible que le monde soit davantage préoccupé par la famine, la guerre et le totalitarisme que par la francisation des petits commerces multi-ethniques de la rue Saint-Laurent et les flottements discrets du fleurdelisé devant la Maison-Blanche !

À ma connaissance, on n'a jamais construit un pays sur la paresse politique et la complaisance intellectuelle.

Où en sommes-nous en cet automne de 1980 ?

Vingt ans après la révolution culturelle qui fit sortir le Québec de sa [141] grande noirceur, le trio Drapeau-Trudeau-Ryan achève cyniquement, et dans l'indifférence générale, à déboulonner le mythe René Lévesque. C'en est fait de l'homme comme de l'image. Le rêve des patriotes endimanchés du salon Duvernay est matraqué sans pitié. Le Parti québécois agonise en silence.

Et pendant ce temps, sous le regard blasé des journalistes, le gouvernement du Québec dialogue avec Ottawa pour passer le temps. Car il a peur de paraître impoli.

Cette fois-ci, nul besoin d'une Loi d'exception sur les mesures de guerre pour ficeler nos dirigeants. Ceux-ci sont redevenus spontanés-

ment des moutons bien élevés. Il leur a suffi pour cela du prétexte référendaire.

Il est trop tard pour réagir. Le Parti québécois est battu sur toute la ligne et, ma foi, il a tout fait pour que les nationalistes plient l'échine. Le Québec libre ? Le P.Q. ne sait plus ce que c'est. Les syndicats non plus, d'ailleurs. Et nos intellectuels ? Comme d'habitude, ils s'interrogent sur nos échecs collectifs ; au mieux, ils fabriquent en termes vagues des hypothèses et des exégèses qui entretiennent l'illusion d'une contestation tenace et qui, de fait, valorisent inconsciemment la puissance du statu quo et de ses idoles.

On ne reparlera pas de sitôt de la « révolution québécoise ».

Il est vrai que l'aliénation d'un peuple n'est jamais complète et définitive. La victoire populaire des ouvriers polonais vient de le rappeler au monde entier.

La défaite et la démission du Parti québécois ne sèchent pas tout espoir. L'indépendance et la liberté sont encore à rechercher. On a beau avoir subi, ces dernières années surtout, les travers déprimants, les maladies séniles et infantiles, les égarements coûteux et déshonorants de l'étapisme, l'action est encore permise.

Pour l'instant, hélas, les prochaines élections vont se jouer sur les routes du désenchantement péquiste et du triomphalisme réactionnaire.

René Lévesque a toujours soutenu que les Québécois n'avaient le choix qu'entre le réalisme et le suicide. Or, il a fait de ce réalisme mal [142] défini une couleuvre craintive. Et le suicide tant redouté, c'est son parti – et non le peuple – qui, aujourd'hui, en a le goût.

Le P.Q. a été la victime (consentante) de l'illusion juridique. Il a cru que la liberté se transforme en droit inaliénable chaque fois qu'elle s'affirme démocratiquement. En légalisant ses objectifs politiques dans l'arène électorale, puis dans l'État, et, enfin, dans « le bon gouvernement », le P.Q. leur a fait adopter une langue et une stratégie qui n'étaient pas faites pour eux : celles du droit, du système et, partant, du statu quo. Les fédéralistes ont ainsi eu beau jeu, après novembre 1976, d'enfermer le projet souverainiste dans les règles du jeu centenaire des bons gouvernements de Sa Majesté britannique.

La majorité des intellectuels, respectueux du pouvoir québécois, ont cautionné l'enterrement tranquille du courage et de la dignité. Ils ont laissé désarmer d'en haut la liberté encore hésitante d'un peuple en éveil. Ils se sont agenouillés docilement devant l'étapisme frileux, le bon-ententisme imbécile et les compromis douteux. De Pierre Vadeboncœur à Gerald Godin, ils sont devenus d'exemplaires éteignoirs de révolte. Je ne pense pas qu'éventuellement ils puissent dignement profiter du retour au pouvoir des libéraux de Claude Ryan pour reconquérir ' grâce à l'habileté politique ou par un style littéraire bien calibré, le respect et la confiance de ceux qui, à l'écroulement du règne duplessiste, ont refusé toutes concessions au cercle vicieux de la raison d'État.

Soucieux uniquement de son pouvoir tout neuf, le P.Q. avec l'appui d'idéologues habiles à circonscrire le possible et à l'assassiner en douce a vendu l'idéal de toute une génération pour un plat de lentilles. Cocu content, il fait maintenant ses valises en lorgnant du côté des nostalgies unionistes. Il n'a plus rien d'autre à vendre aux Québécois que les billes usées du jeu constitutionnel.

En livrant cette marchandise-jouet aux électeurs ennuyés ou distraits, les péquistes font salon avec les libéraux. On discute en famille, en se chicanant comme il se doit. Mais de cette chicane ne sort rien de nouveau. Nos papas politiques s'engueulent comme au hockey, pour se donner l'illusion d'une épreuve de force. En réalité, cet opéra comique n'a qu'une fonction : imposer le silence aux masses.

[143]

De Drapeau à Lévesque, de Trudeau à Ryan, le pouvoir se perpétue sans véritable opposition. On dirait une forme de monarchie féodale affublée d'un veston démocratique et d'obsessions américaines.

Existe-t-il une frontière entre l'héritage brouillé et déprimant du duplessisme (ancien et nouveau) et la liberté que d'aucuns souhaitent inventer de génération en génération ? Si oui, quand les Québécois se décideront-ils à la franchir ?

Cette question, discutable à l'infini, apparaît de plus en plus comme un boulet empoisonné. Il me semble que l'échec référendaire marque la fin d'une course stupide à l'intérieur des murs de la peur. À défaut de sauter les murs, d'en finir une fois pour toutes avec la peur de

vivre autrement que domestiqués, les Québécois seront condamnés au « cauchemar climatisé » de leur aliénation morose.

Il ne sert à rien de prier Dieu qu'il délivre par miracle un peuple de son confort domestique et de ses leaders myopes. Il ne sert à rien non plus d'attendre le salut de la résurrection du R.I.H. ou de la fondation d'un parti calqué sur les modèles traditionnels. La politique professionnelle n'a jamais libéré personne de l'esclavage. L'histoire encore chaude de la décolonisation le démontre éloquemment.

Aux populations massacrées en Éthiopie, mal résignées à Cuba et en Algérie, impatientes en Pologne ou réduites au silence de Gaspé à Chibougamau, il faut autre chose que des partis politiques avides de pouvoir. Il faut une secousse populaire comme celles qui, de Krons-tadt à Gdansk, de Paris 68 au soulèvement de Kaboul, rappellent aux hommes que l'ordre du monde n'est pas figé, que le réveil, même anarchique, est préférable aux chaises longues de la résignation.

On dit l'Amérique du Nord à l'abri des soulèvements populaires. Et si demain, après les intermèdes Reagan et Ryan, les petits-enfants de Duplessis faisaient trembler sur son socle la Place Victoria et secouaient sans pitié toutes ces polices déguisées en serviteurs de l'État ?

Même parmi les aînés, que guette la tentation du désenchantement, ils s'en trouvent qui possèdent encore l'énergie de garder ouvert un horizon que nos « experts » s'acharnent à fermer confortablement, [144] au profit de McDonnell Douglas et des autres géants du crépuscule aéronautique, informatique et nucléaire.

Certes, avec la multitude des sondages à contenu conservateur que publient nos journaux, il n'est pas facile d'être capté par les vents de l'espoir. Mais l'espoir, justement, n'a rien à voir avec l'optimisme immédiat et les études d'opinion.

L'espoir, pour tous les peuples comme pour tous les individus, demeure une réalité vivante tant qu'il n'est pas exclu du discours intérieur de ceux à qui la rue est momentanément interdite.

Non, ce n'est pas l'espoir qui est incroyable, c'est plutôt le fatalisme morbide des idolâtres de la puissance politique, économique et militaire.

La vie et, par conséquent, la liberté procèdent d'un foyer que les pouvoirs – et les désirs de pouvoir – ne peuvent occuper. Et c'est là que loge l'espoir, envers et contre tout.

J'espère que malgré le retour en force de la réaction et l'échec pitoyable du Parti Québécois, nous n'oserons pas jouer notre avenir à la baisse.

Peu importe que les éteignoirs soient empressés de reprendre du service. Que le P.Q. lui-même en embauche tant qu'il voudra ! Quant à moi, je reste disponible pour un nouveau printemps.

[145]

Chapitre III
PERSPECTIVES POLITIQUES

TEXTE 4

“ALIÉNATION ET DÉPOLITISATION.”

par
Andrée BERTRAND-FERRETTI

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons repris notre train-train quotidien. Sans plus de révolte que devant une catastrophe naturelle. La majorité s'est prononcée. Vive la majorité. Peu importe ce qui a déterminé la majorité à se choisir un statut de peuple minoritaire. Peu importe que ce soit les effets séculaires de ce statut qui aient rendu possible son choix. La majorité a parlé. Taisons-nous. Ou, pire, disons n'importe quoi.

Pourquoi ? Sommes-nous si déroutés que nous acceptions la défaite comme une fatalité ? Sommes-nous si las et si incertains que nous refusions de la regarder en face, d'en interroger les causes immédiates et lointaines, d'en tirer d'autres conséquences que la soumission ? Sommes-nous si désabusés et si démissionnaires que nous abandonnions, sans plus d'examen de ses possibilités, la tâche gigantesque d'une véritable lutte de libération nationale qui remette vraiment en question notre dépendance politique, notre domination économique, notre exploitation sociale et notre oppression culturelle ?

Pourtant, et nous le savons d'expérience maintenant, l'indépendance du peuple québécois est impensable et impossible sans une profonde transformation de toutes les vieilles structures de notre société. Sans une révolution sociale et culturelle qui nous désaliène et nous mobilise dans le mouvement dialectique des changements sociaux et des luttes idéologiques. Tout le reste est fumisterie qui ne fait qu'éveiller le rêve sans lui donner jamais les moyens de se réaliser.

Après ce référendum, c'est-à-dire après cet enterrement de première classe de nos vingt ans de lutte à la reconquête de notre identité et à l'établissement de notre souveraineté, nous sommes, il est vrai, replongés dans le flou cyclique de notre inconsistance nationale et de notre rêve social, enfermés à nouveau dans le stérile débat constitutionnel, charriés une fois de plus dans une histoire que nous ne faisons pas. Demandons-nous toutefois si nous n'avons jamais risqué sérieusement d'en sortir. Demandons-nous si le mandat de négocier la [146] souveraineté-association constituait plus qu'une méthode inédite de mener avec Ottawa les pourparlers sur le partage des pouvoirs à l'intérieur du même système. Demandons-nous s'il visait plus qu'à changer les formes de notre dépendance ou, si la vérité nous fait trop peur, demandons-nous au moins s'il le pouvait. René Lévesque ne nous cachait d'ailleurs pas ses limites. Il n'hésitait pas à nous dire que rien ne serait changé au lendemain d'un OUI, même si tout ne serait pas exactement pareil.

Or, c'est précisément ici que réside le malheur du 20 mai. Le peuple québécois s'est défait sans avoir rien perdu, puisque le combat était sans enjeu. Ainsi, sommes-nous une fois de plus confirmés dans l'idée de notre impuissance congénitale. C'est pourquoi nous nous terrons dans un silence ou, au contraire, nous agissons dans une confusion qui tous deux ressemblent tragiquement aux suites de l'échec de la Rébellion qui, d'un peuple conquis, a fait de nous un peuple colonisé. Aujourd'hui tellement aliéné que c'est un Trudeau plutôt qu'un Lord Durham qui, à coup de millions de publicité télévisée et sans que nous prenions le maquis, nous achemine vers le statut encore dégradé de peuple sociologique, dans un contexte où les forces adverses accroissent non seulement leur extension mais leur emprise.

Oui, nous sommes aliénés. La complexité contemporaine de cette aliénation n'en élimine pas pour autant l'accablante réalité. Nous de-

vons au contraire la prendre éminemment au sérieux parce qu'elle constitue le facteur primordial qui soutient les autres conditions objectives d'ordre économique, politique et social de notre dépendance. Elle explique le caractère particulier des problèmes que, par ailleurs, nous partageons avec les autres sociétés capitalistes développées. C'est elle qui, en dépit des luttes partielles que nous menons sur d'innombrables fronts, nous empêche de concevoir une vraie subversion.

C'est même cette peur panique que nous avons de détruire dans leurs fondements sociaux-politiques nos rapports avec certaines puissances hypostasiées qui, à partir du milieu des années 60, a largement contribué à la détérioration progressive de la valeur révolutionnaire de notre objectif d'indépendance et au camouflage des intérêts réels qui nous poussaient à l'émancipation. Ce phénomène explique mieux que tout autre, le succès relatif du Parti québécois qui s'inscrit de manière [147] adéquate dans notre société contemporaine en ce que précisément il répond bien à son désir de pouvoir apporter les changements nécessaires à son bon fonctionnement, ou jugés tels, au moyen de solutions techniques qui n'exigent ni luttes difficiles, ni bouleversements majeurs.

Il m'apparaîtrait cependant grossier de conclure sans plus d'analyse, que le Parti québécois a constitué l'obstacle principal au développement de notre lutte de libération nationale. Même s'il est clair que l'ambiguïté fondamentale de la totalité de sa démarche en a fait un obstacle difficile à identifier et à surmonter. Il suffit pour s'en convaincre de se rappeler avec quel manque de clairvoyance les membres du RIN, sous la direction de Pierre Bourgault, se sont empressés de saborder leur Parti sans condition pour rejoindre un à un le MSA. Il suffit également de constater avec quelle facilité le Parti québécois a étendu son pouvoir hégémonique sur toutes les forces vives de notre nation et comment il a pu de cette manière empêcher l'émergence d'un projet de société et d'un mouvement plus libérateurs et en mesure d'offrir une véritable alternative. Il n'en demeure pas moins vrai qu'on ne saurait attribuer cet état de fait, soit à l'intelligence machiavélique de René Lévesque ou à son charisme diabolique, soit à la vanité chronique de Pierre Bourgault, soit à tout autre facteur d'ordre aussi exclusivement subjectif

Plus réellement, la puissance illusoire et même mystificatrice du Parti québécois tient à des causes fort objectives. Principalement, au fait qu'il a su prendre en charge et articuler, dans un discours, un programme et une pratique politiques réellement progressistes une part importante des revendications sociales d'ordre politique, économique et culturel du peuple québécois, à ce moment de son histoire. Revendications formulées et diffusées, en dehors de lui, de manière convergente mais inorganique par le mouvement indépendantiste, les Centrales syndicales et autres groupes populaires de pression. Et cela, non pas en dépit, comme certains se plaisent à l'imaginer, mais à cause d'une évidence qu'il n'a pas cherché à dissimuler, qu'il a même érigé en facteur positif, à savoir sa volonté d'agir et de réaliser ses objectifs à l'intérieur de notre système actuel, sans y apporter de modifications majeures autres que juridiques. Se représentant sous les couleurs du réalisme, il s'est adapté à une donnée primordiale de nos sociétés [148] actuelles qui est l'espoir, dérisoire tant qu'on veut, mais réel, d'accomplir les changements souhaités en faisant l'économie d'une révolution des structures et des institutions, des pratiques et des idéologies. C'est ce caractère fonctionnel, tout-à-fait moderne du Parti québécois qui rend si difficile, pour ne pas dire inopérante, toute critique radicale à son endroit. Pourtant, il est devenu nécessaire et urgent de l'entreprendre si nous ne voulons pas demeurer plus longtemps les otages silencieux et impuissants de ce parti, si nous voulons nous en démarquer d'une manière efficace, sans pour autant nier le sens et l'importance de son rôle passé et actuel, sans entrer en conflit ouvert et périlleux avec lui.

Puisqu'en effet, dans le rapport actuel des forces en présence, et en raison de notre évolution dans un contexte aussi bien local qu'occidental de crise et de réaction, il est absolument nécessaire, pour nous lancer avec efficacité dans de nouveaux combats, que nous consolidions les acquis des vingt dernières années, tant en ce qui concerne les enjeux culturels que sociaux de notre lutte de libération nationale. Lutte qui, dans son mouvement global, peut connaître des périodes de tâtonnement et exiger des réorientations majeures, mais ne saurait régresser au chapitre de ses réalisations sans s'affaiblir considérablement et pour longtemps. Or, il apparaît évident à la moindre réflexion que seule la réélection du Parti québécois peut actuellement nous protéger contre un dangereux retour en arrière. Il ne s'agit donc pas de le dé-

noncer comme s'il était notre ennemi principal, encore moins de continuer à croire qu'il est possible de le transformer de l'intérieur, mais de situer clairement dans quel rapport nous nous trouvons réciproquement afin que nos parcours, aussi divergents soient-ils à long terme, s'épaulent dialectiquement en ce moment critique de notre histoire.

Il ne nous suffira cependant pas de critiquer le Parti québécois, aussi judicieusement et efficacement que nous y arrivions, il nous faudra surtout, dans les mois à venir, élaborer les perspectives et les éléments d'un projet social qui pourraient objectivement nous réunir sur la base de nos besoins et de nos désirs, et de l'état concret du développement de notre conscience et de notre organisation, ce qui nous permettra sans doute d'identifier les forces potentiellement révolutionnaires de notre société. Peut-être, découvrons-nous alors que si nous sommes loin de [149] pouvoir partir en peur, sommes-nous, du moins, en mesure de partir du bon pied.

Pour ma part, j'avoue que je suis désespérée et que je serais bien incapable de faire une analyse exhaustive des problèmes qui nous confrontent actuellement et, encore moins, d'indiquer les voies à suivre pour les solutionner. Je veux donc seulement tenter de dégager comment, une fois de plus, lors du référendum, notre aliénation nous a enfermés dans le système de la domination et de l'exploitation. Je pense en effet que seulement une claire compréhension de ce phénomène nous permettra de reprendre notre lutte de manière à ce qu'elle ait un jour, le moins lointain possible, quelque chance d'être victorieuse. Puisqu'il me reste au moins cette certitude inébranlable que c'est de notre combat que surgira notre liberté.

NOTRE ALIÉNATION

C'est dans sa réalité permanente notre impuissance à nous expérimenter comme peuple maître de sa vie nationale.

Les diverses formes historiques qu'elle a prises devraient nous être familières puisqu'elles trament le tissu de notre histoire, en ce que, précisément, nous la laissons toujours échapper. Non pas, comme nous le croyons trop facilement, parce que nous n'avons jamais été à

l'origine des régimes constitutionnels et des systèmes sociaux dans lesquels nous survivons depuis la Conquête. Plutôt, parce que nous avons toujours consenti à légitimer ces régimes et ces systèmes déterminés par des pouvoirs étrangers et pour des intérêts particuliers. C'est ce consentement qui nous a institués peuple dominé et exploité. « Nous avons compris une grande vérité, nous dit Vladimir Boukovsky, réfugié soviétique, à savoir que ce n'est pas le fusil, ni les chars, ni la bombe atomique qui engendre le pouvoir, et le pouvoir ne repose pas sur eux. Le pouvoir naît de la docilité des hommes, du fait qu'ils acceptent d'obéir. »

Comment ne pas voir en effet qu'il y a de la domination et de l'exploitation parce qu'il y a aliénation. Et non l'inverse. Puisqu'en dehors de l'aliénation, c'est-à-dire de la soumission, aveugle ou consciente, du dominé et de l'exploité, le rapport dominant/dominé et [150] celui d'exploiteur/exploité fonctionnent comme oppression. Or, l'oppression est intolérable. Elle commande toujours la subversion qui empêche la domination et l'exploitation, non pas de se produire, ni même de s'exercer plus ou moins longtemps, mais d'opérer légitimement, de s'institutionnaliser. Prenons l'exemple actuel du peuple afghan et constatons qu'il ne nous vient pas à l'esprit de considérer qu'il est d'abord un peuple dominé et exploité, mais bien qu'il est un peuple opprimé. Réfléchissons et nous verrons que notre sentiment nous vient de ce que justement il n'accepte pas, bien au-delà de l'occupation de son territoire par une armée étrangère, et antérieurement à cette occupation, de partager avec un peuple étranger ses pouvoirs de déterminer ses conditions matérielles et culturelles d'existence. Qui, au contraire, sans tomber dans le ridicule, surtout depuis le 20 mai, pourrait dire du peuple québécois qu'il est un peuple opprimé ? Personne. Si ce n'est pour faire référence à une certaine oppression culturelle, dans la mesure où nous avons en cette matière toujours lutté pour défendre certains droits. On peut même dire, par exemple, puisque c'est à l'évidence ce qui s'est passé au chapitre de la langue, depuis la Loi 63 jusqu'à la Loi 101, que plus nous renforçons et développons les cadres et les moyens d'expression culturels de notre différence, plus toute atteinte à notre champ d'action en ce domaine, fonctionne comme oppression et entraîne l'élargissement de nos revendications et la radicalisation de nos luttes. Pour la raison inverse de soumission à une volonté exté-

rieure, notre domination et notre exploitation politique, économique et sociale sont les effets de notre aliénation.

Notre aliénation, en effet, c'est la perte du sens de notre identité nationale dans son unité et son indivisibilité. C'est la perte du sens de la nécessité – comme on dit du jour qu'il est la lumière – de l'intégralité et de l'intégrité de nos pouvoirs d'autodétermination comme constitutifs (comme attributs et non comme épithètes) de notre identité nationale. C'est ce fractionnement de notre être et de nos pouvoirs intériorisé comme phénomène normal qui nous rend acceptable l'intervention permanente d'un pouvoir étranger dans le gouvernement de nos affaires. Notre aliénation, c'est d'être devenus si étrangers à nous-mêmes que nous n'arrivons plus à concevoir le peuple canadien comme un peuple étranger, que nous nous conformons à ses modèles, que nous [151] observons ses règles, que nous assimilons ses valeurs et même ses besoins comme nôtres, pour ainsi dire, naturellement. Notre aliénation, c'est d'ÊTRE Canadiens aussi bien que Québécois.

Tout cela est archiconnu, aussi bien le phénomène que l'analyse. Il n'en demeure pas moins vrai que nous n'avons pas compris, que nous ne comprenons pas encore, que c'est ce fait historique qui nous a conduits au projet de souveraineté-association, au référendum et à ses résultats. C'est ce fait qui explique la confusion dans laquelle nous nous débattons plus mal que jamais depuis le 20 mai. Parce que notre aliénation nationale atteint aujourd'hui un degré de profondeur tel que même ceux et celles qui disent lutter pour notre libération n'en voient plus les œuvres, n'en reconnaissent pas l'effectivité. D'autant moins qu'elle n'est plus seule à déterminer nos comportements démissionnaires, qu'elle se double d'une aliénation culturelle et sociale commune à toutes les sociétés post-industrielles du monde occidental.

Aliénation généralisée qui se caractérise par le déploiement d'une crise des valeurs qui ne tient pas tant au rejet des normes et des critères anciens de signification des gestes et des paroles, qu'à l'abandon de toutes normes de tous critères qui seuls, pourtant, à la fois révèlent et construisent la singularité créatrice aussi bien des sociétés que des individus. Aliénation généralisée qui se caractérise par l'affaiblissement des cultures régionales et nationales dans une uniformisation de plus en plus universelle des besoins et des moyens de les satisfaire et qui détruit cette qualité proprement humaine qu'est la diversité des modes

de vie. Aliénation généralisée qui se caractérise par l'extinction du sentiment d'appartenance à une communauté spécifique et l'extension massive d'un individualisme qui, au nom des droits et libertés individuels, isole l'individu et le rend impuissant parce qu'en le confinant à lui-même, il le prive des médiations d'une collectivité déterminée absolument nécessaires à toute prise réelle sur le monde. Aliénation généralisée qui se caractérise par la rationalisation croissante de la vanité supposée de tout projet de société entièrement différente, de tout projet de révolution. Toutes les données immédiates et même les prétextes les moins fondés sont aussitôt transformés en raisons suffisantes de résignation : l'efficacité de la science et de la technologie qui promettrait des progrès illimités dans la production des biens de consommation et de [152] leur plus juste distribution ; le haut niveau de vie déjà atteint dans de nombreuses sociétés ; la disparition du prolétariat et la montée démographique de la classe moyenne accompagnée d'un accroissement de sa force politique qui atténueraient les contradictions ; le pouvoir d'adaptation du système capitaliste qui récupère toujours à ses fins propres les idées innovatrices et les initiatives concrètes des mouvements contestataires ; l'échec du socialisme ; le partage du monde entre les grandes nations impérialistes qui tiennent sous leur joug respectif les moyennes et petites nations ; la puissance massive et incontrôlable des moyens de communication au service des idéologies dominantes ; et que sais-je encore ? Aliénation généralisée qui se caractérise par l'absence réelle d'autonomie qui touche tous les individus dans l'exercice de leurs fonctions et qui se vit quotidiennement par une perte du sens de l'autonomie.

C'est dans cet espace, entre ces deux dimensions inextricables de notre aliénation contemporaine, que s'est accomplie la réduction de la visée inaugurale d'indépendance politique et sociale du peuple québécois au projet technico-économique de souveraineté-association des États québécois et canadien. C'est sur cette scène que s'est joué l'échec du référendum.

Cela a consisté au triple déplacement de la problématique, de l'objectif et du terrain de la lutte avec comme conséquence une triple confirmation de la légitimité du pouvoir étranger.

D'une revendication de la liberté comme enjeu fondamental de notre entreprise d'émancipation, nous avons peu à peu glissé vers une

revendication d'égalité. D'une aspiration encore mal définie d'un Québec libre, nous sommes passés au projet précis d'une nouvelle entente avec le Canada.

Et ce n'est pas insignifiant.

Revendiquer la liberté impliquait en effet que nous nous reconnaissons comme des égaux, c'est-à-dire comme des ayants droit à notre différence ; que nous pouvions nous concevoir autrement que comme l'autre du même, autrement qu'en regard de nos particularismes, mais avec la claire conscience de notre singularité irréductible que nous posions comme puissance fondatrice de notre souveraineté nationale. [153] Au contraire, revendiquer l'égalité, comme nous nous y sommes vite résignés, traduit notre profond sentiment d'infériorité et d'impuissance. Elle met à l'œuvre, non pas notre volonté effective d'auto-affirmation et de pleine autonomie, mais, plutôt, notre désir inavoué de lutter contre le mépris de l'autre, de nous hisser jusqu'à l'autre entité canadienne que nous prenons en toutes choses comme point de comparaison et comme critère de la valeur de ce que nous faisons *, et qui, elle, n'a de cesse de nous maintenir à distance comme différence dévalorisante de l'ensemble, comme “frog”, “french” “pea soup”, “cheap labour”, “inefficient people”. Revendiquer la liberté, c'était nous poser d'emblée dans un rapport d'égalité *de droit* et impliquait que seule une forme certaine d'oppression nous empêchait *de fait* d'en exercer les prérogatives. Cela supposait que nous devions être prêts à considérer le peuple canadien, non seulement comme radicalement autre, mais même comme adversaire, comme ennemi de notre identité souveraine. Ce que, précisément, notre aliénation nous interdit. Nous n'avons pu, au contraire, que revendiquer l'égalité et, ainsi, légitimer « en notre âme et conscience » les anciens rapports de domination et d'exploitation que nous prétendons vouloir combattre maintenant, sans vouloir rompre avec ceux qui les ont institués et qui les exercent.

---

* N'est-il pas tout à fait remarquable que même le gouvernement du Parti québécois invoque continuellement l'exemple de réalisations similaires dans d'autres provinces pour justifier ses entreprises qu'il craint de voir contester, ou qui le sont effectivement. N'est-il pas encore plus remarquable de le voir aujourd'hui s'appuyer sur les provinces de l'Ouest pour défendre nos droits acquis et évacuer ainsi toute la spécificité du sens de nos revendications.

Dans ces conditions, l'échec du référendum était inévitable. On ne peut conduire un peuple à assumer les exigences de sa libération nationale, sans avoir préalablement amené sa conscience à la double perception critique de lui-même comme opprimé et de l'autre comme oppresseur. Échec inévitable, mais, surtout, échec tragique, le référendum ne pouvait que l'être et il l'a été. Parce qu'il a été présenté comme échéance historique sans être aucunement fondé dans la vérité d'une lutte à finir.

Bien au contraire, ce déplacement de la problématique est inextricablement lié au déplacement de l'objectif lui-même. Du moment où [154] nous * avons commencé à revendiquer l'égalité, il n'était déjà plus question de nous libérer du Canada, mais de nous épanouir au sein du Canada. L'appartenance à une culture distincte étant vécue comme un fait contingent, et non comme la marque d'une différence essentielle et indivisible dans ses formes, il ne s'agissait plus de conquérir le pouvoir d'État comme Québécois, sujets uniques d'une identité et d'un pouvoir indissociables, mais de ne plus fonctionner comme Québécois, Canadiens de seconde zone. Il ne s'agissait plus de mener une lutte politique en termes de libération nationale d'un peuple, mais, bien plutôt, au terme de son intégration plus avantageuse, particulièrement au plan économique, à un État étranger qu'en définitive nous considérons nôtre. L'inversion par rapport à la lutte de libération nationale est totale. Non seulement le projet de souveraineté-association ne trouve plus dans l'indépendance politique du Québec la source du pouvoir du peuple québécois, mais il fait de l'association avec l'État canadien la garantie de son développement. Ce ne sont plus les qualités intrinsèques à la souveraineté nationale qui nous consacreront, si nous le jugeons utile, partenaires égaux, mais bien notre association en tant que partenaires égaux qui rendra viable notre souveraineté. Reconnaître ainsi la primauté de l'économie sur le politique, c'est légitimer dans les structures et les institutions les anciens rapports de

---

* Je dis bien nous, et non pas le Parti québécois. Premièrement, parce que je veux éviter toute identification du parti à ses seuls dirigeants. Puisqu'il est bien évident que le phénomène décrit n'a pas été le résultat d'un coup de force, mais le fruit d'une profonde adhésion collective des membres du Parti, sans cesse renouvelée au cours des années. Deuxièmement, parce que d'une manière ou d'une autre, il a reçu l'appui conscient de l'ensemble des forces progressistes de notre société.

domination et d'exploitation que nous prétendons vouloir combattre, sans vouloir briser leurs mécanismes de fonctionnement.

Dans ces conditions, l'échec du référendum était inévitable. L'absence, au départ, d'une conception globale d'une société possiblement tout à fait détachée du Canada frappe de non-sens ou, du moins, d'un coefficient d'inutilité tout processus de séparation préalable. Ce que tous les adversaires de l'indépendance se sont empressés de faire voir au peuple québécois. Ils n'ont eu, pour le convaincre, qu'à lui promettre la même chose que les tenants de la souveraineté-association, à savoir un réaménagement des pouvoirs à l'intérieur du Canada. [155] Promesse à effets d'autant plus efficaces qu'elle s'appuyait sur le désir d'égalité inculqué depuis plus d'une décennie par les souverainistes. C'est ce qu'on appelle en langage vulgaire avoir comme des enfants de chœur.

Et nous nous sommes fait avoir parce qu'en substituant la valeur d'égalité à celle de liberté, et l'objectif d'association économique à celui d'indépendance politique, nous avons porté notre lutte tout droit sur le terrain de l'adversaire. Puisqu'en effet l'économie québécoise en plus d'être déjà parfaitement intégrée à l'économie canadienne, majoritairement ontarienne, et dont l'État canadien est l'émanation directe et le serviteur inconditionnel, en tant que premier régulateur du système capitaliste contemporain, la bourgeoisie canadienne ne pouvait que juger irrecevable un projet qui menaçait de fissurer le système de sa domination. Elle ne pouvait accepter que l'État canadien, lieu unifiant des multiples intérêts, souvent divergents et parfois conflictuels, de son pouvoir de classe, perde sa suprématie, se décompose et se retrouve sur un pied d'égalité juridique avec un autre État national. Accepter la division du pouvoir canadien, c'était accepter la division de ses pouvoirs particuliers. C'était accepter d'en négocier les termes avec une bourgeoisie québécoise que, de toute façon, elle contrôle et qui, par-dessus le marché, à cause de sa faiblesse structurelle, risque, dans un contexte de lutte de libération nationale, aussi atrophiée soit-elle, d'être débordée par les revendications et les aspirations populaires des classes travailleuses. Risque d'autant plus grave que le projet de souveraineté-association, même s'il s'inscrit objectivement dans le développement global du capitalisme nord-américain, qu'il en partage

et en défend les enjeux fondamentaux *, est vécu subjectivement par la très grande majorité de ceux qui le portent, comme un moyen de réappropriation par le peuple et pour le peuple québécois des outils les plus nécessaires à son épanouissement collectif, et non pour renforcer le pouvoir politique de la bourgeoisie québécoise. Ce que la bourgeoisie canadienne a très vite compris, contrairement à notre pseudo-gauche.

Par conséquent, tout velléitaire qu'il ait été en terme d'indépendance politique et sociale, la bourgeoisie canadienne, par l'intermédiaire de toutes les instances politiques qu'elle contrôle d'un océan à [156] l'autre, en passant par le Parti libéral du Québec, s'est-elle empressée d'opposer une farouche fin de non-recevoir au projet de souveraineté-association. Pour lutter avec une pleine efficacité contre ce projet, elle n'eut qu'à masquer ses intérêts particuliers sous la figure de l'Unité canadienne. Sous cet emblème hypostatique, elle noya toutes les différences, elle mobilisa tous les Canadiens et, plus facilement encore, les Québécois, dans la mesure même où, de tous, ils sont ceux qui se sentent le plus mal assurés de leur identité canadienne. Pour faire valoir aux Québécois les avantages supposés de leur appartenance au Canada, la bourgeoisie canadienne n'a eu qu'à tirer parti des contradictions du projet de souveraineté-association. Avec le succès que l'on connaît et qui était inscrit non pas dans la logique de Trudeau, mais dans celle des choses.

À partir du moment où, en effet, nous proposons des changements sans rupture de continuité, dans le cadre d'une nouvelle entente avec le Canada, nous ne pouvons plus attaquer ce même Canada comme système global de domination au service exclusif des intérêts particuliers de la bourgeoisie canadienne, ni ne pouvons plus désigner cette classe dominante comme l'ennemie principale de notre souveraineté nationale. Puisqu'en effet, nous faisons du partage des pouvoirs économiques qu'elle contrôle, l'enjeu principal des changements constitutionnels, nous ne pouvons que composer avec ses intérêts, qu'en accepter les objectifs fondamentaux et les mécanismes de réalisation. Nous ne pouvons plus que dénoncer, sous le vocable pudique d'abus, les effets les plus contraignants du système sur nos intérêts spécifiques en les attribuant au mauvais fonctionnement de quelques-unes de ses

---

* Lire, pour le comprendre, *Bâtir le Québec* du ministre Landry.

structures devenues désuètes. Nous permettions, par contre, à cette bourgeoisie, par un retournement facile de la situation, de nous faire passer de notre rôle de défenseurs des intérêts prioritaires du Québec à celui de briseurs du Canada. En portant notre lutte sur le terrain de l'adversaire, nous nous en constituions les prisonniers.

Aussi, s'est-il emparé de notre butin. Le Canada pour notre liberté, nous l'a-t-il promis. Et pour mieux nous faire adhérer à cette croyance, il l'a enveloppée d'une promesse de sécurité, particulièrement appropriée au maintien d'un peuple aliéné dans son aliénation puisque l'acte libérateur tient tout entier dans le risque de la liberté à prendre. [157] Promesse aliénante et d'autant plus facile à faire miroiter qu'elle reflétait une promesse déjà vieille de dix ans, celle qui était au cœur de notre projet, au cœur de sa rationalité : la souveraineté dans l'association ou, très littéralement, la liberté en toute sécurité. L'avantage du Canada sur nous, cependant, c'est qu'il pouvait prétendre disposer déjà de tous les pouvoirs pour réaliser sa promesse. Alors qu'au contraire, nous reconnaissions d'emblée ne pouvoir tenir la nôtre qu'en négociant l'un de ses termes avec le pouvoir canadien. Soumettre ainsi notre accession à la souveraineté à la volonté d'une instance qui échappe depuis toujours à notre contrôle, mais qui, inversement, de son lieu précis et tout-puissant, contrôle l'existence politique, économique, sociale et culturelle de notre société, c'était légitimer dans leurs fondements et leurs impératifs mêmes tous les rapports de domination et d'exploitation en confirmant les spoliateurs de nos droits et de nos pouvoirs dans le droit et le pouvoir de nous prendre en charge jusqu'en nos tentatives de libération.

C'était, sans les dépasser, annuler toutes les conditions de l'oppression.

L'échec du référendum était inévitable et il est tragique parce qu'il a porté notre aliénation à un nouveau degré de profondeur. Puisque la question référendaire ne nous posait même pas le problème de l'accession à l'indépendance, mais qu'elle nous demandait seulement d'oser accomplir le geste qui vaincrait notre peur d'être nous-mêmes. Dire OUI, c'était nous libérer des réminiscences de nos défaites historiques comme acte fondateur d'une nécessaire réconciliation avec nous-mêmes. Et nous avons accumulé une défaite de plus. La défaite des défaites : celle que l'on s'inflige à soi-même, celle qui nous rend un

peu plus impuissant en même temps qu'elle accroît la force des puissances adverses. Il n'y a qu'à voir comment le pouvoir central s'empresse d'exploiter notre déconfiture pour mesurer dans toute son étendue la menace qui pèse sur nous. * Toute différente qu'elle se présente dans ses [158] formes, elle est de même nature et obéit à la même logique que celle qui a marqué notre destin avec les régimes de l'Union et de la Confédération qui nous ont engagés et maintenus dans un processus sans cesse accéléré de minorisation, qui nous ont enfermés dans la dialectique stérile de la subordination et de la survivance, et dont nous ne pourrons nous libérer, aussi bien dans la matérialité de faits que dans notre subjectivité, qu'en luttant pour l'indépendance nationale et qu'en y accédant.

Seule, en effet, l'idée d'indépendance est une idée politique suffisamment subversive pour mobiliser notre peuple dans le refus de la domination et de l'exploitation. Parce qu'elle désigne d'elle-même, de par la seule nécessité de son existence, l'oppression nationale, qu'elle se soutient de cette vérité qu'elle proclame et qu'elle donne ainsi sa pleine signification au désir latent d'autodétermination qui trame l'autre face de notre histoire, depuis 1760.

Nous ne pourrons cependant pas y revenir et la proposer comme fer de lance de notre lutte de libération nationale, sans avoir auparavant liquidé jusque dans les moindres replis de notre conscience collective, l'illusion de toutes solutions de compromis. Ce qui ne sera pas facile. Puisque ce type de solutions, tel le projet de souveraineté-association, est non seulement un effet de notre séculaire aliénation nationale, mais qu'il répond à nos exigences actuelles d'une certaine modernité qui se caractérise par l'aliénation du politique dans le technocratisme. Nous devons éviter de tomber dans les pièges de l'institutionnalisation et de la bureaucratisation de nos revendications nationales et entreprendre de repolitiser notre lutte si nous voulons la voir se développer dans le sens d'un changement de société.

---

* 9 septembre. Au moment où j'ai écrit cet article, je ne pouvais apporter d'autres faits précis que de citer le projet de préambule rédigé par Trudeau à une nouvelle Constitution, pour montrer l'ampleur et la gravité des implications de notre défaite. Aujourd'hui, la suite de coups de force qui tiennent lieux de préparation, à la Conférence constitutionnelle le manifeste à l'évidence, de même que notre réduction à une résistance plus passive que jamais, du moins depuis la fin des années 50.

NOTRE DÉPOLITISATION

Le Parti québécois, aussi étonnant que cela puisse paraître à première vue, a grandement contribué à dépolitiser la question nationale. Il l'a, en effet, dérobée à la conscience du peuple pour la remettre aux mains des technocrates et des bureaucrates. Du moment où il s'est emparé du mouvement indépendantiste, notre lutte politique de libération nationale du peuple par le peuple est devenue une classique histoire d'État, c'est-à-dire qu'elle a commencé à se dérouler par dessus [159] la tête des gens. Plutôt que de se vivre dans la « polis » : dans la rue, le quartier, la paroisse, dans l'école, l'usine, le bureau, le chantier, la mine, dans l'émulation et l'effervescence des revendications et des actions communes, à partir et en faveur des aspirations populaires, elle s'est conçue dans les bunkers insonorisés des calculs stratégiques, des intérêts du Parti et des impératifs du Pouvoir d'État. Ainsi à l'abri des bruits du pays, elle s'est figée dans la rigidité fonctionnelle de la planification bureaucratique.

Le Parti québécois et, a fortiori, le gouvernement qui en est issu, ont en effet tenté de gérer notre lutte comme on gère une entreprise industrielle, commerciale ou une régie d'État, en utilisant les techniques les plus sophistiquées des prises de décision, des échanges et des communications d'une bonne administration moderne. Ils n'ont eu de repos que dans l'étouffement systématique de toute manifestation organisée ou spontanée du peuple dans l'expression de ses besoins et de ses problèmes, de ses conceptions et de ses solutions, de sa colère et même de son enthousiasme. Ils ne lui ont laissé aucune initiative ou, alors, ils se sont désolidarisés de celles qu'il prenait. En ne s'impliquant pas dans ses manifestations de toutes sortes, ils ont favorisé la dichotomie entre les revendications sociales et les aspirations nationalistes des masses populaires dont la réunion constitue pourtant le seul véritable moteur politique d'une lutte de libération nationale. * Au

---

* Par exemple, à l'occasion du 1er mai 1980, alors que des milliers de travailleurs québécois défilaient dans les rues de Montréal pour célébrer leur fête dans la solidarité et la joie, il était triste et presque incroyable de devoir constater, d'une part, l'absence de toute représentation officielle du Parti québécois à la manifestation et, d'autre part, qu'à aucun moment, ces travailleurs n'ont pensé

contraire, le Parti québécois et son gouvernement se sont réservé sur la question nationale tous les domaines de la réflexion et de l'action pour les soumettre à leurs critères technocratiques d'efficacité selon lesquels il s'agit de prévoir et d'orienter toutes les situations problématiques en [160] fonction des solutions déjà pensées, afin qu'elles ne débordent pas les cadres du programme et de la stratégie établis.

Or, l'accession à l'indépendance du Québec est une question éminemment politique en ce sens qu'elle ne peut advenir qu'au terme d'une socialisation intégrale de la question nationale. Elle implique donc un profond changement de société qui ne peut être élaboré que dans le contexte d'une stratégie toujours en train de s'établir dans le rapport dialectique de l'état de développement de la conscience nationale et des changements effectifs des situations. Dans le rapport actuel des forces dans le cadre du système capitaliste nord-américain, l'indépendance du Québec est un objectif révolutionnaire parce qu'il remet en cause la nécessaire organisation hégémonique du système de domination et d'exploitation. Elle ne peut donc advenir qu'au terme d'une vaste, longue et profonde action politique de sensibilisation, de mobilisation et d'organisation de toutes les forces sociales qui ont un intérêt objectif à l'abolition de ce système. L'indépendance du Québec n'est en effet réalisable que fondée sur le désir et la volonté d'édifier une société québécoise entièrement différente, basée sur une transformation globale de tous les rapports sociaux à l'intérieur d'une nouvelle nation jouissant enfin de son droit à la pleine autodétermination.

Au contraire, le projet de souveraineté-association est une question d'ordre technique en ce sens que sa réalisation repose entièrement sur le succès de négociations menées au niveau des États fédéral et québécois dans le but d'en arriver à un nouveau partage des pouvoirs à l'intérieur du même système social. Comme il a souvent été démontré,

---

à entonner des couplets ou à crier des slogans en faveur de l'option souverainiste. Pourtant nous étions en pleine campagne référendaire et la majorité d'entre eux avait ou allait participer dans leur milieu à la formation d'un regroupement pour le OUI. Mais, pas plus que le P.Q. n'a pu, dans le cadre de son projet, allier les intérêts de la classe ouvrière en tant que telle à l'accession à la souveraineté, pas plus les travailleurs québécois ne se sont mobilisés, en tant que travailleurs, dans la résolution de la question nationale. Jamais comme ce soir-là ne m'était apparue si lointaine l'heure de notre libération nationale.

le projet de souveraineté-association, fondateur du Parti québécois, s'inscrit sans rupture dans la suite de la Révolution tranquille qui déjà faisait du partage des pouvoirs de législations en matière économique, entre Ottawa et Québec, l'enjeu principal des débats constitutionnels. Il élargit certes considérablement le champ de nos revendications nationales, mais il ne remet aucunement en question le lien structurel fondamental de notre appartenance au Canada qui repose sur l'intégration de notre économie aux objectifs, enjeux et intérêts de l'économie canadienne. On peut même affirmer que le projet de souveraineté-association s'inscrit bien plus dans la perspective du fédéralisme, même s'il propose de le renouveler entièrement, que dans la problématique [161] indépendantiste. Il se présente comme la solution constitutionnelle la plus fonctionnelle et la plus opérationnelle aux problèmes du Canada tous plus ou moins déterminés par la question nationale du Québec. Il était donc inévitable que ce projet, basé sur le rapatriement au Québec de tous les pouvoirs politiques nécessaires à la constitution d'un Etat juridiquement souverain, mais également sur une gestion économique conjointe soumise à une union monétaire, une politique douanière commune, l'absence de barrières tarifaires entre les deux états, aboutisse à la proposition d'une nouvelle entente avec le Canada telle que formulée pendant la campagne référendaire.

Non seulement le projet de souveraineté-association ne remet pas en cause les fondements de notre organisation sociale, mais en ne s'attaquant pas aux racines et aux mécanismes actuels de l'oppression nationale, il a contribué à en nier la réalité. C'est pour cette raison que le Parti québécois, par la voix de ses dirigeants et, particulièrement, de celle de René Lévesque, a toujours dévalorisé l'objectif d'indépendance nationale comme un projet nimbé d'une auréole idéaliste. Par contre, pour justifier ses solutions de compromis à nos problèmes politiques aussi bien qu'économiques, sociaux et culturels, le Parti québécois se réclame adroitement des qualités de réalisme, de bon sens et de modération du peuple québécois, comme si ces qualités réelles constituaient un obstacle insurmontable à l'émergence d'une autre vision du monde. Il n'en demeure pas moins certain que le Parti québécois, avec son projet de souveraineté-association, son programme social-démocrate, ses stratégies de pouvoir et de négociations, son organisation électoraliste, répond adéquatement aux exigences de notre système social qui se caractérise par son aptitude à compenser ses ca-

rences à même ses propres régularités, d'une part, et d'autre part, aux exigences des masses dépolitisées qui attendent de l'État les gratifications compensatrices de leur isolement et de leur aliénation. C'est même ce modernisme qui, dans notre contexte socio-historique, capable de contrer les effets les plus discriminatoires pour nous au fédéralisme et du capitalisme.

Notre objectif principal consistera donc à trouver les moyens de combattre les tendances effectives des masses populaires à résister aux changements même les plus nécessaires et, paradoxalement, les plus souhaités. Nous devons mettre à jour les articulations subtiles et [162] multiples de notre dépendance. Nous devons montrer que toutes les solutions de compromis qui semblent d'abord relever d'une pratique réaliste ne sont en fait que des idéalizations inadéquates par rapport aux problèmes réels quand on en n'occulte pas les dimensions les plus importantes.

Nous devons par tous les moyens repolitiser notre lutte, c'est-à-dire la faire redescendre dans la rue, dans les lieux de vie et de travail, dans la société. Car l'effritement de notre volonté d'émancipation est le plus grave danger qui nous menace actuellement. Il ne faudrait surtout pas, sous le prétexte de la difficulté du contexte, que nous cédions à la tentation de nous engager dans des entreprises réductionnistes. Seul l'objectif de l'indépendance assumé par toutes les forces vives de notre peuple, peut constituer la source d'inspiration décisive pour mener victorieusement notre combat contre toutes les formes de notre aliénation et abolir ainsi les conditions de possibilité de notre domination et de notre exploitation.

Fin du texte